eaj pnb
www.eaj-pnb.eus
PDE EDP
_LeMA n°233 Zkia
2024 / 2025

EAJ-PNB : UNE NOUVELLE DIRECTION

_ EAJ-PNB : ZUZENDARITZA BERRI BAT



_ Pantxoa Bimboire Haritschelhar, nouveau président d'EAJ-PNB, en Pays Basque nord

_ EAJ-PNB mobilise en faveur de l'hydroélectricité, en Pays Basque

_ Peio Etxeleku : « Les territoires les plus puissants doivent mettre leur pouvoir économique au service des territoires les plus faibles »

_LEMA»

Journal d'opinion et d'information citoyenne /

Herritarren informazio eta iritzi kazeta

Adresse postale / Helbidea :
EAJ-PNB
25 rue Thiers karrika
64100 Bayonne / Baiona
Tél. : 05 59 46 15 34
www.eaj-pnb.eus
Directeur de la publication / Agerkariaren zuzendaria :
Jean Tellechea
Mise en page et design graphique / Orriaren konponketa eta grafismoa :
Izar Design
Abonnement / Harpidetza :
contact@eaj-pnb.eus

3 **SAR HITZA / ÉDITO**
L'indépendance ou la liberté ?

5 **ALDERDIAREN BIZIA**
Pantxoa Bimboire Haritschelhar, nouveau président d'EAJ-PNB, en Pays Basque nord

11 **KIROLA / SPORT**
Jo Pilota Euskadirekin ! Des pelotaris représentent pour la première fois le Pays Basque

13 **HAUTESKUNDEAK / ELECTIONS**
Législatives 2024 : EAJ-PNB, la force émergente du Pays Basque nord

18 **EUROPA**
Izaskun Bilbao Barandica : « un nationalisme médiatique continue de fonctionner »

23 **ENERGIA**
EAJ-PNB mobilise en faveur de l'hydroélectricité, en Pays Basque nord

25 **ANAIEN BERRI / CAP AU SUD**
Euskadi berria eraikitzen / Construisons le nouvel Euskadi

28 **HISTORIA**
Iñaki Goiogana : « La mouvance de la Gauche abertzale ne souhaitait pas se présenter aux élections contrairement à EAJ-PNB

30 **LUR ANTOLAKETA / AMENAGEMENT DU TERRITOIRE**
- Peio Etxeleku : « Les territoires les plus puissants doivent mettre leur pouvoir économique au service des territoires les plus faibles »
- EPFL : l'outil majeur pour maîtriser le foncier, en Pays Basque nord

38 **HISTORIA**
« 17 fraile beneditano aldudarren historia »

40 **GARRAIOA / TRANSPORT**
Garder un train d'avance

44 **HISTORIA**
- Memoria Historiko eta Demokratikoaren Legea
- Prise de conscience et construction de l'identité politique basque avant Sabino Arana

55 **KULTURA**
La Mano de Irulegi, objet d'exception

56 **ALDERDIAREN BIZIA**
EAJ-PNB prend position

L'indépendance ou la liberté ?



La guerre en Ukraine trouve son origine dans de multiples causes. Certes, les Russes ont fait main basse sur les ressources minières du Donbass et sur la Crimée, accès stratégique à la Mer Noire. Ils ont tenté de s'emparer du grenier à blé de la plaine ukrainienne. Mais, surtout, la Russie de Poutine s'est sentie menacée par le rapprochement de l'ancien pays soviétique avec les démocraties européennes. Les Russes sont maintenant en guerre non seulement contre l'Ukraine et l'OTAN mais aussi contre l'Union Européenne qu'ils ne souhaitent ni forte ni unie et surtout pas munie d'une défense commune efficace qu'ils considèrent comme une menace existentielle.

_ « EAJ-PNB risque donc de se retrouver devant un dilemme : accepter ou non ce soutien ».

Or, en temps de conflit, les Russes usent de toutes les formes de déstabilisation envers leurs ennemis et notamment l'aide aux forces centrifuges comme les partis indépendantistes. Cette aide pourrait prendre la forme de financements comme ceux dont a profité le Front National en 2014, soit l'année du début de la guerre au Donbass, ou d'aide logistique via des campagnes sur les réseaux sociaux comme lors de la présidentielle de 2024 en Roumanie.

EAJ-PNB risque donc de se retrouver devant un dilemme : accepter ou non ce soutien.

Au premier abord, l'aide russe apparait comme une aubaine pour un parti abertzale prônant la libération de la patrie basque. En 120 ans d'existence, EAJ-PNB a été l'une des forces motrices ayant réussi à obtenir une communauté autonome en Hegoalde et une communauté d'agglomération en Iparralde.

Pourtant, d'énormes freins perdurent en particulier concernant la promotion de la langue basque : chaque avancée est obtenue de haute lutte comme l'autorisation pour les élèves de passer l'épreuve de sciences du brevet des collèges en basque. La tentation pourrait être grande de s'appuyer sur un élément extérieur, la Russie, pour obtenir plus et plus vite et pourquoi pas construire un Etat pour la nation basque.

Nous ne pouvons cependant pas ignorer que la Russie est un régime autoritaire sans séparation des pouvoirs, où les libertés individuelles sont bafouées, et menant une guerre de conquête au sein même de l'Europe.

_ « Nous aurions alors troqué une dépendance démocratique pour une dépendance autoritaire ».

Or, EAJ-PNB est un parti démocrate prônant le respect des droits fondamentaux des personnes et en premier lieu la liberté, la justice, l'égalité et la solidarité. La Russie incarne donc l'opposé de ce que EAJ-PNB souhaite pour le Pays Basque. Nous pactiserions avec le diable : la fin, l'indépendance, justifie-t-elle les moyens c'est-à-dire de prendre le risque de réduire notre liberté ? Obligés d'obéir à la Russie, nous aurions alors troqué une dépendance démocratique pour une dépendance autoritaire.

D'autre part, une indépendance rapide du Pays Basque ne pourrait se faire qu'en opposition avec la France et l'Espagne. L'article 52 du Traité sur l'Union Européenne et l'article 355 du Traité sur son fonctionnement nous imposeraient alors de sortir de l'UE à un moment où l'unité du vieux continent semble indispensable pour faire face aux défis économiques, géostratégiques et climatiques.

_ « EAJ-PNB croit en une Europe unie et fédérale ».

Or, EAJ-PNB croit en une Europe unie et fédérale. Il serait plus souhaitable d'avancer main dans la main et faire comprendre aux Etats Français et Espagnol qu'il est de leurs intérêts de respecter les aspirations du peuple basque. Nous ne serons probablement pas les seuls face à l'interrogation posée par une éventuelle aide russe : corse, breton, alsacien... Il semblerait d'ailleurs que les catalans se soient déjà positionnés puisqu'en mars dernier le Tribunal Suprême Espagnol a balayé d'un revers de la main les soupçons d'ingérence russe présumée lors de la tentative de sécession de la Catalogne en 2017 en pleine guerre du Donbass.

Enfin, n'oublions pas le serment fait à Gernika en 2015 :

« Aucune cause politique ne peut être placée au-dessus du respect des droits humains ou des principes éthiques fondamentaux ».

Sophie Voisin
Membre de l'IBB, la direction d'EAJ-PNB, en Pays Basque nord



Pantxoa Bimboire Haritschelhar, nouveau président d'EAJ-PNB, en Pays Basque nord

EAJ-PNB a connu un processus de renouvellement de Novembre 2024 à Mars 2025, dans un exercice de démocratie interne et une parole donnée à tous les alderdikide volontaires.

Le 23 Novembre dernier, l'Assemblée Territoriale d'Ipar Euskadi élisait les membres de l'Ipar Buru Batzar, notre direction en Pays Basque nord. 6 des 8 membres de l'IBB accèdent pour la première fois, à cette fonction.

_ Pantxoa Bimboire-Haritschelhar : « Une dynamique positive évidente pour EAJ-PNB »

Il a courageusement accepté de prendre les rênes d'EAJ-PNB, en Pays Basque nord, suite aux dernières élections internes. Il raconte son parcours vers l'abertzalisme et vers notre mouvement politique, dans un entretien à suivre sur notre chaine YouTube EAJ-PNB.

Pantxoa Bimboire Haritschelhar a suivi des hautes études en mathématiques. Il a ressenti *« le manque du pays »*, à Paris. On lui a fait savoir par son accent, par exemple, qu'il était Basque, mais sans savoir ce que cela signifiait. Jusque-là, il n'en avait pas du tout conscience. Il poursuit ses études et apprend également l'euskara, en Navarre, avec un ami qui partageait le même besoin, à Paris. Il s'intègre progressivement, dans le monde abertzale, de l'époque, en Pays Basque nord. Dans, le mouvement *« Mende Berri »*, par exemple. Puis, après des études à l'IAE (Institut d'Administration des Entreprises) de Bordeaux, il prend une part active dans le lancement d'Herrikoa, après avoir rejoint l'association Hemen. Dans la foulée, il intègre l'entreprise Sokoa.

Le développement économique du Pays Basque nord devient son cheval de bataille. Cela le rapproche progressivement d'EAJ-PNB, ne trouvant pas dans EH Bai et dans la gauche abertzale, une volonté suffisante d'agir véritablement dans ce domaine. Pantxoa Bimboire Haritschelhar constate de façon encourageante qu'à EAJ-PNB, *« il est évident qu'il existe une dynamique. En particulier, chez les jeunes. Nous avons un petit groupe qui mène des réflexions, comme celui de « l'économie régénérative .» Nous avançons également avec le mouvement EGI »*. Il s'inscrit dans la continuité de la précédente direction et souhaite poursuivre l'effort d'implantation en Pays Basque nord, après avoir tracé *« les perspectives à*

_ Voici les 8 membres du nouvel IBB :



Pantxoa Bimboire Haritschelhar, *président / presidentea*
Zuraide, gérant d'entreprise, conseiller du président
de la CCI Bayonne Pays Basque



Jean Marie Izquierdo, *secrétaire / idazkaria*
Angelu, enseignant à l'université



Jean Marie Erramuzpe, *trésorier / diruzaina*
Baiona, entrepreneur



Clotilde Bordenave
Baiona, retraitée



Panpi Etchegaray
Arrosa, 1e adjoint, vice-président syndicat
des mobilités Pays Basque-Seignanx



Peio Etxeleku
Kanbo, entrepreneur, conseiller municipal
et conseiller communautaire



Jean Tellechea
Urruña, cadre Estia, conseiller municipal



Sophie Voisin
Baiona, enseignante en informatique, conseillère municipale

_ Des directions locales renouvelées

Les directions de nos 7 groupes locaux ont été également élues par les Alderdikide de chaque groupe, en ce début 2025. 5 nouveaux présidents prennent les rênes de leur Herri Biltzar.



Beñat Arrabit, *président Herri Biltzar Baxe Nafarroa Xiberoa*

Alain Rollet, *secrétaire/idazkaria*

Sandrine Dedet, *trésorier/diruzaina*

Pako Arizmendi, *relations avec la Navarre / Nafarroarekin harremanak*



Mathilde Capet, *présidente Herri Biltzar Biarritz*

Mathieu Kayser, *secrétaire/idazkaria*

Kristof Lamboley Depoire, *trésorier/diruzaina*



Gracianne Mirande-Bec, *présidente Herri Biltzar Bidasoa*

Jon Curutchet, *secrétaire/idazkaria*

Jean Marie Izquierdo, *trésorier/diruzaina*



Thierry Dumias, *président Herri Biltzar Donibane Lohizune*

Gaxuxa Elhorga-Dargains, *secrétaire/idazkaria*

Jean Pierre Ibarboure, *trésorier/diruzaina*



Jon Dominguez, *président Herri Biltzar Hendaia*

Pierre Ithourria, *secrétaire/idazkaria*

Itziar Aizpuru, *trésorière/diruzaina*



Jon Gonzalez-Eppherre, *président Herri Biltzar Ipar Lapurdi*

Olivier Baratchart, *secrétaire/idazkaria*

Mikel Zubeldia, *trésorier/diruzaina*



Mathieu Membrède, *président Herri Biltzar Lapurdi Barnekalde*

Ximun Hastoy, *secrétaire/idazkaria*

André Bonnassiès, *trésorier/diruzaina*

Beñat Oteiza, *projet/egitasmoa*

Le Congrès du renouvellement, en Mars dernier

L'ensemble de ce processus s'est achevé lors de ladite Assemblée Générale qui correspond à un Congrès de notre mouvement politique, les samedi et dimanche 29 et 30 mars, au Trinquet Atano, à Donostia-Saint Sébastien.

A cette occasion, les délégués de chaque Herri Biltzar et les délégués nationaux se sont positionnés sur plus de 10 000 amendements, proposés par les plus de 200 groupes locaux ou Herri Biltzar que compte EAJ-PNB. Ces amendements étaient destinés à améliorer 5 documents de réflexions stratégiques proposés par l'EBB, notre direction nationale, en Novembre 2024. Les 7 Herri Biltzar d'EAJ-PNB, en Pays Basque nord avaient également proposé 69 amendements.

Voici les titres de ces documents de réflexions qui déterminent la ligne politique d'EAJ-PNB, pour ces 4 prochaines années :

1-Euskadi, nation en Europe : souveraineté, identité et objectifs politiques

2-Construire une nation prospère, pour être plus libres : justice sociale et garantie des droits des citoyens

3-Une nation ouverte à un monde meilleur durable et en paix

4-EAJ-PNB, un parti au service du peuple : les liens avec la citoyenneté basque

5-Une organisation démocratique militante et agile, pour répondre aux défis politiques et sociaux d'Euskadi

A cette occasion, l'Euzkadi Buru Batzar (EBB), la direction nationale d'EAJ-PNB, a été entièrement renouvelée, hormis les présidents territoriaux qui sont membres de droit de cette direction. Aitor Esteban, remplace Andoni Ortuzar, à la tête du nouvel EBB.


Le fronton Atano III plein à craquer

Ane Mire Atin, coordinatrice du document « EAJ-PNB, un parti au service du peuple », présente l'état des réflexions, lors de l'Assemblée Générale




Le nouvel Euzkadi Buru Batzar, la direction nationale d'EAJ-PNB, élue le dimanche matin


Aitor Esteban, président de l'EBB, très ému das les bras du Lehendakari Pradales



Mathilde Capet-ek bere engaiamendua azaltzen, du, talde berria aurkezteko bilkura publikoan



L'Herri Biltzar de Biarritz, le 7e groupe local d'EAJ-PNB

Il a vu le jour officiellement le lundi 18 Décembre 2023, à l'occasion d'une réunion publique. Andoni Ortuzar, président national d'EAJ-PNB et plusieurs membres de la direction nationale s'était déplacés à Biarritz. Les résultats lors des dernières élections législatives sont un encouragement à poursuivre notre implantation dans la cité balnéaire. Avec un saut de 400 voix, en passant de 84 voix, en 2017 à 485 voix, en 2024.





Peio Etxeleku, Aitana Agirre EGIko arduradun ba n ondoan



EGI Eguna 2025, Baionan, « Basque core », Apirilaren 12an

Relance d'EGI Iparralde, le mouvement des jeunes d'EAJ-PNB. Cela a été officialisé, le samedi 12 Avril dernier, à l'occasion de l'EGI Eguna, organisé à Bayonne, par un nouveau groupe de jeunes motivés, à porter le message d'un abertzalisme moderne, en Pays Basque nord.


Les représentants des différents Herri Biltzars de la Bidasoa

_ Alderdi Eguna 2024 et Aberri Eguna 2025

Quelques photos souvenirs de l'Alderdi Eguna, « la journée du Parti », le 29 Septembre 2024, à Foronda, près de Vitoria-Gasteiz, en Araba. Elle rassemble des milliers de militants, sympathisants et curieux d'EAJ-PNB.

Plus récemment, l'Aberri Eguna, « la journée de la Patrie basque », célébrée, le jour de Pâques, à Bilbao. Mais aussi l'Aberri Eguna de la Bidasoa, une semaine avant.


Arrivée des dirigeants d'EAJ-PNB, lors de l'Aberri Eguna à Bilbao



Le Lehendakari Imanol Pradales, revendicatif, à Bilbo


Différentes générations de militants réunis, à l'Alderdi Eguna


Aberri Eguna à Bibao : danse de l'ikurriña



Graxiana Mirande Bec, représente dignement Ipar Euskadi, lors de l'Alderdi Eguna



Les militants, sympathisants et curieux venus du Pays Basque nord, à l'Alderdi Eguna

Jo Pilota Euskadirekin ! Des pelotaris représentent pour la première fois le Pays Basque

Le Pays Basque n'est pas encore une nation de même rang que les Etats européens actuels. Mais, dans la pelote basque, Euskadi est désormais au même niveau que la France et l'Espagne. Quelle fierté de voir l'entrée en lice de pelotaris représentant Euskadi.

Une première historique

La Ligue des Nations de Cesta punta fut le théâtre de cette première historique. Cet évènement sportif a eu lieu dans un lieu hautement symbolique, à Gernika, du 31 mai au 06 Juin dernier. Les résultats ont été au rendez-vous. Euskadi a remporté le titre chez les hommes et a fini second chez les femmes. Quel plaisir d'écouter la version musicale d'Eusko Abendaren Ereserkia, l'hymne de la nation basque et de la Communauté autonome basque, en l'honneur des pelotaris vainqueurs.

EAJ-PNB y voit un premier vers une sélection basque complète, comprenant également la Navarre et le Pays Basque nord. Pour l'heure, seule la fédération d'Euskadi, en tant que territoire de la Communauté autonome basque est directement adhérente à la Fédération Internationale de Pelote basque.

EAJ-PNB, acteur majeur de la sélection basque de pelote

EAJ-PNB est à la manœuvre sur ce dossier, depuis des années. Issu d'un accord de mandature avec les socialistes espagnols, une nouvelle loi sur le sport est entrée en vigueur, le 01e Janvier 2023. Grâce à un amendement déposé par le groupe des députés d'EAJ-PNB, cette loi permet à des Communautés autonomes d'intégrer des fédérations internationales, dans des disciplines sportives ancrées historiquement et socialement dans leur territoire. Cela concernait évidemment la pelote basque, notre sport national. Malgré cette avancée symbolique significative, EH Bildu s'est abstenu.

La Fédération Internationale a pris la balle au bond

Encore fallait-il que la Fédération Internationale de Pelote basque (FIPV) accepte en son sein la fédération de la Communauté autonome dite d'Euskadi. Xavier Casaubon, son président a dès le départ soutenu cette initiative. Lors de l'Assemblée générale de la FIPV, tenue à Pampelune, le 28 Décembre 2024, la candidature de la fédération basque a bénéficié d'un large soutien : 34 voix pour, 7 contre et 4 abstentions. La fédération française de pelote basque, un poids lourd de cette instance, s'est jointe aux votes favorables.



Accueil chaleureux de la Euskal selekzioa



Les premiers vainqueurs sous les couleurs basques : Imanol Lopez et Aritz Erkiaga

Seule ombre au tableau, la fédération espagnole a contesté la validité de ce scrutin. Elle a déposé un recours auprès du Tribunal arbitral du sport (TAS), dont le siège est à Lausanne, en Suisse. La décision du TAS devrait être connue durant le second semestre de 2025. Cela ne suspend pas la décision. La fédération d'Euskadi est membre de plein droit de la FIPV.

Pas de veto du Conseil Supérieur du Sport

Dernier obstacle à franchir, celui du Conseil Supérieur du Sport, organisme du Ministère des Sports du Gouvernement espagnol. Son président Manuel Rodriguez Uribes a affirmé que « bien évidemment, la sélection basque peut participer aux compétitions organisées par la FIPV ». L'absence de veto de cet organisme correspond à un feu vert à la participation de sélections basques, dans les compétitions de notre sport national.

Au final, quoi de plus normal qu'une sélection basque prenne part à des compétitions de pelote basque ?



Euskal selekzioa pilotan

Législatives 2024 : EAJ-PNB, la force émergente du Pays Basque nord

EAJ-PNB sort des candidatures de « pro D2 », qui stagnent entre 0 et 1%, pour rejoindre modestement le « Top 14 » des partis qui comptent ou commencent à compter, dans l'échiquier politique local. Un essai qui mérite d'être transformé, afin d'accroître notre influence.

Les élections législatives du 30 Juin 2024 ont confirmé l'implantation progressive d'EAJ-PNB, en Pays Basque nord. En comparaison avec les dernières élections législatives auxquelles a pris part EAJ-PNB, en 2017, nos candidatures passent de 2148 voix à 6 051 voix, en Pays Basque nord. Soit un gain de 3903 voix.

Les vents étaient pourtant contraires. Les élections législatives sont traditionnellement les plus difficiles pour EAJ-PNB ou tout autre mouvement de la sphère abertzale. Une logique centrale rend difficile cet exercice. Le choix se porte avant tout sur les candidatures qui conforteraient la majorité présidentielle ou au contraire celles qui y seraient les principales opposantes. Même en Pays Basque sud, des électeurs abertzale préfèrent directement voter PSOE, pour contrer la droite espagnole. L'électeur est d'abord stratège avant d'être « militant ». La polarisation autour de 2 ou 3 candidatures est donc la règle.



La conférence de presse des candidats aux élections législatives, menée par Peio Etxeleku, président d'EAJ-PNB, en Juin 2024

Cette fois, elle était de surcroît renforcée par l'effet repoussoir ou au contraire attractif du RN. Nombre de voix obtenus par les candidats macronistes ou du Nouveau Front Populaire ont répondu à cette logique. La forte participation a ramené dans les urnes un électorat peu politisé, motivé par l'accession au pouvoir du RN ou au contraire opposé à son ascension. Un électorat globalement éloigné du nôtre, beaucoup plus politisé.

La quasi-absence de campagne a également rendu difficile un travail de pédagogie de notre part. Cela avantageait également « les partis établis », dans les médias traditionnels ou disposant d'élus locaux de poids.

Dans ce contexte très défavorable, la progression du vote jeltzale montre la captation d'un nouvel électorat de l'espace centriste, en retrait des partis traditionnels. Les reports de second tour montrent globalement une attraction de ces voix vers les candidatures de gauche. Ces résultats encouragent à poursuivre une voie basque, centriste, rassembleuse.

	2024		2017		2012	
	Nb voix	*%*	*Nb voix*	*%*	*Nb voix*	*%*
IVe circonscription – partie basque	925	3.23	590	2.63	420	1.71
Ve circonscription	1414	2.02	397	0.84	-	-
VIe circonscription	3712	5.04	1161	2.25	989	1.79
TOTAL / OROTARAT	**6051**	**3.51**	**2148**	**1.77**	**1409**	**1.77**



_ IVe circonscription : une progression globale

La candidate titulaire Gracianne Mirande Bec et son suppléant, Jean Laurent Cabillon représentaient EAJ-PNB sur cette circonscription basco-béarnaise, longtemps acquise au député Jean Lassalle. Gracianne a pris part avec courage aux différents débats organisés, par F3 Aquitaine ou par des radios locales. Elle n'avait pas le profil d'un notable établi, mais celui d'une jeune cadre qui représente le renouveau en politique.

Notre candidature a réussi à gagner 335 voix, par rapport à 2017 et passe de 2.63% à 3.23%, sur la partie basque de cette circonscription. Soit + 57% en nombre de voix et + 22.81% en pourcentage. La différence entre ces deux données résulte d'une participation en nette hausse, en 2024. La progression en voix a lieu dans tous les anciens cantons, excepté Baigorri. La raison en est simple. Beñat Arrabit, maire d'Arrossa, connu et reconnu localement était le candidat jeltzale, en 2017.

Les plus fortes progressions en nombre de voix et en pourcentage ont lieu, dans les secteurs d'Hazparne, d'Amikuze et de Mauléon.

En Béarn, les candidats d'EAJ-PNB obtiennent 203 voix.

	2024		2017		2012	
Anciens cantons / Kantonamendu ohiak	*Nb voix*	*%*	*Nb voix*	*%*	*Nb voix*	*%*
Hazparne aldea	210	3,98	93	2,38	74	1,78
Amikuze	156	2,67	80	1,73	45	0,92
Oztibarre	19	2,08	6	0,76	3	0,35
Iholdi aldea	48	2,48	46	3,19	24	1,53
Garazi	147	3,85	80	2,51	159	4,64
Baigorri	151	4,31	188	7,05	48	1,70
Maule aldea	159	2,91	77	1,82	54	1,08
Atarratze aldea	35	1,85	20	1,27	13	0,72
TOTAL/OROTARAT	**925**	**3,23**	**590**	**2,63**	**420**	**1,71**
Progression 2024/2017	***+ 57%***	***+22.81%***				

_ Ve circonscription : la plus forte hausse

Le candidat titulaire Jean Marie Erramuzpe et sa suppléante, Sophie Voisin, résident à Bayonne. Jean Marie Erramuzpe, expert reconnu dans le monde automobile et très présent dans sa ville, a appuyé sur l'accélérateur, en défendant un programme économique ambitieux.

Présents dans la circonscription réputée la plus difficile, pour le monde abertzale, ils permettent à notre candidature de gagner du terrain. EAJ-PNB est passé de 397 voix, en 2017 à 1414 voix, en 2024. Soit un gain de 1017 voix et plus de 2% des voix. + 256% en nombre de voix et + 140.50% en pourcentage. Il s'agit de la plus forte poussée, réalisée par nos candidatures, à l'occasion de ce scrutin.

La progression est générale, à Anglet, à Bayonne et plus accentué, à l'intérieur des terres, y compris en zone gasconne.

	2024		2017		2012	
Villes + cantons / Hiriak + kantonamenduak	*Nb voix*	*%*	*Nb voix*	*%*	*Nb voix*	*%*
Anglet	462	1,97	101	0,61	-	-
Bayonne	397	1,72	158	1,06	-	-
Boucau	66	1,48	17	0,55	-	-
Nive Adour	393	2,43	93	0,87	-	-
Bidache, Amikuze, Oztibarre	96	3,28	28	1,33	-	-
TOTAL/OROTARAT	**1414**	**2,02**	**397**	**0,84**	**-**	**-**
Progression 2024/2017	***+ 256%***	***+140.50%***				



Cantons / Kantonamenduak	2024		2017		2012	
	Nb voix	%	Nb voix	%	Nb voix	%
Biarritz	485	3,15	84	0,77	60	0,49
St Jean de Luz	766	4,47	270	2,15	212	1,56
Hendaye-Côte bask sud	714	5,79	402	4,71	328	3,60
Ustaritz-Vallée Nive Nivelle	1181	6,06	302	2,36	278	2,12
Baigura Mondarrain	566	6,14	103	1,51	111	1,55
TOTAL/OROTARAT	**3712**	**5,04**	**1161**	**2,25**	**989**	**1,79**
Progression 2024/2017	***+219.7%***	***+124%***				

_ VIe circonscription : les résultats les plus élevés

Le candidat titulaire Jean Tellechea et son suppléant Mathieu Kayser, sont deux élus locaux. Le premier, depuis 3 mandats, à Urrugne et le second à Biarritz. Jean Tellechea était le plus expérimenté et sans doute le plus connu de nos candidats. Pour la première fois, une candidature jeltzale parvient à dépasser le seuil des 5% de voix, lors d'une élection législative.

Cette candidature jeltzale passe de 1161 voix, en 2017, à 3712 voix, avec une progression de 2551 voix et 5.04% des suffrages exprimés. Soit un gain de près de 220% en nombre de voix et de + 124% en pourcentage.

Là encore, la progression est générale dans l'ensemble des cantons. Elle est particulièrement significative, en Labourd intérieur.



_ Des reports de voix déterminants

EAJ-PNB a appelé à faire barrage aux candidats du Rassemblement National, présents au second tour de ces élections. Les candidats avaient à titre personnel, précisé leur préférence, en faveur des candidats de gauche. Sur la Vie circonscription, les reports de voix ont été déterminants pour permettre l'élection de Peio Dufau, candidat d'EH Bai. Depuis lors, EAJ-PNB suit de près, les actions du député issu de la gauche abertzale. A son crédit, une proposition de loi sur la protection du foncier agricole.



Kanpaina laster bat, bilkura publiko batekin, Uztaritzen



Andoni Ortuzar, aberri mailako presidentea, sustengue etorria, Uztaritzen


Graxiana Mirande Bec eta Jean Laurent Cabillon, Baigorrin, laborari baten etxaldean



Izaskun Bilbao Barandica : “ un nationalisme médiatique continue de fonctionner ”

Izaskun Bilbao Barandica a été eurodéputée d’EAJ-PNB, de 2009 à 2024, après avoir été la première femme à présider le Parlement basque, entre 2005 et 2009. Oihane Agirregoitia lui a succédé, à l’issue des dernières élections européennes. Son témoignage nourrie par cette expérience de plus de 15 ans, est précieux pour connaître en profondeur le fonctionnement et les dysfonctionnements de l’Union Européenne, sur des sujets comme la Défense ou l’immigration. Cet entretien a été réalisé avant l’arrivée de Donald Trump, aux Etats-Unis.

En Pays Basque Nord, et plus généralement en France, les questions européennes sont noyées dans des problématiques très françaises. Il est difficile de parler de l’Europe, du rôle des institutions européennes en matière économique, de transport, sociale, sociétale, environnementale… Que faut-il dire pour convaincre que l’Europe est utile dans notre vie quotidienne ?

Il faut d’abord dire que 80 % des lois votées par les parlements nationaux sont élaborées et débattues pour mettre la législation nationale en conformité avec les règles de l’Union européenne. Beaucoup de débats qui ont lieu dans les parlements nationaux adaptent, des mois plus tard, au niveau national ce que nous avons débattu à Strasbourg. Ensuite, il y a la législation européenne, les règlements, qui s’appliquent dans toute l’Union sans aucune adaptation des lois locales. C’est pourquoi ceux qui suivent les débats au Parlement européen anticipent les débats qu’ils vivront au niveau national, régional et même local dans les mois à venir dans leur propre pays.

« Pour qu’une législation soit adoptée, l’accord des États membres est indispensable »

La connaissance des processus décisionnels européens doit être améliorée. Pour qu’une législation soit adoptée, l’accord des États membres est indispensable. En Europe, le Parlement et le Conseil décident ensemble. Mais, l’Union en tant que telle ne peut jamais imposer de décisions. Elles doivent faire l’objet d’un accord. C’est pourquoi, lorsqu’on dit que “l’Union européenne a des politiques migratoires inhumaines“, il faut préciser que ce sont les Etats membres qui empêchent l’adoption d’autres moyens de

faire face à ce problème. Car le Parlement et la Commission ont fait des propositions très avancées pour partager la responsabilité de l'accueil selon des critères objectifs, pour proposer des quotas, pour intégrer les régions et les villes dans le processus de décision, etc. Mais ce sont les Etats membres qui les bloquent. Et leurs opinions publiques rendent Bruxelles responsable des images que nous voyons sur la mer.

Une sorte de "nationalisme" médiatique continue de fonctionner. Lorsque quelque chose va bien, c'est un succès. Lorsque des décisions européennes sont impliquées dans le processus, seuls les acteurs locaux apparaissent et le rôle de "Bruxelles" dans le succès est oublié. Au contraire, lorsqu'il y a un problème, par exemple ce qui s'est passé en Espagne avec la crise financière de 2008, la responsabilité est rejetée sur "Bruxelles". En l'occurrence, les causes du problème étaient espagnoles. Son système productif a peu de poids industriel et son économie reste basée sur des secteurs volatiles, en l'occurrence la spéculation immobilière et le tourisme. A l'époque, la crise a été mal gérée par Bruxelles, essentiellement parce qu'il n'y avait pas d'instruments de supervision financière et de gouvernance économique pour mieux agir. Ces outils ont été créés plus tard. Mais les problèmes structurels qui ont rendu la situation particulièrement difficile en Espagne étaient liés à des décisions prises par les institutions locales pendant des décennies, ce n'était pas la faute de "Bruxelles".



Oihane Agirregoitia, eurodiputatu jeltzale berria, azken Europar hauteskundeen ondorioz.

« Nous nous sommes efforcés de sauver notre industrie »

Au Pays Basque, un consensus local nous a permis d'élaborer des politiques très différentes, au cours de ces mêmes décennies. Nous nous sommes efforcés de sauver notre industrie, à la transformer, à l'internationaliser et à l'orienter vers l'innovation. L'effet de cette crise a été bien moindre au Pays basque. Lorsque nous avons souligné cette réalité, la presse espagnole a continué à accuser Bruxelles d'être la seule responsable de la situation, au lieu de se pencher sur ses propres responsabilités.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie semble relancer le projet d'une Europe de la défense. En d'autres termes, dans les situations de crise, notamment pour préserver une zone de paix, nous sommes conscients de l'importance de l'Union européenne. En matière de santé, comme l'illustre la crise du COVID, ou en matière d'environnement qui dépasse les frontières... nous sommes conscients que nous ne pouvons rien faire seuls. Que fait l'Europe, et le Parlement européen en particulier, pour répondre à ces enjeux ?

En fait, la crise consécutive à l'invasion de l'Ukraine ainsi que le Brexit ont accéléré la mise en place d'une politique de défense commune qui finira par créer un Euro corps, une armée européenne alimentée par les armées nationales. Aujourd'hui, les bases sont posées pour faciliter cela en favorisant les achats en commun, l'interopérabilité des matériels et des télécommunications, et même en envisageant la mobilité militaire dans des projets tels que les réseaux transeuropéens de transport. Il s'agit de questions très sensibles car la culture d'entreprise de ces organisations était basée sur le concept de "sécurité nationale" qui ne favorisait pas de tels échanges. À présent, ce concept a radicalement changé et tous les États sont clairement conscients de la nature mondiale de nombreuses menaces et de la nécessité d'y faire face à l'échelle de l'Union.

« Nous avons commencé par mettre en œuvre des plans européens sur des maladies comme le cancer »

Dans le cas de la santé, la pandémie nous a permis de faire de grands progrès dans la définition d'un espace sanitaire commun. Nous avons commencé par mettre en œuvre des plans européens sur des maladies comme le cancer ou les maladies rares, par coordonner la recherche et le développement comme celui qui a conduit à l'invention du vaccin contre le COVID et, surtout, par travailler sur l'échange de données. Car pour disposer d'un observatoire capable de prévenir de nouvelles pandémies et de fournir de meilleures orientations pour les combattre, la véracité et l'exactitude des données, l'échange et le traitement harmonisé des données sont essentiels. Mais là encore, rien de tout cela ne peut se faire sans l'implication des fournisseurs de services de santé, de ceux qui gèrent les hôpitaux et les centres de santé. Dans ce travail, il est essentiel de reconnaître et de travailler au niveau régional et local.

Ces dernières années, tous les États membres ont été confrontés à la question de la migration. L'incapacité des États membres à partager une politique publique commune ont montré comment l'Europe, en tant que défenseur des valeurs humanistes et de la solidarité, peut mieux gérer la question migratoire ...

La situation la plus dramatique aujourd'hui est celle des îles Canaries. En effet, le problème réside dans le veto que certains Etats opposent aux solutions que nous pouvons apporter à ce problème. Ces positions sont liées à des discours internes, à des dynamiques politiques locales qui ne peuvent être brisées qu'en donnant du pouvoir à ceux qui accueillent réellement.

« C'est à ce niveau que l'on a affaire à des personnes, et non à des chiffres »

L'accueil, la coexistence et l'intégration des migrants ne sont pas le fait de la France, de l'Allemagne ou de l'Espagne. Elles se font à Biarritz, à Cambo ou à Saint-Jean-de-Luz. Les services d'éducation, de santé et autres dont ils ont besoin sont fournis localement. Ce sont les communautés locales qui connaissent le mieux les besoins du marché du travail et qui peuvent le mieux évaluer le nombre de personnes qu'elles peuvent accueillir. Et c'est à ce niveau que la xénophobie est la plus facile à combattre et que la solidarité émerge. Car c'est à ce niveau que l'on a affaire à des personnes, et non à des chiffres, et que l'on vit la migration pour ce qu'elle est, une tragédie humaine.

Cependant, les niveaux régional et local ne participent pas aux réunions qui décident de ces questions. Le simple fait de permettre cette participation changerait complètement la façon dont nous envisageons ce problème et faciliterait la conclusion d'accords. Nous serions tous conscients des possibilités et des besoins financiers que ce mouvement massif de personnes engendre aux niveaux local et régional, ainsi que des opportunités qu'il ouvre. Et nous parlerions de personnes, et pas seulement de visas, de permis, de cartes d'identité et, en fin de compte, de chiffres.

Pour les habitants du Pays basque Nord, transfrontaliers plus ou moins conscients, plus ou moins liés au Pays basque Sud, que nous permet de faire l'Europe ? Que devons-nous dire pour faire prendre conscience de l'importance des décisions européennes dans notre vie quotidienne ?

Je pense que tous ceux qui habitons dans des zones transfrontalières sommes conscients de l'importance et des avantages de l'Union. Les fermetures de postes frontières que nous avons connues ces derniers mois nous ont rappelé ce que signifie la désunion.

« Nous travaillons actuellement à la mise en place d'une macro-région atlantique »



Europako Legebiltzarra

Nous disposons également de plusieurs outils spécifiques pour la coopération transfrontalière, tels que la nouvelle euro-région Aquitaine Euskadi Navarre. Nous travaillons actuellement à la mise en place d'une macro-région atlantique car l'enjeu est de taille si les grands projets d'infrastructures ne sont pas réalisés à temps. Nous pourrions être isolés des grands centres logistiques et des axes de développement européens et nous pourrions perdre les opportunités offertes par notre localisation, par le fait d'être sur l'Atlantique et de pouvoir mener l'économie bleue. Les jeunes ne savent peut-être pas ce qu'était la vie avec des frontières, mais il est très facile de les encourager à l'imaginer, à la comparer et à être absolument sûrs que l'Union que nous construisons est bien meilleure.



Des migrants dans leur périple morbide vers une vie meilleure. ©Toute L'Europe

_ Elections européennes, des résultats insignifiants

EAJ-PNB s'est présenté en coalition avec Ecologie positive et Territoires, une liste menée par Yann Wehrling. Cette alliance avec des écolo centristes se basait au-delà de nos différences, sur une Europe unie, forte et décentralisée, avec des politiques menées dans les territoires, lorsque l'efficacité pragmatique l'exige. Comme par exemple, l'essentiel des mesures en faveur du climat, mais aussi bien évidemment, la défense des langues et des cultures dites régionales. Pas d'enseignement à tirer des résultats obtenus. Si ce n'est un meilleur résultat en Pays Basque nord qu'en France. 1.06% du total des suffrages obtenus ici, face aux 0.42% de ceux réalisés dans l'Hexagone.

« Des liens avec une liste écolo centriste ouverte »

Les handicaps conjoncturels étaient trop forts : quasi-absence médiatique, difficultés à visualiser EAJ-PNB au sein de la liste Ecologie positive et Territoires, absence de professions de foi et de bulletins de vote dans les foyers, confusion avec des listes aux intitulés similaires. Une personne proche d'un candidat a même affirmé lui avoir donné son vote, sans avoir trouvé son nom dans les bulletins, pour une raison simple ... Elle avait voté pour une liste concurrente à l'intitulé proche ! Cette campagne des élections européennes aura avant tout eu le mérite de nouer des liens avec une liste écolo centriste ouverte, dans l'écoute, la bienveillance, y compris dans les critiques formulées par le monde rural et paysan. Nous sommes loin du dogmatisme écolo. Yann Wehrling, lui-même d'origine alsacienne et parlant alsacien, a été un interlocuteur privilégié avec une sensibilité clairement régionaliste. En campagne à Irun, il a même évoqué *« la fausse frontière »* séparant les Pays Basque nord et sud.

« Un test grandeur nature »

Ces élections européennes ont surtout été un test grandeur nature sur notre capacité d'organisation d'une campagne atypique, avec un tour du Pays Basque à vélo, durant une semaine. L'ambiance constructive générée durant la préparation et la réalisation de cette campagne a servi de tremplin pour poursuivre l'aventure électorale. Nous avons toutes et tous subi la dissolution irrationnelle et surprise de l'Assemblée Nationale, le 9 Juin dernier, le soir même des résultats des Européennes. Trois semaines plus tard, nous passions de 1376 à 6051 voix !

_ Euskadi, leader de la macro-région Atlantique

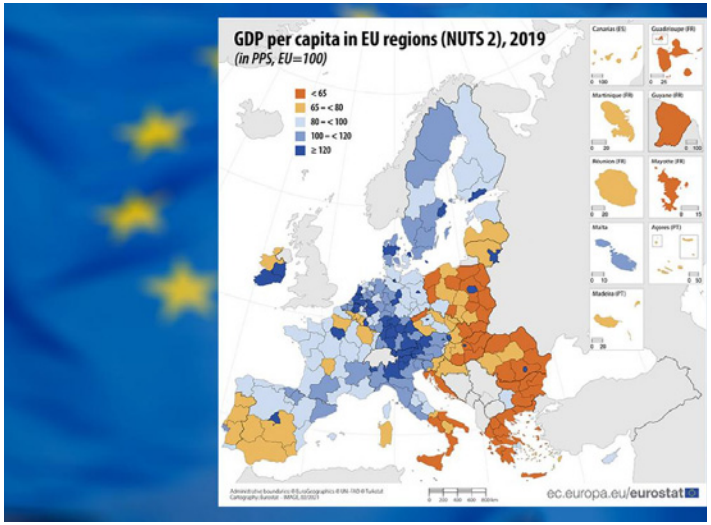
Le Lehendakari Iñigo Urkullu est un des impulseurs du projet de macro-région Atlantique. Cette initiative souhaite réunir les différentes communautés autonomes de l'Etat espagnol, les régions françaises, les territoires des iles britanniques et irlandaises, comme le Pays de Galles ou l'Ecosse, ainsi que les acteurs socio-économiques comme les Chambres de commerce. Avec le concours recherché des Etats concernés. Cette macro-région irait de la Galice au sud, jusqu'en Ecosse au nord, malgré le Brexit.

« L'émergence de projets de coopération »

L'idée est de créer un puissant lobby afin d'y défendre les intérêts de cette façade atlantique, auprès des instances européennes et d'y favoriser l'émergence de projets de coopération. Il s'agit en particulier de rééquilibrer et d'attirer à l'ouest des investissements et une activité productive, attirée vers l'Est du continent. Des projets sont envisagés : interconnexion entre projets sur l'hydrogène, promotion du corridor ferroviaire atlantique, échanges de bonnes pratiques concernant le changement climatique, pollution de l'océan ou opportunités de connexion entre écosystèmes locaux d'innovation. Euskadi, le Pays Basque, à la charnière entre la péninsule ibérique et l'Europe continentale, a un rôle leader déterminant à y jouer.

« Il s'agit du territoire le plus prospère »

Il s'agit du territoire le plus prospère de cette zone continentale et disposant du premier port de la façade atlantique, celui de Bilbao. A ce titre, il attire et génère des activités de haut niveau, comme une unité ordinateur quantique d'IBM. Iñigo Urkullu a décidé de poursuivre la promotion de cette macro-région en créant une fondation dédiée à ce sujet.



PIB / habitant par région. Les 2 territoires basques : Communauté autonome basque et Navarre, les seuls de la façade atlantique continentale, à être au niveau 100-120 (bleu clair). La moyenne européenne est à 100. © Banque des territoires



Le Lehendakari Iñigo Urkullu et le premier ministre gallois réaffirment leur engagement, en faveur de la Macro-région Atlantique, le 29 Mars 2023, à Ajuria Enea, au siège de la présidence, à Vitoria-Gasteiz. © Irekia – Gouvernement basque



Xavier Cabillon, au centre, accompagné de Mizel Oçafrain, maire de Banca, Denise Saint-Pé, sénatrice et Jean Tellechea, secrétaire d'EAJ-PNB, lors de la conférence de presse organisée par EAJ-PNB, le 20 Octobre 2023

EAJ-PNB mobilise en faveur de l'hydroélectricité, en Pays Basque nord

EAJ-PNB vient en soutien des hydro électriciens du Pays Basque, qui subissent des contraintes administratives, en totale contradiction avec les objectifs climatiques.

Le secteur de l'hydroélectricité a besoin d'un soutien politique sans failles. Première énergie renouvelable électrique du Pays Basque nord, le Plan Climat Energie du territoire prévoit une progression de cette source énergétique renouvelable performante. Actuellement, les 27 centrales hydroélectriques du Pays Basque nord produisent de l'énergie pour 45 000 habitants, soit 7% de la consommation électrique, en Pays Basque nord. Selon le plan climat, cette énergie devrait atteindre la barre des 10%.

Dans le même temps, l'Administration préfectorale ne cesse de mettre des bâtons dans les roues à ces professionnels, au nom d'une certaine continuité écologique. A savoir, la migration d'espèces marines. C'est une course sans fins, vers des mesures toujours plus drastiques et plus couteuses. Les professionnels du secteur dénoncent l'arbitraire des mesures imposées, qui ne s'appuient sur aucune réglementation précise. Depuis 2017 et la création de la Communauté Pays Basque, 8 moulins ont été arasés. Actuellement, 13 des 27 centrales hydroélectriques subissent le gel du renouvellement d'autorisation de leur activité sans raison objective recevable. Le premier projet d'arrêté préfectoral conduirait même à leur étranglement financier.

EAJ-PNB a décidé d'alerter sur cette situation. Nous avons organisé une conférence de presse, à St Etienne de Baigorri, le 20 Octobre 2023, en présence de Jean Tellechea, secrétaire d'EAJ-PNB, Xavier Cabillon, président du SDOHE, de maires de Garazi-Baigorri et de la sénatrice Denise Saint-Pé. Cela a lancé un débat médiatique. Les dirigeants de la Communauté Pays Basque ont également pris position pour cette profession. De même que la CCI Bayonne Pays Basque. Résultat : une concertation a commencé sous l'égide du sous-préfet. Pas de résultats concrets à ce jour. D'autant que le sous-préfet a quitté ses fonctions.

Un nouveau cycle de mobilisation est engagé, pour soutenir cette filière. Il est engagé par les maires et élus de Garazi-Baigorri. EAJ-PNB contribue par ses élus à élargir cette démarche. En particulier, sur le pôle d'Errobi. Cette situation de blocage est inacceptable.

_ L'hydroélectricité, une énergie renouvelable très performante. Pourquoi ?

-**renouvelable et propre :** 100% de l'eau est restituée sans modification après utilisation. Cette technique utilise la force de l'eau

-**continue :** grâce au mouvement incessant de l'eau

-**efficiente :** elle alimente le réseau local, quasiment sans pertes en ligne, en ne mobilisant que la surface réduite de la centrale ou du moulin

-**intégrée :** pas de nouveaux aménagements infrastructurels, d'une structure présente dans le territoire, souvent depuis des siècles

-**sûre et résistante :** elle résiste aux aléas météorologiques. Lors des tempêtes Martin et Klauss, en 1999 et en 2009, la vallée des Aldudes a continué à être approvisionnée grâce à ces centrales hydroélectriques.

Xavier Cabillon montre une passe à poissons, pour permettre le déplacement de poissons migrateurs



_ Xavier Cabillon : « il faut cesser d'opposer l'écologie à l'écologie »

Xavier Cabillon est président du SDOHE, également membre d'EAJ-PNB. Il ne cesse de démonter les arguments avancés par la Fédération de pêche et autres organismes, éloignés de leur réalité. Lui-même gère également une pisciculture, chargée de l'alevinage de poissons endémiques. Retrouvez l'intégralité de cet entretien vidéo sur notre chaine YouTube EAJ-PNB.

Il est lui-même favorable à la migration des espèces marines et dispose d'un système de passe à poissons, au niveau des barrages qu'il gère. Il constate qu'au niveau de sa centrale, à Arrosa, existant depuis 1919, il n'a jamais vu *« de poissons morts ou d'eau réchauffée comme le dit la Fédération de pêche »*. Il dénonce l'argument de la Fédération de pêche, concernant le blocage des poissons par les centrales hydrauliques.*« Il n'y a pas d'études réelles qui puissent nous prouver que ces poissons sont bloqués en aval du barrage »*.

De surcroît, la migration en elle-même pose problème. Les saumons venus de très loin, peuvent amener dans leur migration *« des problèmes sanitaires ou des parasites »*. Autre inquiétude : les espèces invasives. *« Depuis quelques années, nous avons des silures, des espèces qui n'existaient pas et qui grâce à nos passes à poissons accèdent à des zones de frayères, où il y avait des espèces endémiques, comme la truite fario, qui risque maintenant de se retrouver en danger »*. L'activité des pisciculture du secteur risque à terme d'être mise en danger.

Il réfute également l'argument d'une énergie hydraulique, menacée par le changement climatique du fait de la diminution de l'eau.

« Sur cette planète, l'eau ne va pas disparaître, mais elle se distribuera différemment. On aura moins d'eau l'été, avec des sécheresses plus prononcées et on aura des crues plus importantes, l'hiver ou à certaines périodes. L'eau sera distribuée différemment. Pour nos turbines, cela ne changera pas grand-chose. En période de fortes eaux, on aura des vannes qui nous limiteront l'eau dans nos canaux d'amenée d'eau. Pendant la sécheresse, on sera bien content d'arrêter nos centrales, pour assurer la maintenance annuelle de nos installations ».

Euskadi berria eraikitzen
Construisons le nouvel Euskadi



Imanol Pradales, le VIe Lehendakari réalise un premier bilan de l'action de son Gouvernement, un an après son entrée en fonction, le 12 Juin dernier. Il pense plutôt « à devoir rendre des comptes ». C'est une obligation selon le Lehendakari.

_ Premiers résultats : Santé, Logement

« Tout n'a pas été réussi » regrette-t-il, « mais nous allons de l'avant ». Il implore tous les membres du Gouvernement de la Communauté autonome basque, à « agir et risquer », puis à tirer des bilans et rectifier si besoin. D'entrée, il rappelle l'engagement pris voilà un an : « nous devons obtenir des résultats et nous en avons obtenu », en particulier, dans des questions urgentes, comme celle des listes d'attentes pour des actes médicaux. Suite à un plan de choc, « nous avons réduit en moyenne de 9 jours le temps d'attente pour les problèmes non urgents ». Cela est palpable. Des longs conflits dans l'Education publique et la Ertzaintza ont également abouti à la signature d'accords entre partenaires sociaux. Côté logement, des mesures ambitieuses ont également été adoptées, en ciblant en particulier, la jeunesse : « le programme d'aide Gazte lagun a permis à 8000 jeunes de se loger. Le programme Emanzipa, 6000 autres jeunes ».

_ 3 priorités et 10 plans stratégiques

De façon plus générale, il assure que « 54% des engagements et des initiatives prévues » pour les 4 années de gouvernement entre EAJ-PNB et le PSE-EE ont été déjà amorcés.

Il met en avant les problèmes qui préoccupent aujourd'hui le plus les citoyens basques. Santé, Logement, Sécurité, autant de services publics concernés qui constituent une des trois priorités du Lehendakari Pradales. Les deux autres : préparer l'avenir d'Euskadi sur le long terme et renforcer le sentiment de communauté.

L'avenir se décline en 10 plans stratégiques sur l'Industrie, sciences-technologie et innovation, Euskadi global, la sécurité publique, la santé, la gouvernance, la jeunesse, les défis démographique et migratoire, l'Egalité et l'euskara. Le modèle de bien-être, une industrie et une économie forte pour financer un système de garanties sociales demeure au cœur de ce projet. Il doit être renouvelé, en répondant à des enjeux cruciaux, tels que « le changement climatique, l'Intelligence artificielle, une nouvelle géopolitique et la montée des populismes ».

Le Lehendakari sociologue attache une importance particulière au sentiment de communauté qui nous dépasse et nous relie. Au-delà des sentiments identitaires, des origines de plus en plus diverses, se sentir appartenir à une communauté basque contribue à la cohésion, à ce vouloir être et faire ensemble. Dans ce cadre, le Lehendakari Pradales défend en priorité « l'intégration par le travail » des migrants. Ils étaient 26 000, en 1998. On en dénombre plus de 296 000, aujourd'hui.

La Communauté autonome basque demeure un territoire prospère. Son PIB par habitant, à 39 500€ le place au second rang des « régions » les plus riches d'Espagne, derrière Madrid, devant la Navarre et la Catalogne. Avec un taux de chômage réduit à 7.7%, le modèle économico-social basé sur une industrie puissante reste à consolider, en entrant dans l'économie du XXIe siècle.



Imanol Pradales, bere gobernu kideekin - Source : Irekia, portail du Gouvernement basque



Le Lehendakari Pradales rend compte de sa 1e année de présidence - Source : Irekia, portail du Gouvernement basque

_ Plan Industrie Euskadi 2030

Le Plan de l'Industrie Euskadi 2030 vise à renforcer l'industrie, créer des emplois de qualité et réduire les émissions de gaz à effets de serres.

Diagnostic : « L'industrie est essentielle pour le progrès et le bien-être en Euskadi »

L'industrie est essentielle pour le progrès et le bien-être en Euskadi. Le plan vise à créer des emplois stables et bien rémunérés pour les générations futures. La transformation numérique et la transition énergétique sont des priorités.

Les rapports Letta et Draghi soulignent la nécessité d'une politique industrielle ambitieuse. L'autonomie stratégique européenne est cruciale face au protectionnisme américain. La nouvelle notion de Compétitivité définit trois objectifs : innover, décarboniser et sécuriser.

L'Industrie représente 24,2 % du PIB en Euskadi. Cette proportion est supérieure à la moyenne nationale et européenne. Son poids global est même de 40% en y incluant les services avancés liés à l'industrie Ses forces : un tissu industriel diversifié dans des secteurs clés, une forte culture de la coopération, un niveau technologique avancé, des entreprises exportatrices. Les défis : le renforcement d'entreprises locales tractrices, le gain de taille global des PME et l'augmentation de l'investissement en R&D.

Objectifs : Mieux et plus d'industrie, moins d'émissions

Trois axes : plus d'industrie, mieux industrie, moins d'émissions de CO2. 15 priorités stratégiques ont été définies pour répondre aux défis européens. Les secteurs stratégiques sont classés en :

-IRABAZI, les secteurs industriels tracteurs actuels,

-HAZI, les secteurs à potentiel tracteurs dans l'avenir

-JAUZI, les entreprises d'autres secteurs potentiellement leader dans leur marché, avec des projets transformateurs

Un budget de 3.9 Milliards d'euros

3,9 milliards d'euros sont prévus entre 2025 et 2028. L'investissement public total atteindra 2 % du PIB d'Euskadi. L'Alliance financière basque soutiendra les projets transformateurs à hauteur de 1,2 milliard d'euros.



Signature de l'alliance financière basque entre les différents partenaires - Source : Irekia, portail du Gouvernement basque

_ L'alliance financière basque dotée de 4 milliards d'euros

Il s'agit d'un nouvel organe de coopération public-privé, créé en mars 2025. Il réunit les institutions basques et différents acteurs financiers, des banques, comme Kutxabank, BBVA, Laboral Kutxa, des fondations, … Il se dote d'un fonds de 4 milliards d'euros pour :

- Accompagner des opérations d'ancrage d'entreprises au Pays basque,

- Profiter d'opportunités de croissance d'entreprises via des opérations d'investissement, d'expansion ou d'acquisition

- Créer des instruments pour attirer des capitaux étrangers et promouvoir des projets stratégiques.



Présentation du Plan Industrie 2030 - Source : Irekia, portail du Gouvernement basque



L'ambitieux programme Euskadi berria eraikitzen - Source : Irekia, portail du Gouvernement basque



Iñaki Goiogana : « La mouvance de la Gauche abertzale ne souhaitait pas se présenter aux élections contrairement à EAJ-PNB »

M. Goiogana, historien nous a reçu à la Fondation Sabino Arana, au centre de Bilbao. Il est un des spécialistes de l'histoire d'EAJ-PNB. Nous l'avons interrogé sur la période des années 70. Elle débuta sous la dictature franquiste crépusculaire et finit avec la jeune et fragile démocratie espagnole. Cette décennie fut celle de la « transition démocratique ». Celle également de choix opérés par EAJ-PNB, dont nous héritons fort heureusement aujourd'hui.

Voici deux extraits de cet entretien en euskara : la non-participation d'EAJ-PNB, au « Pacte de Saint Sébastien », en 1930 et les plateformes d'opposition au franquisme, puis, le positionnement d'EAJ-PNB, lors des entretiens de Xiberta, à Anglet, en 1977, avec une gauche abertzale éclatée en différentes mouvances.

Retrouvez l'entretien complet en euskara sur notre chaine Youtube.

_ Ne pas rater cette fois, le train de l'autonomie

Le « Pacte de Saint Sébastien » réunit en 1930, les partis républicains et catalanistes, un an avant l'instauration de la IIe République espagnole. EAJ-PNB n'intégra pas ce processus. Résultat : le 1er Statut d'autonomie catalan fut obtenu en 1932 après l'instauration du régime républicain, contrairement à celui du Pays Basque sud, en 1936. Une absence bien présente dans la tête des dirigeants jeltzale.

En 1930, les Catalanistes étaient membres du Pacte de Saint Sébastien et obtinrent ainsi un Statut d'autonomie dès 1932. Cette fois, EAJ-PNB souhaite intégrer les plateformes d'opposition ?

EAJ-PNB était resté en dehors du Pacte de Saint Sébastien, du fait d'être un parti catholique. La méfiance était réciproque, de la part des jeltzale à l'égard des Républicains et des Républicains à l'égard des jeltzale. Cette méfiance se prolongea dans la durée. Elle est souvent évoquée. Mais il n'y a aucun doute. EAJ-PNB a toujours été un parti démocratique. A partir de la IIe République de 1931, le parti le montra par des paroles et par des actes. Cela a été reconnu. Il devint ainsi un parti démocrate-chrétien.

Quel a été le rôle d'EAJ-PNB au sein de ces plateformes démocratiques ?

Ces plateformes se créèrent pour constituer un front anti Franco. Pour montrer également aux personnes exilées et à celles vivant en Espagne, qu'il n'y aurait pas de révolution. La transition se ferait de façon pacifique. Le fait de réunir tous les partis et en particulier, les partis historiques et ceux qui avaient du poids, avait de l'importance, pour gérer la transition à venir. Que pouvions-nous faire contre une dictature ? De la propagande, des manifestations, … Au final, il faut montrer sa force, comme en 1947 et en 1951, par des grèves massives. A la fin de vie de Franco, il y eut des manifestations, des plateformes de partis puissants. Avec un message clair : nous voulons la démocratie, par une voie pacifique. Nous ne voulons surtout pas une guerre comme en 1936. Des manifestes furent rédigés avec des mots d'ordre : démocratie, amnistie, et les thèmes brulants du moment, comme un statut pour nous et les Catalans. Cela montrait que face à la dictature franquiste existait un autre modèle, plus en phase avec le monde et les demandes de la population.

_ Xiberta, l'union impossible

Fraichement sorti de la clandestinité, EAJ-PNB refonde sa doctrine politique, lors du Congrès d'Irunea, en Mars 1977. Il devint un parti aconfessionnel, non lié à une religion, reprenant à son compte, *« les valeurs universelles, issues de la chrétienté »*. Des discussions entre abertzale eurent lieu à Anglet, à Xiberta, avant les élections prévues en Espagne, le 15 Juin 1977, pour élire les députés chargés de rédiger une nouvelle Constitution pour l'Etat espagnol.



Les membres du « pacto de San Sebastian », dont les Catalanistes, en 1930, à la veille de l'instauration de la IIe République.



Les membres de « la commission des neufs » de la Plateforme des Organismes démocratiques, chargés de négocier avec le Gouvernement d'Adolfo Suarez. Julio Jauregui représente EAJ-PNB, à droite.

Les discussions de Xiberta, eurent lieu, rapidement après ce congrès. Quels étaient ses objectifs ?

Je n'ai pas beaucoup approfondi ce sujet. Il y avait une rupture. C'était une réponse pour canaliser le conflit basque. EAJ-PNB n'adhéra pas à cette initiative. Monzon, la Gauche abertzale et ce monde voulaient construire une unité. Mais une unité faite en fonction de leur critère. Pour faire front à l'Espagne. EAJ-PNB annonça sa décision de présenter des candidats aux élections. Nous ne voulions pas renoncer aux élections, pour ce type d'union. Cela ne fonctionna pas pour cette raison, à mon avis. A ce moment-là, personne ne sait quel est le poids de chaque mouvance présente. EAJ-PNB était focalisé là-dessus. Voyons quel est le poids, la force de chacun, non uniquement dans la rue, mais aussi dans les élections. Ensuite, nous verrons ce que nous faisons. EAJ-PNB a toujours été un parti d'ordre, non partisan d'aventure de ce type. De surcroît, les jeltzale pressentaient le manque de force, pour réaliser le scénario proposé à Xiberta.

Quels étaient les principes proposés par la Gauche abertzale ? ils ne souhaitaient pas prendre part aux élections ?

La mouvance de la Gauche abertzale ne souhaitait pas se présenter aux élections contrairement à EAJ-PNB. (NDLR - Au final, 3 mouvements de la Gauche abertzale se présentèrent également : EE, ESB et ANV). Monzon et la Gauche abertzale voulaient que nous autres Basques, empruntions notre propre voie en dehors de l'Espagne. EAJ-PNB ne pensait pas que nous avions suffisamment de force pour cela. Cela fut confirmé plus tard. L'abertzalisme était majoritaire, en Communauté autonome basque, mais pas en Navarre.

La Gauche abertzale n'avait pas non plus d'unité en son sein

L'union se crée plus tard au sein de la Gauche Abertzale. Beaucoup de partis sans réel poids politique étaient réunis à Xiberta. Certains restèrent chez eux. D'autres rejoignirent EAJ-PNB et les derniers firent partie d'Herri Batasuna et de cette Gauche abertzale. (NDLR : EE : Euzkadiko Ezkerra, proche d'ETA pm n'intégra pas cette union). De surcroît, cette mouvance de la Gauche abertzale était dirigée par la branche armée et non par la branche politique. Cette voie conduisait à la dépendance à l'égard de la branche militaire, par les décisions qui seraient prises dans ce cadre. EAJ-PNB ne pouvait admettre cela.

Certains prétendent qu'EAJ-PNB refusa cette union, pour défendre ses intérêts bourgeois ?

(Sourire) Chacun est libre de ses paroles. Mais, comme cela s'est avéré plus tard, ses intérêts dits bourgeois correspondraient en fait aux intérêts d'une majorité ou d'une grande partie du Pays Basque. Je ne pense pas qu'il y ait tant de bourgeois, en Pays Basque. Il y a des électeurs bourgeois et beaucoup qui n'en sont pas, parmi les électeurs d'EAJ-PNB. Beaucoup de bourgeois ne votent pas pour EAJ-PNB. Et quand ils votent, ils le font pour celles et ceux qui sont dans la rue ces jours-ci. (en référence, aux manifestants de la droite et de l'extrême droite en Espagne manifestant contre la loi d'amnistie)

L'entretien complet sera à visionner sur notre chaine Youtube EAJ-PNB.
Elgarrizketa osoa EAJ-PNB Youtube katean ikusgai izanen da.





Peio Etxeleku, Lapurdi barnekalde Herri Biltzar berriaren estreinaldian

Peio Etxeleku : « Les territoires les plus puissants doivent mettre leur pouvoir économique au service des territoires les plus faibles »

Peio Etxeleku, membre actuel de l'Ipar Buru Batzar, la direction d'EAJ-PNB, en Pays Basque nord, est également entrepreneur, conseiller municipal, à Kanbo et conseiller communautaire. Son sujet de prédilection : le déséquilibre croissant entre la côte basque et le reste du territoire. Ce thème impacte directement le quotidien des habitants du Pays Basque nord, dans leur lien : résidence-travail-services. Loin des discours convenus, il montre la réalité d'investissements qui aggravent la situation.

Retrouvez l'intégralité de l'entretien avec Peio Etxeleku, sur notre chaine Youtube EAJ-PNB.

Quelle est ta définition du déséquilibre Côte basque / Pays Basque intérieur ?

Pour résumer, d'une part, un territoire fortement urbanisé qui n'a cessé de se renforcer durant ces dernières décennies, d'autre part, un Pays Basque intérieur qui est encore en majorité lié à l'agriculture et à la montagne. Ils connaissent des dynamiques différentes, depuis ces dernières décennies. Un déséquilibre de ces dynamiques qui ne cesse de se creuser. D'une part, une attractivité très forte liée à la côte, à la mer, aidée par les infrastructures de transport, comme le chemin de fer ou l'autoroute. D'autre part, un Pays Basque intérieur plus rural, une agriculture liée à l'environnement qui depuis les années 1960 vit une perte de population, une perte des jeunes. Pour quelle raison ? Sur le plan économique, du fait d'une trop faible création d'entreprises, d'un manque de formation pour les jeunes du territoire, d'un faible développement des infrastructures, en particulier, du numérique, aujourd'hui. La logique du marché ne fait qu'accroître cela. Nous pensons qu'une collectivité publique, en particulier, une Communauté d'Agglomération doit corriger cette évolution « naturelle » du marché.

Ces deux territoires vivent deux dynamiques différentes. Comment les associer ?

D'une part, une politique ambitieuse de solidarité doit être mise en marche. Les territoires les plus puissants doivent mettre leur pouvoir économique au service des territoires les plus faibles. En particulier, via les in-

vestissements publics, pour corriger cette tendance. D'autre part, l'attractivité du territoire peut être modifié via des politiques d'urbanisme. Cela dépend également des élus locaux, par la planification urbanistique. Nous sommes en pleine réflexion du SCOT. Fort heureusement, les problèmes clés évoqués sont pris en compte. En comparaison avec ces 20 dernières années, le niveau de développement de la côte basque serait divisé par deux. Celui du Pays Basque intérieur serait doublé voire triplé. Le projet actuel de SCOT, brillamment porté par Marc Bérard et les élus engagés dans la démarche, porte à nos yeux une vision très positive et réaliste pour le Pays Basque nord.

Quels sont les principaux défis à relever ?

L'urbanisme et la localisation des logements. En toile de fond, la localisation des activités. Nous constatons que les activités économiques se sont développées surtout en côte basque et de façon insuffisante en Pays Basque intérieur. Au cours de ces dernières années, des entreprises ont dû quitter le Pays Basque vers le Sud des Landes, parce qu'elles n'avaient pas de foncier économique. La restructuration économique d'une économie durable, à repenser différemment, doit se faire en Pays Basque intérieur, en bonne intelligence avec les paysans, en y développant également les centres de formation.

_ En finir avec une côte basque qui absorbe les activités du Pays Basque nord ?

Peio Etxeleku met en avant les ambitions du SCOT Pays Basque et la volonté de rééquilibrage clairement affichée. Il regrette que durant les premières années, la Communauté Pays Basque ait renforcé le déséquilibre existant plutôt que de le corriger.

Une surconcentration des investissements qui aggrave la situation

Faute de transparence publique, d'après ses études internes et des estimations, il évalue *« que 70-80% des investissements de la CAPB ont été réalisés sur la frange littorale, pour une population de 60% du Pays Basque »*. Il revient sur la difficulté à obtenir des statistiques d'investissement officielles par territoire, depuis des années. Après maintes réclamations auprès des responsables politiques locaux et promesses non tenues, il a même été accusé de mettre à mal cette institution basque ! Une première avancée : il a obtenu les données de l'année 2023, mais rien sur les années précédentes qui permettrait de juger de l'évolution en cours, depuis 2017. Rien, non plus, pour 2024. Il ne remet pas en cause la réalité de certains investissements en Pays Basque intérieur, mais la ruralité basque ne bénéficierait même pas d'une égalité de traitement, avec un niveau d'investissement par habitant plus faible que la moyenne.

Un enseignement supérieur, étalé sur l'ensemble du territoire

« On ne peut pas imaginer un territoire équilibré avec un enseignement supérieur qui se concentre exclusivement sur 2-3 communes du BAB. L'enseignement supérieur doit essaimer sur l'ensemble du territoire intérieur. La relation enseignement-entreprises est un des gages d'un développement haut de gamme, créateur d'emplois innovants et de postes à forte valeur ajoutée ». Peio Etxeleku imagine qu'une école comme l'Estia essaime en Soule, en Basse Navarre ou en Labourd intérieur. Il rejette l'idée selon laquelle une école d'ingénieurs ne puisse se créer en Pays Basque intérieur. Les professeurs et les élèves peuvent être attirés par une zone qui dispose d'atouts spécifiques. Il faut en finir *« avec l'hypertrophie, la saturation de la zone littorale, avec des alternatives complètes, multi-activités »* à imaginer et mettre en œuvre, à l'intérieur du Pays Basque.

_ Le SCOT Pays Basque Seignanx : kezako ?

Le Schéma de COhérence Territoriale Pays Basque-Seignanx est un document de planification qui trace les grandes orientations concernant l'occupation des sols, en Pays Basque nord et dans le Seignanx. Il coordonne les mesures en matière de logements, de développement économique, d'enseignement supérieur, de transport ou d'environnement. Les futurs Plans Locaux d'Urbanisme Intercommunaux (PLUi) auront pour obligation de respecter les règles définies dans le SCOT Pays Basque-Seignanx, dans un dispositif plus large et complexe de différents documents de planification.

5 PLUi sont en cours d'élaboration : 2 en Labourd, 1 en Amikuze, 1 en Sud Basse Navarre (Garazi-Baigorri-Oztibarre-Iholdi) et 1 en Soule. Les élus locaux sont les concepteurs à la fois des SCOTs et des PLUis, dans un océan de normes à respecter. La Préfecture des PA contrôle la bonne mise en pratique de ces documents. Elle peut saisir le Tribunal administratif.



Euskal Herri- Seignanx Lurralde Koherentzia Eskeman, agertutakoa, gure lurraldearen egiturarekin © SCOT Pays Basque-Seignanx

EPFL : l'outil majeur pour maîtriser le foncier, en Pays Basque nord

L'Etablissement Public Foncier Local Pays Basque est le principal instrument public de régulation foncière, dans un territoire en forte tension. Il est dirigé par les élus locaux de l'ensemble du territoire. Pourquoi l'EPFL peine-t-il à maîtriser les prix du foncier ? Quelles sont les réflexions en cours ? Quelles ambitions pour le futur ?

_ Qu'est-ce que L'EPFL Pays Basque ?

L'Établissement Public Foncier Local Pays Basque a vu le jour en 2005. Il est composé d'un bureau de 12 élus locaux. Ils représentent les 10 anciennes intercommunalités, le Département et la Région. L'EPFL Pays Basque est devenu incontournable, dans le paysage politique local.

Ses missions :

1-conseiller les élus : stratégie foncière de leur commune, outils de planification existantes (ZAD, DPU, ...), définition de projets, comme la mise en place d'une zone commerciale, de terrains de sports, ... : analyse financière, timing, ...

2- aider les collectivités locales, à négocier l'acquisition de foncier : L'EPFL peut même exercer un droit de préemption sur des biens fonciers. Elle est surtout connue pour acquérir du foncier, pour le compte des communes, afin d'anticiper si possible, leurs besoins.

3- gérer le patrimoine foncier acquis : durant la période précédant l'opération prévue par les communes.

_ L'EPFL Pays Basque, à la croisée des chemins

Lema a interrogé Philippe Massé, maire d'Halsou et membre du bureau de l'EPFL, Arnaud Portier, directeur de la structure sur les enjeux actuels et à venir. Jean Claude Saint-Jean, président de la SAFER Pays Basque, nous livre son ressenti sur le partenariat entre les deux structures. Ces itws remontent à plusieurs mois. Ils concernent essentiellement des sujets de long terme.



_ Philippe Massé : « Si on veut équilibrer tout le territoire, il faut que l'économie soit étalée sur tout le territoire »

Philippe Massé est maire à Halsou, près d'Ustaritz, en Labourd intérieur. A ce titre, il est également membre du bureau de l'Etablissement Public Foncier Local du Pays Basque. M.Massé nous explique l'évolution de l'EPFL vers

Quels sont les usages actuels du foncier ?

Aujourd'hui, la réalité nous amène à des actions un peu différentes de ce qui était prévu à l'origine. Au départ, l'idée était de faire de l'acquisition de foncier à long terme, pour faire du stock et arriver à des coûts d'acquisition de foncier à l'instant T, pour la production de logements sociaux, par exemple, pour arriver à l'équilibre financier, lors de la construction. Aujourd'hui, il s'avère que compte tenu de l'évolution du marché et les nouvelles lois qui arrivent nous obligent à nous orienter vers du bâti. Etant donné les couts du foncier actuellement, si la commune n'a pas de réel projet derrière, quasi-immédiat, cela devient très compliqué de porter du foncier nu, pour du long terme.

La loi ZAN Zéro Artificialisation Nette est-elle responsable de cela ?

La loi ZAN prévoit pour 2050, 0 mètre d'artificialisation, sur un plan dégressif pluriannuel. Elle nous oblige à orienter l'EPFL, vers des achats nouveaux, des acquisitions nouvelles. Une partie de l'ADN de l'EPFL était effectivement d'acheter du foncier nu, pour faire du stock à long terme et permettre aux communes de maitriser dans l'avenir, certaines parcelles et d'améliorer leur développement, comme cela au fil du temps et d'avoir un prix d'acquisition initial peu onéreux. Si vous achetez une parcelle, en 2023 pour un projet en 2035, ramené au cout du foncier, il sera ridicule. Au besoin, cela permet de faire des logements sociaux.

« La loi ZAN amène l'EPFL à beaucoup plus s'orienter vers du bâti pour de la réhabilitation »

La loi ZAN met un frein à cela. Elle supprime la possibilité de stock de foncier nu sur du long terme. On ne sait pas ce que deviendra ce foncier. Si on revient à 0 artificialisation, vous pouvez acheter un terrain en 2AU, donc un devenir constructible. Par la loi ZAN, dans 5 ans, il passera en zone naturelle. Vous achetez un terrain qui vaut 10€ et la loi vous le passera à 1€ le m2. Donc, c'est compliqué, pour le vendre. La loi ZAN amène l'EPFL à beaucoup plus s'orienter vers du bâti pour de la réhabilitation. Cela était déjà du ressort de l'EPFL, mais on ira beaucoup plus là-dessus aujourd'hui, que sur du terrain nu.

M. Massé évalue le déséquilibre apparent côte basque/Labourd intérieur/Pays Basque intérieur sur les interventions de l'EPFL.

En 2022, 85% du montant des décisions d'acquisitions de l'EPFL concernent le littoral, 10% le Labourd intérieur et le reste en Pays Basque intérieur.

Si on veut parler d'équilibre, c'est très dommage. Les choses bougent heureusement. Mais en même temps, cela s'explique, à mon sens. Plusieurs phénomènes comme la connaissance de l'EPFL. Les communes de l'intérieur ont mis beaucoup plus de temps à connaître l'EPFL, à savoir comment cela fonctionnait. La côte a su très vite l'utiliser, autant que faire se peut. Cela a créé malheureusement un déséquilibre au niveau du territoire, mais on va rééquilibrer les choses.

Les services des communes côtières ont plus d'ingénierie ?

C'est un facteur aggravant. Effectivement, quand les communes côtières arrivent à la porte de l'EPFL, pour demander des interventions, elles ont déjà un projet derrière. Le projet est déjà ficelé. Il y a déjà les plans.

« Ce serait bien pour revitaliser le centre bourg, d'acquérir tel bien. »

Tout est fait déjà. L'EPFL n'a plus qu'à faire l'acquisition et tout est géré derrière. Les plus petites communes n'ont pas forcément un projet derrière. C'est plus de l'opportunité. Vous avez une succession. Ce serait bien pour revitaliser le centre bourg, d'acquérir tel bien. Ils n'ont pas forcément le projet en tête. C'est une opportunité qui se présente. Ce n'est pas du tout le même marché. Ce ne sont pas du tout les mêmes actions et pas du tout la même démarche. Cela explique aussi pourquoi il y a moins d'actions à l'intérieur, mais les choses changent dans le bon sens.

Pouvez-vous détailler ?

Je pense qu'aujourd'hui les communes de l'intérieur ont bien compris comment fonctionnait l'EPFL. Cela fonctionne plutôt bien. Ce sont des gens qui sont compétents, qui vont jusqu'au bout, qui savent ce qu'ils font. A ma connaissance, les opérations réalisées à l'intérieur se sont toutes bien terminées. Cela rassure. Cela amène les autres communes voisines à prendre l'EPFL, comme partenaire pour faire leurs acquisitions. La loi ZAN fait que l'EPFL se tournera davantage vers l'intérieur, puisque l'on aura très peu d'acquisition de foncier nu, pour beaucoup plus de foncier bâti. Compte tenu du foncier bâti sur la côte, les projets seront plus viables économiquement à l'intérieur que sur la côte. Je pense que naturellement, dans le futur, l'EPFL travaillera beaucoup plus sur l'intérieur plutôt que sur la côte.

Un rééquilibrage reste à opérer ?

Oui, mais le rééquilibrage ne se fait pas que sur le logement. Si on veut réellement rééquilibrer le territoire, il faudrait aussi que l'économie vienne à l'intérieur. Si on laisse l'économie sur la côte et les logements à l'intérieur, on n'empêchera pas les problématiques d'aujourd'hui : le transport, les bouchons et d'attractivité également.

Les communes côtières veulent-elles davantage d'activités ou sont-elles conscientes des problèmes engendrés ?

Pour ce qui concerne l'économie, je ne suis pas certain qu'ils soient rassasiés. Ils ne me donnent pas l'impression d'avoir la conscience de cela. Il n'y a qu'à regarder ce qui s'est fait à la zone d'Aritxague, voilà 2 ans.

« Si on laisse tout sur la côte et l'habitat à l'intérieur, cela ne marchera pas »

Ces problématiques étaient déjà connues. Je ne saurais pas répondre à leur place. Je me dis qu'il y a des choses à faire à l'intérieur. Si on veut équilibrer tout le territoire, il faut que l'économie soit étalée sur tout le territoire. Si on laisse tout sur la côte et l'habitat à l'intérieur, cela ne marchera pas. Ce n'est pas possible.



_ Quand les prix du marché foncier compliquent le budget de l'EPFL

L'EPFL dispose de ressources spécifiques, avec la TSE. La situation du marché foncier complique la capacité d'intervention de cet organisme foncier.

Quelles sont les ressources de l'EPFL ?

La ressource principale de l'EPFL, c'est la taxe TSE (Taxe Spéciale d'Equipement) qui est perçue directement. Donc, les administrés payent.

Le remboursement des communes également ?

Le remboursement des communes n'est pas une ressource, puisque c'est un remboursement.

Cette taxe vous permet de poursuivre l'achat de foncier ?

Cela a été vrai jusqu'au dernier PPI (Plan Pluriannuel d'Investissement). Ça l'est beaucoup moins pour le futur. Cela est du essentiellement à deux choses : les acquisitions sont beaucoup plus portées sur du bâti que sur du terrain nu. Les couts d'acquisition ne sont pas les mêmes et l'évolution du marché. Dans le futur PPI, on sera obligé de passer par l'emprunt pour financer en tout cas une partie de l'EPFL.

Y a-t-il eu plus d'interventions l'an passé ?

Il n'y a pas plus d'interventions. On est à peu près dans les prévisions. L'intervention unitaire coûte beaucoup plus chère. Par contre, on est surpris des montants, sur la côte notamment. On a une inflation galopante. On se demande où elle s'arrêtera.



_ Arnaud Portier, directeur de l'EPFL : « On ne peut que constater que l'on n'a pas réussi dans notre mission de « moraliser » le marché »

Il est le directeur estimé et respecté de l'EPFL. Dans un style simple et pédagogique, il explique la difficulté à atteindre une mission centrale de son organisme, celle de la régulation des prix du foncier. Retrouvez son interview en intégralité sur notre chaine Youtube EAJ-PNB.

Votre mission est de réguler les prix du foncier ?

C'est un sujet très complexe. Deux éléments viennent encore le complexifier. C'est la mise en œuvre du Zéro Artificialisation Nette et la hausse des taux d'intérêt. Comme tout un chacun et les collectivités, notre financement passe principalement par de l'emprunt auprès d'organismes bancaires. La hausse des taux fait que le cout de l'argent a été multiplié par 4 ou 5. Ce qui est loin d'être neutre sur nos capacités d'intervention. On ne peut que constater que l'on n'a pas réussi dans notre mission de « moraliser » le marché. Le constat est que depuis 20 ans, le foncier ne fait qu'augmenter. Sur les 10 dernières années, il a été multiplié par 3. Donc effectivement, on n'a pas réussi.

Quelle était votre logique pour que vous réussissiez ?

Comme outil pour faire baisser le prix du foncier, il y avait une dynamique possible. Moi, collectivité, je vais travailler au développement de ma commune, dans ce secteur-là. J'anticipe la maîtrise du foncier. J'achète du foncier 10 ans, 15 ans, 20 ans à l'avance, pour faire comme la ville de Rennes, pendant des années. Je suis propriétaire de ce foncier-là, en l'ayant acheté 20 ans avant. Le jour où je l'utilise, je le remets sur le marché. Je suis à même d'avoir un foncier qui est bien en-dessous de la valeur du marché foncier en cours. En multipliant ces opérations-là, je créé un contre-pied à l'offre privée qui serait par exemple, à 100. Et moi j'ai une offre à 50. Donc forcément, je vais permettre de créer de l'intérêt et de la motivation. Avec un volume suffisant, je vais contraindre ceux qui sont à 100 à descendre à 70 ou à 60, pour essayer de se rapprocher de 50. Donc, je vais agir naturellement sur le prix du marché. C'est essayer d'atteindre 30% de la maitrise directe ou indirecte du foncier.

Paradoxalement, si on compare avec le foncier agricole. En France, c'est le moins cher d'Europe. Il l'est depuis 50 ans. Quelle est la raison ? Vous avez un acteur qui moralise ce marché. Ce prix reste cohérent et acceptable pour les professionnels agricoles. Cela a une valeur cohérente avec la valeur productive. L'EPFL pourrait avoir le même rôle que la SAFER et faire en sorte de moraliser le marché, pour maintenir les prix du foncier. La grosse différence : la SAFER atteint cet objectif, pour la simple raison que 30% du marché foncier agricole passe par la SAFER. Pour créer cette référence identique, il faudrait que 30% du marché urbain passe par les fourches caudines des EPFLs. En 2022, au Pays Basque, hors ventes non soumises au droit de préemption de l'EPFL, le marché qui nous a été notifié, sans prendre en compte ces ventes, était à plus de 2 milliards d'euros, en valeur de transactions, sur une année. L'EPFL a acheté pour 26 millions d'euros de foncier. Cela vous donne le rapport à 1% qui a transité par l'EPFL sur le marché. En y rajoutant les interventions de la Communauté Pays Basque et des communes, nous montons à 2 ou 3%. Nous sommes loin de ces 30%.

La différence vient de la valeur du foncier. Avec des valeurs de foncier à 80 centimes



d'euros le m2, comme l'est le prix moyen du terrain agricole, nous aurions des volumes beaucoup plus conséquents. Le foncier urbain est beaucoup plus cher. Nous n'avons pas les moyens financiers pour atteindre ce niveau de maîtrise.

Compte tenu du marché foncier immobilier sur Biarritz, lorsque la mairie veut réaliser un logement social, elle est obligée de participer à sa réalisation à hauteur de 100 000€ par logement. Elle en a 2 500 à construire pour rattraper son retard. Peut-être qu'il y a eu un manque d'anticipation, de volonté à un certain moment. Il n'empêche qu'aujourd'hui, la réalité est que la municipalité doit payer 100 000€. On le sait puisqu'on participe à des opérations avec eux. Quelle collectivité a les moyens de faire face ?

_ Jean Claude Saint-Jean : « la convention de mise à disposition est un outil très intéressant »



Jean Claude Saint-Jean est président de la SAFER Pays Basque. Elle est le principal outil de régulation foncière rurale. Retrouvez l'entretien complet sur notre chaine Youtube EAJ-PNB.

Il est aussi membre du Conseil d'Administration de l'EPFL Pays Basque. Il apprécie « le partenariat » entre l'EPFL et la SAFER. En particulier, les mises à disposition de terrain. Jean Claude Saint Jean explique : *« sur du foncier à long terme, nous mettons en place des conventions de mise à disposition avec l'EPFL ».* Il détaille : *« des communes ont besoin de stockage de foncier à plus ou moins long terme. Plutôt que de les laisser en friche, ces terrains sont mis à disposition de l'agriculture via la SAFER, par une mise à disposition ».*

Ils sont toujours en recherche de complémentarité. Il souhaite qu'un jour, la SAFER puisse préempter le foncier agricole, mais également le foncier bâti, dans un nombre croissant de vente de terrains agricoles avec la maison d'habitation. Dans ce cas, l'EPFL assurerait *« le portage »* du foncier et de la maison d'habitation.

Il espère une implication plus forte de l'EPFL, en Pays Basque intérieur.

Un nouveau plan d'investissement, au service des communes

Ces dernières années, entre 2021 et 2023, plus de 60% des opérations d'acquisition de l'EPFL se sont concentrées sur la zone côtière, la plus peuplée du Pays Basque nord. Les montants injectés dans cette zone aux prix les plus tendues, représentent même entre 73% et 85% du total des décisions d'acquisition. Cette tendance est-elle durable ? Quel équilibre trouver entre les besoins en équipement de cette zone, sans en renforcer la dynamique de concentration humaine ?

L'EPFL est désormais engagé dans un nouveau Plan Pluriannuel d'Investissement de 5 ans, entre 2024 et 2028. Le contexte est tendu, avec des moyens financiers contraints face à l'inflation des prix du foncier et de l'immobilier. Le budget prévisionnel de 105 000 000€ sur 5 ans, suppose une intervention moyenne de 21 000 000€/an. Même en nette hausse de 30 000 000€ au regard du prévisionnel du PPI 2019-2023 qui s'élevait à 75 000 000€, cela sera-t-il suffisant ? En 2023, les décisions d'intervention de l'EPFL ont atteint plus de 23 000 000€. En 2022, plus de 35 0000 000€. Les nouveaux financements passent par plus d'endettement auprès des banques.

L'EPFL constate un volontarisme accru des mairies en matière de foncier et de logement. L'organisme devrait être plus exigeante sur la nature des projets aidés et sur la participation financière des mairies.

Ce PPI 2024-2028 devrait conduire à :

-plus de partenariats avec les Collectivités locales, en particulier, les mairies. L'EPFL est encore trop souvent un outil et souhaite devenir davantage un acteur partenaire. L'EPFL n'est pas « une banque », simplement activée pour acheter des biens fonciers pour le compte des communes. L'EPFL souhaite agir bien en amont, avec les communes, pour amener leur expertise, mais aussi construire au cas par cas, des montages financiers adaptés à la situation des communes.

-plus d'efficacité, notamment dans la sélection des dossiers.

-une véritable solidarité territoriale, en agissant davantage dans les territoires ruraux, autant en Soule, qu'en Basse Navarre.

L'EPFL lance ou consolide des nouveaux outils :

-*Bizitegia* : son Organisme Foncier Solidaire (OFS) destiné au Bail Réel Solidaire ou BRS. Ce dispositif réduit le prix d'achat d'un bien immobilier. L'achat ne concerne que la partie immobilière. La partie foncière est l'objet d'un loyer mensuel. Un OFS comme Bizitegia est propriétaire du foncier correspondant et perçoit donc ce loyer.

-*Lokarri*, un dispositif de viager « public » : en partenariat avec SOLIHA, un dispositif d'accompagnement de personnes âgées pour adapter un logement à leurs besoins, puis, en contrepartie, le céder en BRS, à un jeune ménage.

-*La Foncière des Pyrénées Atlantiques* : dispositif pour « lever les difficultés foncières » qui pénalisent souvent l'installation de porteurs de projets ».

Voici la répartition prévue des interventions de l'EPFL, entre 2024 et 2028. Les proportions sont proches de celles du PPI précédent.

Budget prévisionnel PPI 2024-2028

Thématiques d'intervention		
Habitat et mixité sociale	70.00 M€	66.50%
Développement économique	26.00 M€	24.75%
Equipements et infrastructures publics	4.00 M€	24.75€
Préservation du foncier agricole et environnemental	1.25 M€	1.25%
Les fonds d'intervention		
Le fonds « Organisme Foncier Solidaire »	3.50 M€	3.25%
Le fonds d'études	0.250 M€	0.25%
TOTAL / OROTARAT	**105 M€**	**100%**



Gaurko Belokeko Abadia

“17 fraile beneditano aldudarren historia“

5/21 Beloke loratzen baina zer baldintzetan ?

Beloke sortu berria zelarik, jadanik 5 urte gabe atakatua izan zela ikusi dugu. Frantziako errepublikaren gobernuak nahi zituen kongregazioak kanporatu eta berriz ere, iraultza denboran egin zuen bezala, haien ontasunetaz jabetu.

Afera ez bazen oraino sobera mindu ere, Belokeren handitzea trabatu zuen horrek. Alta sekulako gazte andana agertzen zen urtero frailetu nahiz. Nolaz hori? Goazen berriz Odilon Ardans Aldude Berainekoarengana. Urtearen erdia zeraman parropiaz parropia misioetan. Eta Aldude bere sort herrian nolaz ez.

_ Misioetan

Misio horiek nola pasatzen ziren adin batekoak segur ere oroit dira: parropiako erretoreak zuen galdea egiten, usaian 5 urtetarik, neguan. Aste osoa irauten zuen misioak. Igandearekin bezperetan predikua: konbertitzeko beharra sentiarazteko. Usaian, aitzineko egunetan misionestak etxez etxe ibiltzen ziren jendeen ezagutzeko, parada bali behitegi edo etxaldeak benedikatzen zituzten, xahar eta eriak bisitatzen, kofesatzen, komunionea ekarriz.

Ondotik, egun guziez, prediku edo irakaspen bat bazen: batean salbatzea, bestean bekatua, amodio eta justizia solas guti haatik. Xalbadorrek Jainkoa eta ni bertsoetan erraten duen bezala:

Orduko apez suhar zintzoek halako arak zituzten
Etzen maitasun gozo handirik heien ahotik isurtzen
Heiek Jaunari eman itxurak ari ninduen itsutzen
Zeruko edertasunak berak hotz hotza ninduen uzten
Gaztiguaren labe gorria baizik ez nuen ikusten

Baina arrakasta handiena zuen prediku mota hau zen: misionest bat prediku alkitik ari zen eta besteak galeriatik errefera ematen zion … Jendeak biziki maite zuen joko hori baina hau zen gertatzen: predikuan errana baino aiseago gogoan atxikitzen zuten kontrakoen arrazoinamendua.

Misio horietarik atera dira hainbat istorio oraino ere gogotik kontatzen direnak. Horietarik franko kausitu ditut hain xuxen Belokeko Otoizlari aldizkarian. Ez dira segur tristeak …

Dena den misionest horiek errotik euskaldunak ziren, Euskal Herria barnetik ezagutzen eta maite zuten, mentalitatea, pentsamoldeak berenak zituzten. Gehienek ere arraileria ez zuten arrotz eta bazekiten errefera ematen.

Ez da harritzekoa beraz garai haietan eta 1960 urtea arte misio horiek holako eragina izatea Euskal Herrian eta hainbeste bokazioren sustatzea.

_ Aldudar beneditano gazteak Beloken ...

Alduderi doakionez, horra zenbait urte barne Belokeratu zirenak :

Mentako hiru anaia: Jamattitt, Geexan eta Miel Ardans; Xiloineko bi anaia : Joanes eta Jean, 5 hauek Louis Ardansen ilobak. Soldadoineko lehen kusia, Jean Ardans hau ere, Pritxiaineko Pierre eta Gortairuko Jean Baptiste Bidondo.

Horiekin horra Koxkarteko bi anaiak : Bertrand (Fermin) Ospital eta Jean (William) Ospital, eta Markitxaineko Antoine (Odon) Otsarart. Segi dezagun : Axketako Jean (Charles) Espelet, Teilaginaineko Gracien (Cyprien) Burucoa, Jean Louis (Placide) Harismendy, hau guarda semea, ama Ihitcague Pedrobeltxainekoa.

Urte oparoak alde batetik, baina biziki nekeak. Gazte horietan baziren adin puska batekoak, jadanik ofizio bat zutenak: zurginak, baita mekanikan trebe zirenak ere, eta bistan dena laborariak, denak lanari eta bizitze xuhurrari usatuak. Urte bortitzak ere osagarriarentzat: arrunt gazterik hil ziren batzuk. Horietan Burukoa Teilaginainekoa, 22 urtetan.

1883an jadanik 75 pertsona bizi ziren Beloken, haurrak barne. Hauek ere eskolatu behar. Irakasle funtsezkorik ez izanki, haurrek denbora gehiago pasatzen omen zuten kanpoan jostetan edo lanean, ikasten baino. Gainera basa eskola bezala kontsideratua zen, gobernuaren baimenik gabe ari baitzen. Zer egin? Larresoron kokatua zen diosesaren seminario ttipian zituzten gazteak onartu: azkenean eskola seriosak segitu zituzten. Han aurkitzen ditugu beraz gure Aldudarretarik zenbait.

_ ... eta La Pierre Qui Virekoak Ingalaterran eta Irlandan gaindi

Haatik batzuk Ingalaterrara igorri zituzten nobizio garaia segitzera, Buckfast monasteriora. Nolaz hori? Ulertu behar dena da Beloke gazte gaztea izanez, ez zuela oraino beregaintasuna bildua, LPQVren babesean zen eta beraz haren peko, eta erabakiak han hartzen ziren. LPQVkoak ere kanporatuak izan ziren: lehenik Irlandan ibili ziren, ondotik Ingalaterran erosi zuten lurrera joan ziren, erdi aroko monasterio batera. Ondorioz fraile egiteko nobizio garaia han kokatu zuten. Fraile aldudar gehienak han pasatu ziren.

Denbora guti barne, Beloke gotortu eta sendotu zen, urtez urte hobeki antolatuz. Munduan barna hedatzeko aldia jin zitzaion.

Hurrengo artikuluetan ibiliko gira Estatu Batuetan, Oklahoman eta Kalifornian, Jerusalemen eta Argentinan. Gure Aldudarrak han genituen eta ez zeuden lo …

Mikel Erramouspé



Garder un train d'avance !

EAJ-PNB a entamé une réflexion sur les mobilités ferroviaires, de courte, moyenne et longue distance. Un Lema foroa avait été organisé le 25 Novembre 2023, à ce sujet. La séquence électorale des Européennes et des Législatives, suivie du long processus de renouvellement interne a interrompu ces travaux. Ils reprendront rapidement. Lema contribue à cette réflexion avec deux entretiens de responsables ferroviaires : Imanol Leza, ancien directeur d'Euskotren et Panpi Etchegaray, membre d'EAJ-PNB et vice-président du syndicat des mobilités. Enfin, un regard complémentaire d'un responsable de Txirrind'ola qui promeut l'usage du vélo sur le BAB. Un binôme : vélo-train, pour en finir avec le tout-voiture ?



_ Imanol Leza : « le train est 10 fois moins polluant que l'avion et plus de 10 fois moins que la voiture privée »

Imanol Leza est l'ancien directeur d'Euskotren, la société publique du Gouvernement Basque, en charge du ferroviaire, un SNCF basque, pour simplifier. Il est un ardent partisan du transport ferroviaire. Il nous explique le modèle mis en place, en Communauté autonome basque et les atouts du train en général.

Cet article résume une partie d'un entretien vidéo. Vous pourrez le suivre en intégralité, sur notre chaine youtube EAJ-PNB.

La Communauté autonome basque considère le ferroviaire comme le moyen de transport le plus important pour les courtes, moyennes et grandes distances. Sont rattachés à ce mode de transport, aussi bien les tramways urbains, le métro à Bilbao, les trains de proximité comme le Topo, fréquents et s'arrêtant dans chaque ville et récemment transféré, le « tren de cercanias », régional l'équivalent du TER régional, s'arrêtant dans les principales stations régionales.

Le modèle basque du Sud à succès cumule plusieurs points forts. Tout d'abord, l'adaptation de l'offre ferroviaire aux différentes démographies et densités de population. On ne traite pas une zone rurale comme la métropole de Bilbao. Tout aussi

important, les interconnexions avec d'autres modes de transport. Enfin, une offre tarifaire simplifiée, avec des cartes uniques forfaitaires, pour se déplacer, dans chaque territoire historique. Parmi les succès obtenus, les faibles déplacements en voiture, dans une ville comme Bilbao. Moins de 10% du total des déplacements ! Nous en sommes à plus de 70% sur la côte basque, en Pays Basque nord.

Il considère que le ferroviaire peut et doit s'adapter à chaque réalité géographique et démographique. Cela est également le cas pour le Pays Basque nord. Autant, notre territoire est traversé par des RERs, autant, il y a un manque de capillarité ferroviaire, c'est-à-dire de trains de proximité. Rien que sur le BAB, il trouve problématique la localisation à la périphérie des gares de Bayonne et encore davantage de Biarritz, pour véritablement concerner un maximum d'habitants de ces villes. Il pense que se rendre à la gare de la Négresse, pour prendre un train du quotidien, est en soi un problème.

Parmi les avantages du train, celui sur l'environnement. Il a plusieurs « *trains d'avance* » sur les autres modes de transport, en particulier, l'avion. Même avec un moteur à hydrogène très improbable sur le plan technique, l'avion continuerait à demeurer plus pollueur. Selon Imanol Leza, l'avantage environnemental pris par le train est trop grand pour être rattrapé. Il dit qu' « *en étant conservateur, le train est 10 fois moins polluant que l'avion et plus de 10 fois moins polluant que la voiture privée* ». Il précise que d'autres éléments sont à prendre en compte. Concernant la comparaison avec la voiture, il avance également « des facteurs socio-économiques » à l'avantage du train. Des emprises moindres des voies ferrées par rapport aux routes, beaucoup moins d'accidents, ...



Panpi Etchegaray, ancien cheminot, membre d'EAJ-PNB et vice-président du syndicat des mobilités, retrace l'historique du chemin de fer en Pays Basque nord. Le temps long est associé à ce mode de transport. Il retrace le tableau des lignes actuelles et le rôle du centre européen de fret.

L'entretien complet est à retrouver sur notre chaine YouTube EAJ-PNB.

_ Panpi Etchegaray : « le réseau depuis Bayonne est une étoile régionale »

Peux-tu nous présenter les lignes actuelles ?

Le réseau depuis Bayonne est une étoile régionale. Il y a 3 lignes essentiellement. La ligne principale est l'axe européen ou le corridor atlantique. Il vient de Paris, puis Bordeaux, Dax, Bayonne et Hendaye. Elle reçoit tous les trafics : TGV, Intercités, TER et le fret. Une autre ligne, celle de l'Adour va vers Toulouse, puis sur la Méditerranée. Pour notre territoire Pays Basque, elle dessert Urt et va sur Puyoo, Pau et Toulouse. A Puyoo, elle retrouve la ligne double voie qui vient de Dax et qui va vers Pau et Tarbes. La Ligne de Garazi qui est également une voie unique qui fait Bayonne-Garazi (St Jean Pied de Port). Avec des investissements importants réalisés, en 2010, puis en 2015. En 2017, des travaux ont été réalisés en gare de Kanbo, pour améliorer le cadencement et offrir une grille horaire plus adaptée au territoire. On y fait croiser les trains en gare de Kanbo ... Sur l'axe de l'Adour qui est une voie unique jusqu'à Puyoo, on y fait passer des trains de fret qui vont, notamment sur le centre européen de fret, également sur Artix (Lacq). Des TERs, des Intercités y passent également. Et on retrouve le train de nuit ...





Peux-tu préciser le rôle du centre européen de fret, à Mouguerre ?

Les entreprises y amènent leur trafic. Il est dispatché sur d'autres secteurs. On décharge et on recharge. On peut charger des trains de camions, mais pas seulement. On peut charger des caisses amovibles. Ce sont des containers que l'on transporte par camion et qu'ensuite, on charge sur des trains.

Différence TER / Intercités

TER : Train Express Régional. Une marque de la SNCF. Un Contrat entre la SNCF et la Région Nouvelle Aquitaine définit les dessertes, la tarification. Les TERs desserve les grandes, moyenne et petites gares, essentiellement, dans notre cas, Bordeaux, Dax, Bayonne et Hendaye, Garazi, ainsi que les gares de proximité, comme Kanbo ou St Jean de Luz.

Intercités : des trains hors TGV, de niveau français qui s'arrêtent uniquement dans les grandes villes. Dans notre cas, ligne Bordeaux-Dax-Bayonne-Hendaye, par exemple.

_ Principaux projets en cours

Un Service express régional métropolitain basque : le territoire Sud Landes-Pays Basque est retenu par l'Etat pour la mise en place d'un SERM (Service express régional métropolitain). Cela conduira à un doublement de l'offre sur l'étoile ferroviaire de Bayonne, avec des trains qui à l'horizon 2032, iront jusqu'à Donostia-San Sebastian. Ce projet est mené en coopération entre le Gouvernement autonome basque, la Région Nouvelle Aquitaine et le Syndicat des Mobilités Pays Basque Adour.

Plus de trains aux heures de pointe : un cadencement aux heures de pointe et un service ferroviaire sur l'axe littoral de 06h00 à minuit.

Un abonnement TER-Txik Txak : mise en place d'un abonnement associant les trains express régionaux ou TER avec tous les services du réseau Txik-Txak, depuis le 01 janvier 2025.

Une autoroute ferroviaire : elle démarre entre le Centre Européen de Fret de Mouguerre et Cherbourg. Il est prévu un aller et retour pour commencer. Cela montera en puissance dans les mois à venir.

Retour du train de nuit : pour les Intercités, retour après beaucoup d'efforts, du train de nuit reliant Paris à Hendaye puis Donostia, en 2028 par l'itinéraire historique Atlantique : Paris-Bordeaux-Dax-Bayonne-Donostia. En 2024, le train de nuit a retrouvé son parcours initial. Il a transporté sur notre ligne 140.000 voyageurs soit la deuxième plus forte fréquentation, après celle du trajet passant par Toulouse.

L'avenir est sur le rail, à condition qu'une politique volontariste soit mise en place par l'Etat français !

_ Se déplacer en vélo sur le BAB : beaucoup reste à faire

Rappelons que selon le Plan de Mobilités (PDM) Pays Basque de 2023, 50% des déplacements en voiture font moins de 3 kilomètres. Soit une distance à la mesure de bon nombre de cyclistes du quotidien. Mais dans le même temps, seulement, 1.3% des déplacements se réalisent à vélo, au Pays Basque. Le potentiel de développement de cet usage est donc considérable.

La bicyclette est une autre alternative à l'usage de la voiture, très complémentaire du train. L'un et l'autre peuvent concurrencer la voiture par *« les deux bouts »* des déplacements : les courtes et les plus longues

_ Beñat Blazquez : « il y a un problème de mobilité sur le BAB.»



Beñat Blazquez, kinésithérapeuthe, originaire du Gipuzkoa est un des nombreux bénévoles de l'association Txirrind'ola, l'association des promoteurs de la bicyclette, sur le BAB. Le vélo est un outil de travail pour lui. Il se déplace d'un patient à un autre au centre-ville de Bayonne. La pratique du vélo est également pour lui un enjeu de santé publique : *« face à la sédentarité, au peu de déplacements de nos modes de vie, le vélo permet de réaliser ces 15 mn, 20 mn d'exercices quotidiens nécessaires ».*

Txirrind'ola, entre autres fonctions, réfléchit à la place du vélo dans les déplacements locaux. Il constate *« un problème évident de mobilité sur le BAB. La bicyclette est une solution ».* Des efforts ont lieu dans le lien autocars-vélos. Il y a de nombreux points noirs, comme le pont St-Esprit. *« L'ambition de la Communauté Pays Basque est de passer de 1.5% à 8% des déplacements à l'horizon 2030. Compte tenu des efforts accomplis, nous ne pensons pas que cet objectif soit atteignable ».*

Le vélo électrique élargit le public des utilisateurs vers des profils plus âgés, tout en augmentant la distance que ces utilisateurs sont disposés à faire, de 5 à 10km environ.

_ Txirrind'ola veut démocratiser l'usage du vélo

L'association Txirrind'ola est née au départ dans l'optique de réparer des vélos, entre passionnés de la « petite reine ». Aujourd'hui, l'association propose des ventes de vélos d'occasion réutilisés à partir de pièces récupérées. Elle forme les adhérents à la réparation des bicycles ou à l'utilisation des vélos en ville, pour les plus jeunes. Son local très accessible, aux allées marines, à Bayonne, permet aux salariés et aux bénévoles de se côtoyer et d'agir de concert pour redonner vie à des vélos dégradés.

Txirrind'ola promeut ainsi l'usage du vélo en ville, en permettant à des personnes d'acheter et d'entretenir des vélos à des prix très raisonnables. L'association a le vent en poupe. La conscience croissante sur le réchauffement climatique, les problèmes énergétiques, ainsi que la période Covid ont entrainé une forte augmentation de la pratique du vélo et du nombre d'adhérents.





Gernikako Bataloiari buruz egin omenaldian, Pradales Lehendakaria gudarien senideekin



Memoriaren legea, Eusko Legebiltzarrean bozkatua

Memoria Historiko eta Demokratikoaren Legea

Eusko Legebiltzarrak Euskadiko Memoria Historiko eta Demokratikoaren Legea onartu zuen 2023ko Irailaren 28an. Hautetsi guziek legearen alde bozkatu zuten Alderdi Popularra, Ciudadanos eta Voxeko ordezkariek salbu.

Arau berria onetsia izan ondoan, Nerea Melgosa, Berdintasun, Justizia eta Gizarte Politiketako sailburua, Eusko Jaurlaritzaren memoria-politiken arduradunak azpimarratu zuen lege honen adostasun-izpiritua. Izan ere, Parlamentuko taldeen ekarpenak biltzeaz gain, gizartearen, politikaren eta erakundeen adostasuna ere ageri da testu berrian.

Sailburuaren erranetan “euskal herritarrek eskubidea dugu oroimen historikoa izateko, egia-printzipioan oinarritua; biktimen eskubide hori botere publikoen esku geratzen da, eta gaur aurrerapauso nabarmena ematen dugu betebehar hori betetzeko, biktimen eskubideen babesean eta gizartearen beraren memoria-eskubidean”.

Halaber, Nerea Melgosak dio “egia sakontzea bidea dela”, eta, horretarako, beharrezkoa dela “ikertzen segitzea, dokumentu-funtsetarako sarbidea erraztea. Horretarako, Sekretu Ofizialen Legearen Estatuko ondoko aldaketan eta memoriaren pedagogia egitean konfiantza dugu, bereziki gazteen artean”.

Sailburuaren arabera “hau ez da nehoren kontrako legea, guzien aldekoa baizik”, eta “pertsona demokrata ororen ondarea izan behar luke bidegabekeria konpontzea".

_ Historikoa

Legearen alde bozkatu duten hautetsiek diote “une historiko bat eta aldi berean, erantzukizun historiko bat eta aukera historiko bat”. Horren lekuko izan ziren frankismoaren biktimen ahaideak eta Gasteizko Eusko Legebiltzarrean dauden elkarte memorialistetako zenbait kide. Gerla Zibilaren garaian desagertu ziren biktimak dira, exekutatuak, frankisten presondegietako biktimak, eta deportatuak, bertzeak bertze. Legea onartua izan-eta, Iñigo Urkullu lehendakaria Eusko Legebiltzarrean ziren zenbait biktimekin bildu zen urrats garrantzitsua goraipatzeko. Lehendakariak begi onez ikusi zuen lana sakontzea elkarte memorialistekin elkarlanean. Halaber, deitoratu zuen Espainiako zenbait tokitan gisa hortako legeak baliogatzen dituztela eskuinak eta eskuin muturrak.

_ Berritasun aipagarrienak

Lege berriak zenbait xedapen eta tresna biltzen ditu hainbat helburu erdiesteko, horien artean, biktimen aitorpen osoa, balio demokratikoei eta egiaren, justiziaren eta erreparazioaren printzipioei balioa ematea eta ez errepikatzeko bermeak izatea. Biktimen oroimenez urtean egun bat ospatuko da ere. Bertzalde, Memoria Historikoari buruzko Aholku Batzorde bat sortzea pentsatua da ere. Kalte ordain osagarriak ematea aztertzeko parada zabaltzen du legebiltzarkideen %90ak onartu duen testu berriak.

_ Tresna berriak

Gerla Zibila garaiko desagertuak identifikatzeko DNA Banku bat sortzeaz gain, Memoria Historikoaren Dokumentazio Zentroa sortuko da; eta Giza Eskubideen Urraketen Oinarrizko Txostena (1936-1978) landuko dute ere.

Legeak biktimen duintasunaren kontrakotzat jotzen ditu 1936ko estatu-kolpea eta diktadura frankista, bere agintariak eta beren oinarri izan ziren erakundeak gorestea, bakarka nahiz taldean. Legea hausten duenari 150.000 euro arteko isuna eman diezaiokete arau berriaren arabera. Gaurko egunean ere Euskal Herriko ehunka herritarrek ez dakite oraindik beren senideen gorpuak non dauden ez eta zergatik eta nola hil ziren.

Franck Dolosor
Haltza

« Gernikako Bataloia, askatasunaren ametsa » liburua

Gernikako Bataloia honi buruz 2015an agertu filmaren ondotik, orain liburu bat atera du Franck Dolosor-ek, nazismoaren aurka borrokatu den gudari talde honen omentzeko. Gironde-ko departamenduan, « Pointe de Grave » lurralde honen askatzeko borrokan parte hartu zuen Bataloi honek. Bataloi honen iturria, Eusko Jaurlaritza eta bere lehen lehendakaria, Jose Antonio Agirre. Berak zion bezala, « auzoko etxea sutan delarik, behar zaio laguntza eman deus galdegin gabe horren truke ».

Joan den Apirilaren 05an, ekitaldi berezi bat antolatu zuten Gernikako Batzar Etxean, liburu berri honen aurkezteko, Pradales Lehendakariarekin batera. Franck-ek dion bezala, ez da bakarrik iraganeko gauza bat, eskuin muturren indartze honen garaian. Historiari esker badakigu ideologia honek zer dakar bere baztertze izpirituaren gatik. Baina ere, eskala humano batean jarriz, bereziki kirol munduan jende ezagun batzuen aitatxietaz mintzo gira kasu honetan.

Goresmenak Franck Dolosor-eri eramaiten duen orroitzapen lan honen gatik.





Les Basques défendent leurs institutions forales, lors des guerres carlistes, au XIXe siècle

Prise de conscience et construction de l'identité politique basque avant Sabino Arana

Introduction : affirmations pré-nationales et nationalisme contemporain

De nombreux travaux ont mis en évidence un proto-nationalisme basque précédent la formation d'EAJ-PNB en 1895, par Sabino Arana (1865-1903). Il est d'usage, à quelques exceptions près, de ne pas utiliser le vocable de nationalisme avant le XIXXIXe siècle par crainte d'anachronisme.

Il s'agit ainsi d'identifier dès le XVIe siècle, succédant à une « réalité étatique » en Navarre, un « patriotisme linguistique » (Davant,1970), un « projet d'organisation d'un état basque » et une « identité politique euskarienne » (Peillen, 1997), des « précurseurs » ou des « antécédents » au nationalisme basque (De la Granja Sainz, 1995), ou encore des « *ancêtres du nationalisme traditionnaliste* », avec « *le triptyque Garat-Chaho-Campion* » et la formation d'un « *discours différentiel basque* » (Ahedo, 2005).

En effet, le vocable de nation évolue fortement au cours des siècles, recouvrant des réalités tout-à-fait distinctes, ce qui incite à la pondération. Le nationalisme en tant qu'idéologie des masses du XIXe siècle se dissocie à la fois du patriotisme des monarchies médiévales et des entités nationales d'ordre linguistique ou administratif qui le précèdent, mais s'appuient sur ceux-ci pour se définir (Villar & Azurmendi, 1999).

Ainsi, les affirmations pré-nationales basques ne doivent guère se confondre avec le nationalisme contemporain. Celui-ci repose sur l'impulsion d'une élite socio-culturelle qui utilise des moyens de communication modernes (presse, association, syndicats...) afin de propager parmi les masses un principe de nationalité, dont il associe la souveraineté au contrôle d'un appareil étatique (Hroch, 2000 (1985)).

Au-delà d'un discours, il implique donc un développement tactique avec la création d'un parti représentatif et l'adoption de symboles, ainsi qu'une structuration idéologique incarnée par un faisceau cohérent et caractérisé d'opinions et de thématiques, et enfin, la mise en place de stratégies, recouvrant des alliances et des oppositions.

Le nationalisme n'existe donc pas avant 1895 dans sa forme basque, avant que Sabino Arana ne crée EAJ-PNB, et ne lui fournisse son idéologie et ses stratégies premières.

Pour la première fois, tant dans le discours que dans la pratique, il s'agit de créer une république basque fédérale, de concurrencer explicitement les constructions étatiques et les idéologies nationalistes française et espagnole en cours d'implantation dans les provinces basques, et d'œuvrer à un projet gradué d'institutionnalisation basque.

La formule qui lui est attribuée, probablement à tort mais qui résume sa pensée, « *Euzkotarren aberria Euzkadi (bakarra) da* » (« *La patrie unique des Basques est Euzkadi* ») forme donc une transgression sans précédent.

Sabino Arana identifie comme adversaires politiques tous les autres partis bien qu'il déploie rapidement des stratégies pragmatiques. Il subit une répression intense en tant que « séparatiste », de la part du gouvernement espagnol malgré son activité pacifique.

Son nationalisme dépasse les affirmations pré-nationales précédentes, tant dans la cohérence systémique que dans la volonté d'identifier les procédés nationalisateurs étrangers et d'y substituer des procédés propres et innovants (Gellner, 1989).

Ainsi, après avoir clarifié la rupture que constitue l'œuvre sabinienne, il est possible de diviser ses antécédents en trois catégories.

Tout d'abord, il s'agit des auteurs qualifiés d'apologistes, cléricaux pour la plupart, qui réalisent des travaux culturels d'ordre mythico-historiques et philologiques centrés sur le Pays basque.

Dans leur continuité, les intérêts politiques basques se structurent et débouchent sur la modernisation des lois forales (fueros), en Biscaye et en Guipuzcoa principalement, avant d'être récupérés par l'idéologie carliste au début du XIXe siècle.

Ensuite, il s'agit de l'œuvre du Souletin Augustin Chaho qui fournit une approche théorique originale, dans la lignée des apologistes, et qui applique la grille interprétative du principe des nationalités sur la première guerre carliste (1833-1839).

Enfin, il est question du foralisme de la fin des années 1870, qui s'émancipe du carlisme et forme le cadre dont s'extrait le nationalisme jeltzale de Sabino Arana lors de la décennie suivante.



Augustin Chaho dans sa jeunesse - source : Pays Basque d'Antan



Sabino Arana Goiri, le père de l'abertzalisme Source : Fondation Sabino Arana

_ Les apologistes : de l'affirmation linguistique à l'identité politique basque

Malgré le maillage du territoire en « provinces » plutôt hermétiques les unes aux autres, les représentations identitaires et linguistiques circulent d'un bout à l'autre du Pays basque au tournant du Moyen-âge. Si la littérature orale basque est ancienne, « *aussi riche est variée que celle d'autres peuples* » , la pratique écrite est d'apparition « t*ardive et de qualité médiocre* » (Michelena, 1960).

Avant de se développer aux XIXe et XXe siècles, elle est circonscrite au domaine religieux. Pourtant, c'est un laïc, l'Alavais Joan Perez de Lazarraga, qui fournit le plus ancien texte en basque au Sud, en 1567, et utilise pour la première fois le terme d'« eusquel erria » afin de désigner le Pays Basque. Il est repris quatre ans plus tard par le protestant Joanes Leizarraga, orthographié « heuskel-herria » lorsqu'il traduit le Nouveau testament sur demande du synode de Pau.

Au siècle suivant, une littérature basque religieuse se développe en Labourd, baptisée à posteriori Ecole de Sare. Elle normalise la prose et multiplie les traductions. L'un de ses membres, Pedro Axular, d'origine navarraise, est à l'origine de l'énumération des « Sept Provinces » où est parlée la langue basque, tout en affirmant qu'elle se parle également au-delà. C'est ce cadrage spatial qui sert de pilier au futur Zazpiak-Bat.

Parallèlement, un contenu politique se déploie au Sud au sein de la production écrite des auteurs qualifiés d'apologistes : il s'agit entre autres d'Esteban de Garibay (1533-1600), de Manuel de Larramendi (1690-1766) et de Pablo Astarloa (1752-1806). Ce travail forme une affirmation pré-nationale.

Tout d'abord, les apologistes réalisent des travaux mythico-historiques qui identifient les Basques aux descendants non-abâtardis de Tubal - patriarche biblique du peuplement ibérique. Dès le VIe siècle, avec Isidore de Séville, l'historiographie cléricale diffuse en effet dans toute l'Europe des mythes des origines qui « *sont au service de la formation [des] pouvoirs politiques, liés au pouvoir ecclésiastique* » (Sarrionandia, 2012).

Dans le cadre de la traque aux convertis de l'Inquisition espagnole au XVIe siècle, ces mythes justifient la « pureté du sang » des provinces basques (mais aussi cantabre et asture) dans lesquelles Juifs et Maures ne se sont pas installés : cette reconnaissance d'une noblesse collective est donc celle de l'antiquité du peuplement et de l'absence de « *souillure sémite* », selon les définitions liées à l'Inquisition.

De plus, à partir du XVIe siècle, les provinces de Biscaye et de Guipuzcoa bénéficient de la fin des « *guerres de bandes* » (entre les Oñaz et les Gamboa) et de l'essor économique de la péninsule, axé sur l'Atlantique. Leurs élites trouvent une position favorable au sein de la monarchie.

Ainsi, les mythes des apologistes trouvent un contenu politique. La langue basque jusque-là méprisée est désormais associée à la jouissance d'une liberté collective. Selon ce critère, le peuplement basque est dissocié du reste de la péninsule et consacré par l'anoblissement collectif du fuero biscayen de 1526.

Celui-ci devient un élément de différenciation et de protectionnisme au sein de la monarchie espagnole, alors que celle-ci abolit les autres cadres juridiques périphériques en 1707, faisant du cas basque, un cas unique.

Malgré cela, l'identité de la province prime souvent sur la conscience nationale basque. Par exemple, Esteban de Garibay demande, en vain, que la province de Guipúzcoa ne soit érigée en un royaume, mais il demeure chroniqueur officiel du monarque espagnol, sans agir contre l'unité de l'Etat espagnol.

Enfin, la quatrième conférence de Manuel de Larramendi, dans un registre utopique, imagine une sécession avec la formation des Provinces Unies des Pyrénées, sous protection éventuelle de l'Angleterre, sorte d'Etat-tampon qui inspirera le projet avorté de Nouvelle-Phénicie de Garat au début du XIXe siècle.

Mais les dix-huit autres conférences témoignent d'un attachement à la monarchie espagnole et au statut que les Guipuzcoans y ont acquis, conçus comme des « Espagnols purs » selon le casticisme de l'époque et non selon une dualité nationale (Larramendi, 1983 (1758), pp. 58-59).

Si Manuel de Larramendi est visionnaire et transgressif sous certains aspects, qu'il défend la langue basque et dénonce la monarchie absolue française de droit divin en lui opposant le pactisme lié aux lois forales, il demeure dans les hautes sphères de la monarchie castillane, confesseur de la reine, avant sa longue retraite en Guipuzcoa : l'Etat espagnol aspire alors les élites basques, bien que les fueros conditionnent la pratique politique locale et le lien des populations au pouvoir.

_ « Irurac Bat » : les prémices d'une organisation politique basque

S'agissant de l'exercice politique en tant que défense des intérêts économiques, les élites basques entrent dans un rapport de force plus marqué avec Madrid, au fil du XVIIIe siècle et au début du XIXe siècle.

Ainsi, il existe à ce titre trois précédents principaux à une structuration politique basque : il s'agit tout d'abord de la Congrégation de Saint Ignace, de la Real compañía guipuzcoana de Caracas – qui, en échange de la sécurisation des côtes, offre le monopole aux Guipuzcoans sur le commerce au Venezuela -, et enfin de la Bascongada, société qui fonde le Séminaire de Bergara. Elles sont influentes auprès du monarque et jouent un rôle de premier plan dans le réformisme de Ferdinand VI (Blanco Mozo, 2011).

La Bascongada, fondée en Guipúzcoa en 1763, sous l'influence de Xavier de Munibe (1729-1785), Joaquín de Eguia (1733-1803) et Manuel Altuna (1722-1762), sert ainsi de modèle à la diffusion des Lumières dans le reste de la péninsule. Ses membres se soucient également de l'industrialisation et des échanges avec les scientifiques en Europe. Au début du XIXe siècle, ils créent le logo de l'Irurac bat, qui symbolise l'union des provinces de Biscaye, Guipuzcoa et Alava.

Ils entendent ainsi se défendre contre l'offensive antiforale de Ferdinand VII, en utilisant « *un organisme public de coordination politique* », selon l'expression de l'historien Joseba Agirreazkuenaga. Ainsi, la compilation forale de Guipuzcoa de 1758 se termine par l'incorporation de l'acte de fondation de la société commerciale de la Real compañía guipuzcoana de Caracas, témoignant de l'adaptation des fueros au contexte, la Bascongada étant également associée à celle-ci en 1765.



Irurac Bat : l'union des trois provinces. Source : RSBAP

Cependant, malgré une œuvre en faveur de la culture et des intérêts basques, l'attachement de certains membres de la Bascongada à la défense des fueros est relatif, du fait de leur volonté d'intégration complète au marché espagnol. Avec cela, leur ralliement aux Français durant la Convention a amplifié la légitimité du foralisme traditionnaliste de Larramendi contre celle de ce foralisme d'inspiration libérale, dans la formation intellectuelle des premiers abertzale.

La Bascongada s'inscrit également dans la captation des institutions forales par la Diputación dès la fin du XVIIIe siècle aux dépens des Juntes populaires. Dans les années 1850, les foralistes libéraux, dans son sillage, défendent les fueros au Parlement espagnol, à l'image d'Ascensio Ignacio Altuna (1802-1863), mais incarnent également l'oligarchie et la transigeance des élites envers les offensives antiforales du libéralisme.

Néanmoins, cette organisation participe à la modernisation des fueros par la formulation des intérêts économiques de l'industrie basque, navale et minière, qui se fait en opposition à l'Etat centralisateur des Bourbons. Cette pratique politique foraliste spécifique aux provinces de Biscaye et de Guipúzcoa, ne s'étend guère aux provinces d'Iparralde.

Au moment de la remise en question des fueros par la centralisation libérale espagnole au XIXe siècle, dont l'élan plus poussif qu'en France est sans nul doute un facteur subsidiaire de son inaboutissement, le principe d'intransigeance d'une large part de la classe politique basque au sujet de la défense du système foral en Biscaye et en Guipuzcoa est à la fois théorique et pratique. Il est alors récupéré, pour un temps, par l'idéologie carliste.

_ Augustin Chaho : un discours qui greffe le principe des nationalités sur le carlisme

Augustin Chaho (1811 –1858) est souvent présenté comme le précurseur immédiat de Sabino Arana et du mouvement abertzale. Franc-tireur, Souletin au patronyme galicien, il est le fondateur de l'Ariel (1844), rebaptisé plusieurs fois, journal hebdomadaire publié jusqu'en 1852. Il s'y s'exprime en Français et en Basque principalement, ainsi qu'en Gascon. Il considère, non sans ironie, publier au sujet du « *département que nos faiseurs de statistiques ont marqué à l'encre de Chine comme l'un des plus arriérés et moins littéraires de notre belle France* » (Chaho, 06/10/1844).

L'Ariel devient en 1846 le « *Journal International consacré à la défense des intérêts des populations qui habitent les deux versants des Pyrénées et les bassins de la Garonne et de l'Èbre, dans tout le cercle de la Vasconie : la Gascogne, le Béarn, les deux Navarres et les Provinces Basques* ».

Néanmoins, de fait, une part majeure des numéros est destinée à commenter la vie politique française, parisienne en particulier, dans le sillage des événements de 1848. Un supplément en basque, l'Uscal-Herriko Gaseta, parait à deux reprises, mais « *le but principal de la publication de ce premier journal en langue basque est de convaincre les électeurs bascophones de voter pour les « vrais » candidats républicains* » (Arkotxa, 1998). Le dernier numéro de l'Ariel, entièrement écrit en Basque, s'introduit par un appel au vote (Chaho, 19/02/1852).

1848



Le premier journal en euskera. Augustin Chaho, 1848. Source : Bilketa.

Augustin Chaho est un républicain libéral, athée et franc-maçon, bien qu'admirateur du carlisme. Il élabore néanmoins entre 1840 et 1847 une Histoire primitive des Euskariens, dans laquelle il se fait le relais des concepts de pureté du sang et d'exaltation linguistique portés par les apologistes.

Il étaye des théories extravagantes. Par exemple, il affirme que les Basques, arrivés vingt siècles avant les Celtes, entretenaient des relations avec l'Amérique du Sud, et allaient et venaient par les colonnes d'Hercule, commerce que les Celtes interrompirent. Ce serait d'ailleurs ce souvenir conservé secrètement qui permit à l'un des leurs, Jean-de-Biscaye, de révéler à Christophe Colomb l'existence du continent américain (Chaho, 1847).

Il s'égare également dans des déterminismes géographiques afin de justifier le fait que la description des Basques au XIX[e] siècle diffère de celle des Ibères effectuée par Tacite (Chaho, 1847, p. 47). Il insiste sur la supériorité qu'il attribue aux Basques sur les Celtes, et s'inscrit dans le tubalisme, exalté par le romantisme de son temps.

Augustin Chaho développe également une cosmogonie basque paganiste associée à cet âge d'or politique des Euskariens, « *patriarches occidentaux* » (Chaho, 1847). Cette lecture rompt avec la tradition jésuite de l'affirmation catholique de l'identité basque, la fameuse équation euskaldun fededun.

Au-delà de ces éléments, Augustin Chaho est le premier à considérer délibérément les guerres carlistes comme des guerres d'indépendance, tandis que les carlistes basques eux-mêmes sont des nationalistes espagnols, si l'on en s'en réfère à leurs propres témoignages dont celui de Sabino Arana, lorsqu'il évoque sa jeunesse. Augustin Chaho affirme ainsi que « *les derniers jours de la tribulation ont vu se lever l'astre de sang, et les luttes pour l'indépendance ont recommencé pour les enfants d'Aitor* » (Chaho, 1847).

Un durcissement du discours est observable, bien qu'il s'agisse de la critique virulente d'un Etat dont l'auteur n'est pas ressortissant : il n'a jamais déterritorialisé le conflit carliste en Iparralde, et ce sont les idéaux libéraux qui imprègnent paradoxalement son engagement en France. Sa radicalité s'applique aux Castillans, un « *troupeau d'hommes* » dont « *la nationalité n'est qu'une fiction de gouvernement despotique* » (Chaho, 1865 (2[e] ed.)).

Toutefois, c'est le mythe d'Aitor, paru dans l'Ariel en 1845, qui forge sa postérité. Il détourne le mythe de Tubal, en dotant les Basques d'un patriarche propre. En effet, en 1877, l'ouvrage de l'écrivain navarrais, Francisco Navarro Villoslada, « Amaya o los Vascos en en siglo VIII » est un succès qui alimente le foralisme, en reprenant une partie du travail d'Augustin Chaho auquel l'auteur ajoute la légende navarraise du chevalier Teodosio de Goñi.

Ainsi, la verve romantique du patriotisme culturel basque imbriqué dans le nationalisme français d'Augustin Chaho, mais aussi de Jean de Jaurgain et Antoine d'Abbadie qui livrent le symbole du Zazpiak-Bat, influence le basco-navarrisme politique émergent au Sud.

Par ailleurs, le discours d'Augustin Chaho est teinté d'une mégalomanie qui s'exprime par une posture prophétique : « *il invente un peuple à sa mesure, pour ainsi en devenir le père* » (Ahedo, 2005). Dans sa pratique, même s'il spécule sur une nation basque immémoriale, il dissocie la Patrie des liens de parenté : sa grande famille est cantabre (basque) mais sa patrie est la France, tout comme elle l'est pour Dominique Garat avant lui.

Il tente une carrière politique, et se présente aux élections du Corps législatif en 1851. Il atteint le score de 9, 32% face au bonapartiste Jean-Baptiste Etcheverry, qui domine sans rivaux la 3[e] circonscription des Basses-Pyrénées sur les deux décennies suivantes.

Ainsi, Augustin Chaho est tant un apologiste tardif qu'un théoricien nationaliste d'avant-garde, qui a œuvré pour la langue basque mais dont la radicalité discursive, certes originale, n'eut guère d'effets pratiques, ni même l'élaboration d'un foralisme autonomiste au Nord.

Il introduit néanmoins le principe de nationalité émergent à son époque dans sa lecture des guerres carlistes. Celle-ci sera reprise par Sabino Arana bien que ce dernier ne fasse nulle référence à un auteur dont la pensée athée et libérale diverge de ses fondements idéologiques conservateurs.

Cependant, Augustin Chaho annonce le projet d'une république basque fédérale rendu concret par Sabino Arana, en affirmant qu'« *un jour verra la restauration de la nationalité vasconne* », à l'image de la confédération helvétique, selon un « *droit revêtu d'une inviolable sainteté* » et « *sans combat* », comme un « *acte de justice politique* » (Chaho, 1845).

_ Le carlisme et la lutte armée pour les fueros

Le nationalisme basque que crée Sabino Arana est d'emblée démocrate, pacifiste et républicain, en rupture avec l'absolutisme et la violence carlistes, bien que des liens existent entre ces deux mouvements étant donné la densité de l'implantation du carlisme au Pays basque, sa dimension nationale basque et sa quasi-absence dans le reste de la péninsule.

Dès 1838, avec le mouvement « Paz y fueros », José Antonio Muñagorri y Otaegui (1794-1841) tente de dissocier le foralisme du carlisme, et bien que son audience directe soit limitée, il suggère une recomposition politique. Juan Eustaquio Delmas lance le journal Irurac Bat en 1851, qui devient le plus populaire de Biscaye et s'inscrit dans le foralisme d'inspiration libérale.

Néanmoins, le Pays basque est l'épicentre du soulèvement carliste qui lutte, entre autres, pour le maintien des fueros. Il est marqué par les figures militaires de Tomas de Zumalacárregui (1788-1835) durant la première guerre carliste (1833-1839) et de Manuel Santa-Cruz Loidi (1842-1926) durant la seconde (1872-1876).

Même si les fueros sont défendus par une partie des libéraux basques ou encore par les républicains fédéralistes de Francesc Pi y Margall, ce sont donc les carlistes qui incarnent la lutte acharnée contre une Constitution libérale qui serait par définition anti-forale, donc anticonstitutionnelle selon leur lecture des fueros ancrée dans le statu quo de l'Ancien régime.

La guerre s'achève en 1876 par une déroute et la fuite en France du prétendant carliste, Charles VII. La Constitution de 1876 est alors promulguée, entérinant la suppression des fueros dans les provinces basques et autorisant un certain pluralisme.

Une multitude de partis aux idées parfois mêlées émergent alors : restaurationnistes (libéraux, conservateurs et urquijistes), traditionnalistes (foralistes, carlistes, intégristes catholiques), socialistes et républicains.

Néanmoins, l'accord de 1878, proche de celui de 1841 pour la Navarre, laisse une certaine autonomie économique mais abolit la pratique politique forale et mécontente la majorité des concernés. L'accord est plutôt bien accueilli par la grande bourgeoisie biscayenne engagée dans l'industrialisation, mais la ruralité, la petite et la moyenne bourgeoisie le rejettent fermement, tant par idéologie que par intérêt économique.



Le meneur carliste guipuzcoan Manuel Santa-Cruz Loidi et ses hommes, troisième guerre carliste (1872-1876). Auñamendi Eusko Entziklopedia

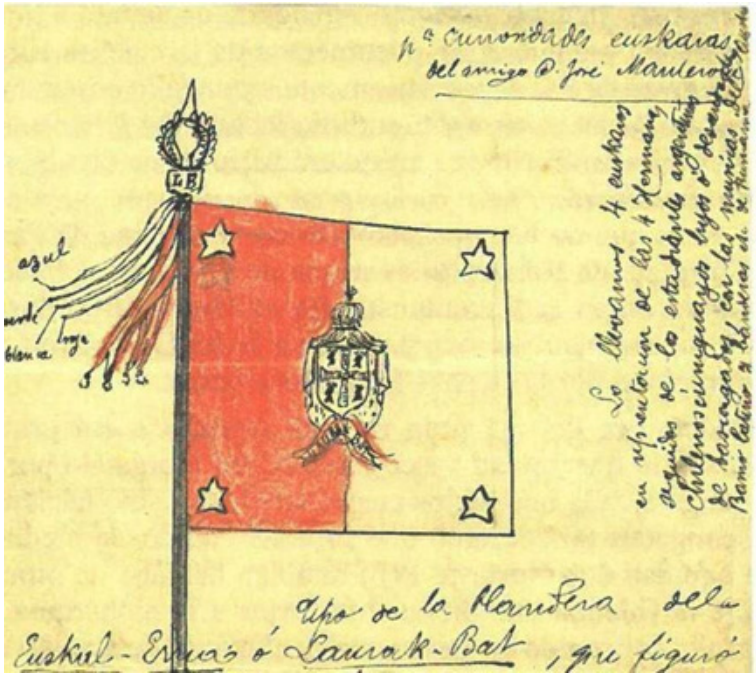
_ L'intensification du foralisme : aux portes du mouvement abertzale

Au-delà d'un renouvellement générationnel, une recomposition de la vie politico-culturelle basque à la suite de la défaite de 1876 conduit à l'intensification du foralisme par l'association Euskara de Navarre (les euskarros) et la Société Euskalerria de Bilbao (les euskalerriacos). La pensée de Sabino Arana se construit donc à la croisée de ces influences, entre 1882 et 1892.

Ainsi, dès 1876, à Madrid, le journal La Paz, devient le vecteur d'un mouvement interclassiste qui plaide pour une cause commune entre les provinces basques et la Navarre, afin de reconquérir les lois forales. Il souhaite surpasser l'antagonisme entre libéralisme et carlisme en proposant « un bloque fuerista », dont le succès est très relatif dans la mise en place du système électoral pluraliste.

Néanmoins, la prise en compte des résultats électoraux ne suffit pas à cerner l'ampleur de ce mouvement. La publication de nombreux journaux (Revista de las provincias euskaras, 1878 ; Euskal Erria, 1880 ; Revista de Vizcaya, 1885, Revista Euskara, 1878) et la prolifération d'évènements culturels témoignent de la dynamique de recentralisation identitaire basque.

Ce dernier journal, piloté par l'association Euskara du Navarrais Arturo Campion (1854-1937) lance les fiestas euskaras qui contribuent, par le contenu littéraire et folklorique, à revaloriser la langue basque auprès des élites qui s'en étaient éloignées, et à propager l'idée d'un pays basco-navarrais à la destinée politique unifiée, symbolisé par le Laurak-Bat.



1881 : un « drapeau basque » crée par les euskarros d'Arturo Campion. En rouge la Navarre, ; en blanc, les Bascongadas ; au centre, le blason du Laurak-Bat.
Source : Juan José Gonzales, « Las banderas olvidadas de los vascos », 2016.

Ainsi, Arturo Campion affirme que « les *intelligences et les cœurs des basco-navarrais se rejoignent en un point spécial (…) totalement en désaccord avec les autres* » (Campion, 1888). Il accuse les carlistes d'avoir abandonné les fueros pour se sauver, et les libéraux de s'être vengés en les supprimant. Il entend transcender l'échiquier politique, et laisser ensuite les différents camps négocier avec les foralistes.

En convenant d'exclure les forces qu'il nomme ultra-ibériques, le mouvement des euskarros instaure la devise « Dios y los fueros » qui les émancipe de l'attachement au monarque carliste, très présent en terres basques, tout en s'ancrant dans un foralisme conservateur.

Le mouvement contribue à la Gamazada, forte mobilisation contre une réduction des fueros de Navarre en 1893 et 1894, soutenue par les autres provinces d'Hegoalde, qui conduit à la destitution du ministre German Gamazo et à l'érection du Monument des fueros à Pampelune, en 1903. Durant les manifestations de Donostia, des drapeaux espagnols sont brûlés aux cris de « Mort à l'Espagne », ce qui constitue en 1893, la première action nationaliste basque en rupture avec les carlistes, qui s'en indignent.

Deuxièmement, du côté de Bilbao, le maire Fidel Sagarminaga (1830-1894), au sein de l'association des euskalerriacos, durcit le discours du foralisme libéral durant la même période.

Selon lui, l'abolition des lois forales de 1876 implique « *l'abrogation de nos droits séculaires et l'hypothèse nécessaire que nous ne savions pas accomplir nos devoirs en qualité de membres de la monarchie* ». Il associe les fueros aux services rendus à l'Etat monarchique, tandis que c'est le libéralisme qui vient rompre « *cet équilibre immémorial* », « *comme une divinité inconstante et volage* ». Il condamne cette trahison à l'égard de « *la nation biscayenne* » (De la Granja & De Pablo, 1998).

Les euskalerriacos arborent lors de la Saint-Ignace de 1880, un drapeau basco-navarrais à leur balcon de Bilbao, que le peintre Anselmo de Guinea immortalise en 1882 : il s'agit d'une croix de Saint-André rouge sur fond blanc, qui représente l'enlacement des quatre provinces d'Hegoalde, dont le Gouverneur civil ordonne le retrait immédiat (La Union Vasco-Navarra, 08/08/1880).



Anselmo de Guinea, Jura de los Fueros de un Señor de Bizkaia (Jaun Zuria). 1882.
Source image : Batzar Nagusiak Bizkaia

Contrairement à Arturo Campion qui rallie EAJ-PNB quelques années après sa formation, Fidel Sagarminaga décède un an avant celle-ci, mais une large partie des euskalerriacos vient grossir les rangs du parti en 1898, sous l'influence de l'industriel Ramon de la Sota y Llano (1857-1936). Ce ralliement est déterminant car il marque une pénétration des idées abertzale dans une partie de la grande bourgeoisie biscayenne qui permet son financement, mais aussi l'ouverture d'une aile plus libérale au sein d'EAJ-PNB ainsi qu'une certaine prise d'envergure électorale.

En somme, la décision de supprimer les fueros à l'issue des guerres carlistes, tout en installant une monarchie catholique et conservatrice, conduit à une recomposition politique qui sépare foralisme et carlisme.

En 1882, Estanisleo Aranzadi Izcue (1841-1918), membre des euskarros, suggère pour la première fois lors d'un débat l'équation « Fueros sin rey », qui ouvre la porte au nationalisme basque (Irujo, 13 de Julio de 1882) et tourne la page du « Dios, patria, fueros y rey » du carlisme.

L'idéologie et les contingents de la première génération d'abertzale sont influencés par le carlisme et le foralisme, bien que la plupart des affiliés soient alors jeunes et novices en politique : le renouvellement générationnel marque une distanciation vis-à-vis de la monarchie et modernise les revendications culturelles et politiques basques.

Né dans le cadre de l'industrialisation de la Biscaye, le mouvement abertzale s'intègre dans la jeunesse urbaine au tournant du XX^{e} siècle, tandis que la ruralité adhère encore au carlisme et les ouvriers au socialisme.

Néanmoins, l'interclassisme d'EAJ-PNB lui permet de se massifier au cours des trois décennies suivantes, par les succès électoraux mais aussi par le biais du syndicalisme (Eusko Langileen Alkartasuna) et par celui du renouveau culturel et de son institutionnalisation (Euskal Pizkundea).

_ En conclusion

Le nationalisme formulé par Sabino Arana marque une rupture avec les affirmations pré-nationales basques tout en s'inscrivant dans plusieurs filiations discursives et pratiques. Il innove en joignant le foralisme aux approches de la nationalité dominantes à la fin du XIX^{e} siècle. Il agit comme catalyseur, à une époque d'ébullition et de recomposition sociales et institutionnelles du Pays basque. De la part des adversaires du mouvement abertzale, la stigmatisation est portée sur des aspects choisis du discours sabinien et non sur la complexité de sa pratique et des dynamiques de prise de conscience nationale dans lesquelles il s'inscrit et qui transcendent les fixations qu'il propose dans un contexte donné. La stratégie la plus sûre afin de se défendre n'est pas de brandir des contre-étendards, mais bien de concilier la pluralité des initiatives qui forment l'héritage culturel et politique abertzale, sans nier ni exagérer les dimensions des différentes affirmations pré-nationales.

Rémi Bernis
Doctorant (Gizartea, Politika eta Kultura)
Euskal Herriko Unibertsitatea /
Universidad del País Vasco, Bilbo

La Mano de Irulegi, objet d'exception



La main d'Irulegi découverte par les chercheurs de la société des sciences Aranzadi - ©Aranzadi

Retrouvée sur un chantier de fouilles en pleine campagne navarraise, la Mano de Irulegi est l'un des objets les plus précieux découverts depuis des décennies dans le champ de l'archéologie au Pays Basque. Taillée dans du métal, elle a été récupérée en 2022, au pied de la motte d'Irulegi, surmontée de vestiges d'une forteresse moyenâgeuse (à une trentaine de kilomètres de Pampelune), par une jeune archéologue, Leire Malkorra. La jeune femme travaillait dans un groupe de volontaires lorsque l'objet mystérieux lui est apparu couvert de terre, exhumé au pied du monte Irulegi.

_ Elle aurait 2000 ans !

Ni grande, ni épaisse, taillée dans du bronze, elle aurait 2 000 ans ! Cette miraculée a suscité une immense curiosité. Mille et une autres questions se sont posées et se posent encore, sa découverte relevant d'un vrai mystère. Elle affiche en effet plusieurs lignes de caractères ibériques gravées sur son dos. Selon certains chercheurs, elle afficherait un premier texte écrit en langue vasconne. Passée la surprise initiale, la main attend d'être confiée à un musée. Sans doute le Museo de Navarra. Elle porte aussi la mention « Sorioneku » que l'on pourrait traduire par « bonne chance » à moins que ce ne soit, « chanceux ».

_ « 2000 ans à l'euskera, pour aller de la Ribera à la montagne... ».

L'un des premiers ouvrages qui lui ont été consacrés s'intitule « El euskera en Navarra » (« Le basque en Navarre ») (1). Au dire de son auteur Fernando Perez de Laborda, les paysans arrivés des Balkans via la mer Méditerranée vers 4 500 ans a. JC, portaient dans leur besace une langue dont l'euskera allait être l'héritière directe. Une thèse qu'il défend ardemment et qui ouvre de nouvelles perspectives. « La langue paléo basque, ancêtre de notre basque actuel s'étendit dans tout l'occident européen avec l'arrivée des premiers agriculteurs » assure l'auteur, convaincu qu'il fallut « 2000 ans à l'euskera, pour aller de la Ribera à la montagne... ».

Selon Fernando Perez de Laborda les peuples européens ayant le mieux conservé leur génome néolithique d'origine sont les Sardes et les Vascons. L'auteur (originaire de Getxo, établi à Puente la Reina/Gares), déplore que la transmission des dialectes et des parlers propres à certaines vallées, se soit interrompue sans retour possible au cours d'un XXe siècle marqué par 40 années de dictature franquiste.

Amikuztarra

**Editions Mintzoa.*



EAJ-PNB prend position

EAJ-PNB a pris part à des événements qui montrent le sens de notre projet politique : démocrate, abertzale et fédéraliste. En parti démocrate, EAJ-PNB a célébré le respect de la diversité humaine : femmes, personnes LGBT. En parti abertzale, le débat sur l'autonomie en Corse nous intéresse directement. De même, la possibilité de sélections basques de pelote

01 Le 23 Janvier 2024 / 2024eko Urtarrilaren 23an
La pression immobilière monte : il faut aider nos mairies et nos citoyens

02 Le 26 Janvier 2024 / 2024ko Urtarrilaren 26an
Supprimer un abattoir en Pays basque intérieur et c'est une filière locale dans son ensemble qui tremble

03 Le 08 Mars 2024 / 2024eko Martxoaren 08an
Déclaration de la Direction nationale d'EAJ-PNB à l'occasion de la Journée internationale des femmes, le 08 Mars

04 Le 08 Avril 2024 / 2024ko Apirilaren 04an
Philippe Neys : Une figure du Pays basque est partie.

05 Le 10 Avril 2024 / 2024ko Apirilaren 10an
Un Grand Homme d'Euskadi s'en est allé : le Lehendakari Ardanza est décédé

06 Le 06 Mai 2024 / 2024eko Maiatzaren 06an
EAJ-PNB : C'est tous ensemble qu'il faut protéger les femmes !

07 Le 27 Mai 2024 / 2024eko Maiatzaren 27an
EAJ-PNB soutient sans réserve son président Peio Etxeleku

08 Le 30 Mai 2024 / 2024eko Maiatzaren 30an
EAJ-PNB soutient la mobilisation pro-euskara, ce samedi 01e Juin

09 Le 04 Juin 2024 / 2024eko Ekainaren 04an
EAJ-PNB appelle à rejoindre la manifestation contre les violences de genre ce soir à Cambo-les-Bains

10 Le 05 Juin 2024 / 2024eko Ekainaren 05an
EAJ-PNB demande à l'Europe des clauses miroirs pour protéger nos paysans

11 Le 03 Octobre 2024 / 2024eko Urriaren 03an
EAJ-PNB espère un pouvoir local accru en Pays Basque nord

12 Le 08 Novembre 2024 / 2024eko Azaroaren 08an
EAJ-PNB soutient la loi « anti-Airbnb » : des premiers pas à poursuivre dans la voie d'un logement pour toutes et tous.

13 Le 29 Novembre 2024 / 2024eko Azaroaren 29an
EAJ-PNB rend hommage à Antton Lafont

14 Le 02 Décembre 2024 / 2024eko Abendoaren 02an
L'Etat français doit supporter toutes les langues de ses territoires

15 Le 05 Décembre 2024 / 2024eko Abendoaren 05an
Fin du Gouvernement Barnier : EAJ-PNB défend une alternative pour une nécessaire stabilité politique, en France et en Pays Basque nord

16 Le 10 Janvier 2025 / 2025eko Urtarrilaren 10ean
Reconnaissance de la littérature en langue régionale : et si l'exception Amin Maalouf devenait la règle ?

17 Le 29 Janvier 2025 / 2025eko Urtarrilaren 29an
Oihane Agirregoitia interroge la Commission européenne sur la vignette Crit'Air du Pays Basque Nord

18 Le 31 Janvier 2025 / 2025eko Urtarrilaren 31an
EAJ-PNB revendique la proportionnelle aux élections législatives

19 Le 28 Février 2025 / 2025eko Otsailaren 28an
L'Organisation d'Ipar Euskadi d'EAJ-PNB a voté pour Aitor Esteban et contribue avec 68 amendements aux 5 documents de réflexions stratégiques.

20 Le 07 Mars 2025 / 2025eko Martxoaren 07an
Déclaration de la direction nationale d'EAJ-PNB, à l'occasion de la Journée internationale des droits de la femme

21 Le 17 Mars 2025 / 2025eko Martxoaren 17an
Maite Lafourcade : une vie consacrée au droit basque

22 Le 30 Avril 2025 / 2025eko Apirilaren 30ean
Préservons le foncier agricole, pour que les paysans nous préservent.

01 Le 23 Janvier 2024 / 2024eko Urtarrilaren 23an

EAJ-PNB en appelle à un Grenelle européen de l'agriculture



EAJ-PNB déplore la dégradation des conditions de vie des agriculteurs : hausse des charges et des matières premières, retards de paiement des subventions, fin de la défiscalisation du Gazole non routier, ...

La colère des agriculteurs s'exprime partout en Europe, comme en Allemagne, en Roumanie ou en Pologne... En Pays Basque nord, les agriculteurs s'étaient mobilisés devant la Sous-Préfecture de Bayonne, le 25 Octobre dernier.

EAJ-PNB regrette l'absence de réponses satisfaisantes apportées par les pouvoirs publics.

EAJ-PNB défend une agriculture génératrice de revenus par la diversification, par des filières de production locales, en circuit court et en vente hors Pays Basque. Elles doivent éviter une dépendance à l'industrie agro-alimentaire productiviste.

EAJ-PNB réclame un Grenelle européen de l'agriculture. Il réunira les organisations syndicales agricoles, les producteurs, les intermédiaires et les distributeurs, afin de trouver des solutions immédiates de juste répartition de la richesse crée aux paysans. En parallèle, la Communauté Pays Basque, la Région Aquitaine et les Chambres d'Agriculture réuniront les acteurs locaux pour développer ou créer des filières locales de production rémunératrices.

Le métier d'agriculteur est, à n'en pas douter, un métier d'avenir qui sera une fonction vitale dans l'adaptation de nos sociétés et de nos économies aux enjeux du changement climatique. Un tel Grenelle se doit également de réfléchir à la promotion de nouvelles pratiques agricoles, totalement respectueuses de l'environnement, et aux modes de rémunération qui permettront aux agriculteurs d'être les moteurs de la régénération du vivant.



Supprimer un abattoir en Pays basque intérieur et c'est une filière locale dans son ensemble qui tremble

EAJ-PNB rappelle son attachement à la protection sanitaire des personnes et au bien-être animal.

Les abattoirs sont soumis à ce titre, à un cadre réglementaire très strict.

EAJ-PNB défend les filières de production locales de qualité. Les abattoirs sont un maillon absolument indispensable dans une zone d'élevage comme la nôtre. Les filières de l'agneau de lait ou des viandes ovines, bovines et porcines dépendent directement de leur bon fonctionnement.

EAJ-PNB est très préoccupé du risque de déclassement des deux abattoirs de Mauléon et Saint Jean Pied de Port et de la menace de leur fermeture. Ce possible déclassement conduirait à la fuite de clients et mettrait en cause leur viabilité économique.

EAJ-PNB défend l'exception départementale en la matière : les Pyrénées Atlantiques dispose de 6 abattoirs contre en moyenne 2 à 3 par département. En 30 ans, le nombre d'établissements a diminué de 350 à 260 en France. Les abattoirs publics multi-filières, comme ceux du Pays Basque intérieur, laissent la place à des unités privées plus spécialisées, gérées par des grands groupes, comme Bigard à Anglet et Fipso à Lahontan. Ici, la menace de déclassement ne concerne que les 4 abattoirs ruraux.

EAJ-PNB demande à l'Etat de soutenir ces abattoirs ruraux et au Préfet de surseoir l'arrêté de déclassement. Une solution concertée doit être trouvée pour dépasser les problèmes actuels. L'Etat doit également évaluer l'efficacité réelle de ces restrictions normatives sans fin.

EAJ-PNB demande à la Communauté Pays Basque de prioriser ces investissements sur les 2 abattoirs du Pays Basque intérieur, qui sont au plus près des producteurs du Pays Basque intérieur.

Déclaration de la Direction nationale d'EAJ-PNB à l'occasion de la Journée internationale des femmes, le 08 Mars

Ce Vendredi 8 mars, nous célébrons la Journée internationale des femmes, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 16 décembre 1977.



L'objectif est d'éradiquer toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, de promouvoir leur capacité d'autonomie et de garantir leur pleine participation dans la société. En ce jour distinctif, EAJ-PNB souhaite affirmer et renouveler son engagement avec détermination, pour promouvoir et protéger les droits des femmes. Pour une égalité réelle et effective entre les femmes et les hommes, qui s'appuie sur des politiques publiques contre toutes les inégalités matérielles, symboliques et de valeurs que les femmes doivent encore affronter.

Nous, les femmes abertzale, n'avons jamais été indifférentes à ce qui se passe dans nos villes et nos villages. Nous ne le sommes pas plus aujourd'hui qu'au début de notre activité politique. Voilà plus de 100 ans, était créée Emazte Abertzale Batza (EAB) – l'Union des Femmes Abertzale - au sein d'EAJ-PNB. Il s'agissait de la première organisation politique féminine de la péninsule. Depuis son origine, Emazte Abertzale Batza a joué un rôle actif dans la construction nationale du Pays Basque, dans des domaines aussi importants que l'éducation, la formation, la libération de la femme, la littérature, la culture et la langue basque. Symbole de leadership, d'autonomisation et de participation, EAB a encouragé la sororité et le travail en réseau à une époque où le rôle des femmes était strictement limité à l'espace privé et où l'espace public faisait l'objet d'un veto.

Lors de l'Assemblée Nationale historique de Tolosa, en 1933, EAJ-PNB avait approuvé dans ses Statuts Nationaux (art. 4) la possibilité pour les femmes de devenir membres de notre Parti, dans l'affirmation de l'égalité des droits. EAJ-PNB est ainsi devenu un parti pionnier dans la lutte pour l'égalité. Une cause que la Communauté internationale intégrera plus tard dans la Déclaration universelle des droits humains. Elle affirme que chacun et chacune a le droit de participer au gouvernement de son pays, directement ou par l'intermédiaire de représentants librement choisis, et d'y accéder dans des conditions d'égalité.

Des progrès significatifs ont été enregistrés au cours de ces dernières décennies. Mais un long chemin reste à parcourir vers une égalité réelle et effective entre les femmes et les hommes. Cette inégalité persistante constitue l'un des principaux défis à relever collectivement en tant que société. Pour relever ce défi, nous devons concentrer tous nos efforts sur l'évolution vers des valeurs plus égalitaires, l'augmentation des ressources pour la coéducation, la progression de la coresponsabilité des soins, la sensibilisation à l'égalité et la prévention de la violence masculine à l'égard des femmes, en particulier parmi les jeunes générations.

Ce 8 mars, nous souhaitons également mettre un accent particulier sur la question des soins. Nous venons clairement d'un modèle dont la responsabilité des soins incombe aux familles et en particulier, aux femmes. C'est un modèle profondément injuste qui reproduit et accentue les inégalités. Elle est encore plus grande dans le cas des

03

femmes migrantes. Près de la moitié d'entre elles se consacrent à ces tâches. Nous devons évoluer vers un modèle de soins publics et communautaires, basés sur le leadership public et la coresponsabilité.

Nous défendons et promouvons un modèle qui implique la reconnaissance du travail de soins, y compris sa rémunération digne, la réduction du fardeau des soins familiaux - fournis comme un choix pour les aidants et les aidants familiaux, et jamais comme une imposition - leur soutien, la coordination des soins institutionnels et familiaux appropriés à chaque cas, et l'augmentation des services et des prestations fournis par les pouvoirs publics.

EAJ-PNB continuera à promouvoir la participation active des femmes, sur un pied d'égalité avec les hommes, à tous les niveaux. La participation active des femmes est essentielle pour parvenir à l'égalité et, par conséquent, au développement durable, à la paix et à la démocratie.

Enfin, l'EBB, la Direction nationale d''EAJ-PNB encourage tous les membres d'EAJ-PNB à prendre part aux mobilisations de ce 8 mars, Journée internationale des femmes.

Philippe Neys : Une figure du Pays basque est partie.

Philippe Neys est décédé à 70 ans dans la nuit de dimanche à lundi, des suites d'une longue maladie.



Crédit photo : France Bleu

En plus de 40 ans, cet homme de conviction, sincère dans ses engagements, était devenu une figure du Pays basque. Il a contribué à faire évoluer à travers ses multiples casquettes : l'économie, la politique mais aussi son identité à travers le sport en particulier.

Philippe Neys n'était pas simplement le président, élu à l'unanimité, du Medef Pays basque. C'était avant tout un entrepreneur qui sut reprendre l'entreprise familiale pour la faire grandir. En 50 ans, ETPM est devenue un des acteurs importants du secteur des énergies et des services en France métropolitaine mais aussi dans les Outremers. Cette expérience de chef d'entreprise a nourri sa conviction de l'importance de l'économie pour le développement des territoires. C'est pourquoi il s'est très tôt engagé au service des entreprises et des entrepreneurs du Pays basque, notamment au sein de la Chambre de Commerce et d'industrie de Bayonne et du Pays basque, où il était très apprécié. Fort de cette conscience politique, il s'engagera naturellement en politique au sein du Modem d'abord puis de la République en marche. Elu à l'Agglomération et au syndicat des Mobilités, il est de ces rares entrepreneurs locaux qui ont le courage de se montrer en politique.

Véritable « plaza gizon », Philippe Neys était à la fois un amoureux et un amateur de sport notamment de pelote basque et de rugby : Il fut propriétaire du trinquet d'Itxassou ; il a soutenu la carrière du cubain Agusti Waltary à ses débuts ; il a contribué au développement du Frontball. Il ne fut pas qu'un grand serviteur de la pelote, ce fut aussi un partenaire de l'Aviron bayonnais pour qui il brigua la présidence, il y a 10 ans maintenant. A travers tous ces soutiens, il a largement contribué à la promotion de l'identité basque.

EAJ-PNB tient à garder en mémoire l'homme aux multiples engagements qui a tant contribué à faire grandir le Pays basque nord. Nous tenons à adresser nos plus sincères condoléances à sa famille et aux collaborateurs du Groupe Neys.

Un Grand Homme d'Euskadi s'en est allé : le Lehendakari Ardanza est décédé

Pour Andoni Ortuzar, président de l'Euzkadi Buru Batzar, il restera à jamais « un président exceptionnel, toujours au service de son pays ». Pour un de ses successeurs à la présidence du Gouvernement basque, le Lehendakari Urkullu, il aura toujours « défendu son idéologie dans le respect des droits de l'homme, de la pluralité et de la culture démocratique ».

Le Lehendakari Ardanza est décédé le 8 avril à l'âge de 82 ans. Il restera dans les mémoires comme un homme exemplaire pour son engagement inlassable en faveur de l'autonomie, pour le leadership dont il a fait preuve en jetant les bases, au cours de ses quatre mandats (1985-1999), d'une société basque plus prospère et résolument tournée vers l'avenir. Dans l'histoire contemporaine, il sera celui qui a su rassembler en ne transigeant jamais dans la lutte contre l'ETA. Il aura été également, dès son plus jeune âge, un militant exemplaire d'EAJ-PNB, assumant les plus hautes responsabilités dans des moments plus que difficiles pour son parti, y compris lors de son exil en Iparralde.

Né le 10 juin 1941 à Elorrio, en Biscaye, José Antonio Ardanza a d'abord étudié au séminaire de Derio où il obtient une licence en droit à l'université de Deusto. Membre clandestin d'EGI, les jeunesses d'EAJ-PNB, il devient membre de son exécutif entre 1962 et 1966, à une époque très difficile, sous la répression franquiste. C'est à ce moment qu'il découvre le Pays basque nord, durant cette époque de clandestinité, la Basse-Navarre et Garazi en particulier, où il trouve refuge. Il travaille ensuite pendant plusieurs années dans le secteur privé en tant que conseiller juridique de la Caja Laboral. Il devient maire d'Arrasate, en Gipuzkoa, en 1979. Quatre ans plus tard, il est élu député général de la province et, en 1985, après la démission de Carlos Garaikoetxea de la tête du Gouvernement basque, il lui succède à la Lehendakaritza. Durant ses 14 années de mandat, le Lehendakari Ardanza prépare la reprise économique du Pays basque, qui avait souffert dans les premières années de la transition de taux de chômage très élevés, il favorise la modernisation du tissu industriel et élargit la cohésion sociale grâce au développement du



la modernisation du tissu industriel et élargit la cohésion sociale grâce au développement du cadre d'autonomie. Visionnaire et pragmatique, il sut s'appuyer sur les compétences internationales, notamment celles de Michael Porter, alors professeur à Harvard Business School et théoricien des clusters pour permettre au Pays basque d'atteindre des niveaux de bien-être comparables à ceux des pays les plus avancés d'Europe.

José Antonio Ardanza a aussi été le moteur et le principal atout politique du Pacte Ajuria Enea en janvier 1988. Il a su réunir tous les partis démocratiques basques dans la lutte contre l'ETA. Il n'a eu de cesse de dénoncer toute forme du terrorisme d'État. Il a exigé son arrêt immédiat, devenant ainsi une référence en matière de défense des droits de l'homme. De retour à la vie civile, José Antonio Ardanza est devenu président d'Euskaltel, poste qu'il a occupé jusqu'en 2011. C'est à cette époque qu'il publie ses mémoires intitulées « Pasión por Euskadi » (Passion pour Euskadi), qui reflètent avec fidélité ses sentiments pour le Pays basque.

EAJ-PNB adresse ses plus sincères condoléances à son épouse Gloria Urteaga, à sa fille et à son fils, à ses petits-enfants et à toute sa famille. Le président de l'Euzkadi Buru Batzar, Andoni Ortuzar, « choqué » par la nouvelle, a déclaré que : « nous perdons un grand nationaliste basque qui a vécu dans l'exil et la clandestinité, puis a rejoint le mouvement démocratique qui a conduit Euskadi à l'autonomie et à la paix. J'ai eu la chance de travailler avec lui pendant neuf ans. Pour moi, Ardanza a été comme un « aita politique ». Il nous reste son héritage et son engagement pour EAJ-PNB et pour le Pays basque. Nous perdons un jelkide exceptionnel qui a toujours été au service de son pays ».

Iñigo Urkullu, a souligné qu'Ardanza « a travaillé sans relâche pour la paix et la concorde de tous les Basques, ainsi qu'en faveur de la relance économique et industrielle du Pays basque ». Le Lehendakari Urkullu a rappelé que les gouvernements d'Ardanza ont mis en œuvre des mesures sociales pionnières dans le but de garantir la cohésion économique et sociale de la société basque […]. Il a été une référence politique et institutionnelle de premier ordre au Pays basque. Doté de valeurs humanistes et démocratiques indéfectibles, il a toujours défendu son idéologie fondée sur le respect des droits de l'homme, la pluralité et la culture démocratique. Son héritage est un exemple de dévouement et d'engagement envers la société basque pour tous ceux d'entre nous qui assument des responsabilités publiques pour notre pays ». Son successeur d'alors, le Lehendakari Juan José Ibarretxe a déclaré que « une partie de notre peuple nous a quittés, mais avec ce qu'Ardanza a fait, une grande partie restera avec nous pour toujours ».

05

EAJ-PNB : C'est tous ensemble qu'il faut protéger les femmes !

EAJ-PNB dénonce avec la plus grande clarté et la plus grande fermeté toutes les formes de violences qui sont faites aux femmes.



Sabin Etxea, le siège national d'EAJ-PNB à Bilbao, le 25 Novembre dernier, lors de la Journée internationale contre les violences machistes. Le slogan « Ez, ezetz da », « Non, c'est non ».

Le crime odieux perpétré vendredi 3 mai démontre à quel point les femmes continuent d'être fragilisées dans la société actuelle : quand s'ajoutent au quotidien précarité, drogue, instabilité et errance, la vie des femmes est en danger immédiat. Dimanche 5 mai, le procureur de la République de Bayonne a tenu une conférence de presse sur le meurtre d'une jeune femme dans un hôtel de Saint-Jean-de-Luz. Ce nouvel assassinat doit nous alerter sur cette réalité qui gangrène notre société. En 2022, 118 femmes sont décédées à la suite de violences conjugales, 267 femmes ont été victimes d'une tentative de meurtre ; Tous les trois jours, une femme a été victime de féminicide par son conjoint ou son ex-conjoint ; Pour un tiers de ces femmes assassinées, elles avaient déjà connu une forme de violences au sein du couple. Dans les Pyrénées atlantiques, elles sont 406 femmes à avoir été victimes de violences conjugales. Même si ces dernières années, le cadre législatif a évolué et que la prise de conscience s'est étendue avec l'apparition de termes explicites tels que « féminicide », « violence de genre » ou la notion d'emprise, cela reste insuffisant ! Nous devons tous rester attentif face à ces situations en prenant soin de nos proches, de nos voisins, de ceux que nous croisons ou sur ceux sur qui nous n'avons pas forcément l'habitude d'attarder notre regard… Nous devons connaitre les institutions qui peuvent aider face à ces dérives et continuer à les soutenir.

EAJ-PNB affirme et revendique, avec la plus grande fermeté, son engagement en faveur d'une société sans violence. En tant que parti politique c'est-à-dire en tant qu'acteur social de changement sociétal, EAJ-PNB est conscient du travail qui reste à accomplir pour parvenir à une société plus juste et égalitaire. Face à de tels faits divers, plus ou moins médiatisés, nous n'aurons jamais fait tout ce qui est nécessaire, tout ce qui est en notre pouvoir, tant qu'une seule femme souffrira de violence et de discrimination. Pour cela, nous devons associer toutes les personnes, toutes les institutions locales, nationales... derrière cette cause collective. L'enquête VRS publiée en décembre 2023 montre que « Plus de 117 000 mis en cause ont été impliqués dans des affaires de violences au sein du couple traitées par les parquets en 2022. Les hommes représentent 87 % de ces mis en cause. Sur 37 800 personnes condamnées en 2022 pour des violences au sein du couple, 94% étaient des hommes. Près de 50 000 personnes ont été mises en cause dans des affaires de violences sexuelles traitées par les parquets en 2022. 7 500 personnes ont été condamnées. 99 % étaient des hommes. Enfin, plus d'une victime sur deux de violences sexuelles est mineure. Parmi elles, 83 % sont des filles ». C'est donc bien à chacun d'entre nous de rester vigilant face aux mécanismes de l'emprise. Nous avons besoin d'une société en éveil face aux violences faites aux femmes en particulier pour pouvoir l'éradiquer. En Pays basque nord, des institutions existent pour répondre aux situations les plus urgentes : Le Centre hospitalier de la Côte basque et son Unité de victimologie, l'association Atherbea, les services de police et de gendarmerie… En lien avec le Centre Intercommunal d'Action Sociale, la Communauté Pays basque accompagne de nombreuses associations intervenant dans le domaine de la lutte contre les violences faites aux femmes, l'éducation et l'accompagnement sur la santé sexuelle, telles que le Planning familial… L'Agglomération participe aussi à la création de logements d'urgence sur l'ensemble du territoire afin d'accueillir les victimes. C'est un travail qui doit se poursuivre sous la vigilance de tous individus et institutions, et la bienveillance de chacun. La société basque l'exige : le 25 novembre dernier, plus de 600 manifestants manifestaient dans les rues de Bayonne contre les violences faites aux femmes et pour « éduquer la société » :

EAJ-PNB appelle à participer à la manifestation organisée ce soir, à St Jean de Luz, à 19h, place Louis XIV.

EAJ-PNB soutient sans réserve son président Peio Etxeleku

L'ensemble de l'organisation d'EAJ-PNB apporte un soutien sans réserve à Peio Etxeleku, son président, suite à la décision unilatérale prise par Jean René Etchegaray, le président de la Communauté Pays Basque.



M. Etchegaray a en effet décidé de retirer à Peio Etxeleku les délégations liées à son rôle de référent et d'animateur du pôle Errobi.

Cette décision brutale et sans concertation avec ce pôle confirme une pratique du pouvoir, éloignée de l'esprit de consensus et de respect mutuel censés guider le Pacte de Gouvernance de l'institution. Personne n'est dupe sur le fond de cette manœuvre politicienne. On cherche à écarter une voix libre, trop dissonante aux oreilles de certains.

EAJ-PNB salue le courage politique de Peio Etxeleku sur les projets entraînant la destruction de terres nourricières à Kanbo, à l'origine du prétexte utilisé pour l'écarter. Il a agi en responsable politique, cherchant à apaiser la situation dans un dossier qui cristallise de fortes tensions sociales. Raréfaction du foncier agricole qui aggrave les difficultés du monde paysan, tensions sur le marché du logement, nécessité d'un développement économique spécifique sur un pôle Errobi, menacé d'être une zone dortoir. Sur des sujets aussi tendus, la pratique démocratique doit passer par le dialogue et l'émergence de différents lieux de débat entre citoyens et élus, entre élus eux-mêmes. Elle exige une large concertation avec les acteurs concernés, en particulier avec le monde paysan, pour asseoir les décisions prises sur une légitimité la plus large possible. Cette concertation n'a pas eu lieu. Elle est pourtant la seule voie démocratique possible proposée par Peio Etxeleku, pour construire du consensus apaisant.

Derrière la sanction subie par Peio Etxeleku apparaît une pratique du pouvoir ancienne et clivante, loin d'être à la hauteur des enjeux et des crispations légitimes actuelles.



EAJ-PNB soutient la mobilisation pro-euskara, ce samedi 1er Juin

EAJ-PNB dénonce toutes les formes de violences qui sont faites aux femmes et plus généralement aux violence de genre. C'est avec la plus grande détermination qu'EAJ-PNB soutient l'appel à la manifestation organisée ce soir, mardi 4 juin, à 19h devant la mairie de Cambo.

Hier, une jeune femme originaire de Cambo-les-Bains a porté plainte pour des faits présumés de viol en réunion commis le week-end dernier à Capbreton. Les trois hommes impliqués dans cette affaire ont immédiatement été entendus par la gendarmerie de Dax. Séquestrée, menacée d'une arme et violée, la victime est parvenue à s'enfuir. La victime et ses agresseurs se seraient rencontrés via un site de rencontre connu des services de police. Ces derniers mois, plusieurs plaintes ont été enregistrées après des contacts créés via ce site, qui ne nécessite pas d'inscription.

Cette nouvelle affaire de viol doit faire réagir la société toute entière. D'après les chiffres de l'Observatoire nationale des violences faites aux femmes (ONVF), chaque année, ce sont, au moins, 217 000 femmes qui sont victimes de viols, tentatives de viol et/ou agressions sexuelles. Pourtant, chaque année, on compte moins de 13 000 plaintes déposées car seulement 6 % des victimes portent plainte. Les agressions sexuelles sont un problème de société. D'un côté, les victimes doivent être soutenues, elles doivent être encouragées à dénoncer les crimes qu'elles ont subis, elles doivent être accompagnées dans leur travail de reconstruction. De l'autre côté, les criminels doivent être poursuivis et punis. Malgré la prise de conscience des violences sexuelles ces dernières années, ce n'est pas suffisant. La société doit continuer à changer son regard sur cet enjeu qui nous concerne tous pour lutter contre les violences de genre.

EAJ-PNB appelle à rejoindre le rassemblement qui se tiendra ce soir à 19h, devant la mairie de Cambo-les-Bains.

EAJ-PNB soutient la mobilisation ce samedi 01e Juin du collectif « Pour que vivent nos langues » et d'Euskal Konfederazioa, en Pays Basque nord.

Des rassemblements de soutien à l'euskara et aux langues minorisées de l'Etat français sont prévus en Pays Basque nord, à Ascain, à Bayonne, à Briscous, à St Jean Pied de Port, à Hasparren, à Hendaye, à Itxassou, à Mauléon et à Ciboure, en fin de matinée, samedi.
EAJ-PNB partage le constat établi par le collectif « Pour que vivent nos langues », sur la nécessité de protéger les langues minorisées par une réforme de la Constitution ou d'en finir avec les mesures qui ne cessent de réduire la présence de l'enseignement des langues dites régionales, depuis le début de la présidence de M. Macron.
EAJ-PNB réclame également un Statut Territorial de l'euskara, pour donner des garanties légales à une politique linguistique pro-active et engager l'Etat dans un contrat avec la Communauté Pays Basque, pour promouvoir un territoire bilingue, voire trilingue, dans la zone occitano-gasconne.





EAJ-PNB demande à l'Europe des clauses miroirs pour protéger nos paysans

Lundi, les agriculteurs français et espagnols ont organisé des blocages communs le long de la frontière franco-espagnole pour rappeler à l'Europe la crise qu'ils traversent.

EAJ-PNB alerte sur la situation dangereuse que connait le secteur agricole européen. Les choix de l'Union européenne en matière d'accompagnement aux agriculteurs pour s'adapter aux changements climatiques ne leur permettent plus de vivre décemment de leur outil de travail. Il est chaque jour plus compliqué de lutter contre des produits étrangers moins chers car ils ne respectent pas les mêmes seuils de contraintes. La concurrence déloyale et les exigences chaque jour plus élevées des administrations mettent en péril l'activité toute entière. Aussi, EAJ-PNB exige que les clauses miroirs soient imposées aux méthodes de production pour permettre aux agriculteurs de vivre décemment de leur métier.

A quelques jours des élections européennes, les agriculteurs français et espagnols se sont mis d'accord pour parler d'une même voix sur leur difficulté à vivre de leur travail. Comme en février dernier, ils se sont mobilisés en France et en Europe pour dénoncer à la fois les hausses des coûts de production et le poids de normes jugées trop lourdes. En conséquence, ils exigent la détaxation des énergies et l'arrêt de la distorsion de concurrence, notamment des importations de produits étrangers sur le marché européen. EAJ-PNB réclame que l'Europe doit les protéger en interdisant les importations de produits alimentaires ne respectant pas les mêmes contraintes de production grâce à un renforcement des clauses miroirs. En effet, si toutes les importations agroalimentaires répondent aux mêmes exigences sanitaires et phytosanitaires de l'UE, les accords de libre-échange n'imposent pas de normes à la manière dont les produits sont fabriqués.

En mars dernier, l'Institut Veblen, la Fondation pour la Nature et l'Homme et Interbev ont publié rapport alertant sur l'urgence de mettre en place de telles mesures. Elles sont aujourd'hui essentielles pour préserver le climat, la biodiversité, la santé de chacun, mais aussi pour stopper la concurrence déloyale dont souffrent les agriculteurs. EAJ-PNB partage cette analyse et demande aux institutions européennes de renforcer le principe des clauses miroirs qui doit imposer aux agriculteurs des pays tiers les mêmes normes environnementales, sanitaires et sociales que celles prévues dans les pays européens.

EAJ-PNB espère un pouvoir local accru en Pays Basque nord

Michel Barnier, le nouveau premier ministre français, a lu son discours de politique générale, avant-hier devant l'Assemblée Nationale.



EAJ-PNB regrette l'exemple donné aux citoyens par un comportement déplacé et irrespectueux, venu des rangs de certains groupes parlementaires.

EAJ-PNB a analysé ce discours à l'aune des intérêts du Pays Basque et de ses habitants. Le Premier ministre a confirmé l'étroitesse des marges de manœuvre de son gouvernement, sur le plan financier. Cela montre selon nous, le manque d'efficacité à agir depuis le pouvoir central parisien. Espérons que l'effort d'évaluation annoncé des politiques publiques porte en particulier sur l'échelon d'action le plus efficace, en commençant par les territoires.

EAJ-PNB espère que :

- le Pays Basque nord, en tant qu'intercommunalité XXL, sera associé au Contrat de responsabilité annoncé avec les Collectivités territoriales.
- la Communauté XXL Pays Basque devenue essentielle dans l'action publique locale, soit soumise au contrôle démocratique de ses citoyens.
- le débat sur l'augmentation des compétences des collectivités, porte sur une capacité de la Communauté Pays Basque à expérimenter les propositions d'EAJ-PNB développées lors des élections législatives : en matière de logement, de développement de l'énergie hydraulique et des énergies renouvelables, de foncier agricole ou de développement des langues basque et gasconne. Ces sujets concernent le pouvoir d'achat des habitants, des paysans de ce territoire, la transition écologique, et la reconnaissance de notre spécificité culturelle .
- les secteurs hyper-centralisés actuellement, comme la santé, l'Education ou la sécurité, soient au cœur d'un débat sur la décentralisation.

EAJ-PNB souhaite que le ton d'ouverture affiché se traduise dans les faits, dans un dialogue fécond, avec les responsables locaux.

EAJ-PNB soutient la loi « anti-Airbnb » : des premiers pas à poursuivre dans la voie d'un logement pour toutes et tous.

EAJ-PNB soutient l'adoption de la loi sur les meublés de tourisme dite anti-AirbnB. Elle reprend des propositions de notre mouvement politique. EAJ-PNB considère indispensable d'aller plus loin avec d'autres propositions fortes.



EAJ-PNB soutient une loi qui contient certaines de ses propositions

Cette loi a pour but l'augmentation de résidences principales, via notamment l'augmentation du nombre de locations à l'année. Les locations de meublés touristiques, devraient être moins attractives, du fait de mesures fiscales et environnementales plus restrictives. Plus important, les maires pourront instaurer des quotas de meublés de tourisme et réserver des zones de construction, à la résidence principale. Cette loi associée à celle sur le plafonnement des loyers, devrait doter le Pays Basque d'un dispositif favorable à l'attractivité à la location à l'année, sur la zone côtière tendue. Cette loi reprend des propositions formulées par EAJ-PNB.

EAJ-PNB demande un effort accru avec des propositions fortes

EAJ-PNB affirme la nécessité de poursuivre cet effort régulateur, afin de répondre à la crise du logement, en Pays Basque nord, compte tenu des enjeux cruciaux que cette question recouvre : possibilité de vivre sur place, pouvoir d'achat, mixité et cohésion sociale ou changement climatique.

EAJ-PNB regrette qu'une mesure simple et efficace à moyen terme ne soit pas encore adoptée. Celle du maintien à vie des logements sociaux en accession à la propriété. La fuite à terme de ces logements sur le marché privé doit cesser.

EAJ-PNB considère prioritaire la production de logements abordables sur le parc existant pour les ménages actifs résidant ou souhaitant résider en Pays Basque nord.

EAJ-PNB propose deux pistes à explorer :

-une taxe anti-spéculative visant à plafonner les prix de vente de logements. Le plafonnement des prix ne doit pas se limiter au marché locatif. Il est insupportable que 70 à 80% des habitants du Pays Basque nord soient exclus de l'achat de logements, faute de revenus suffisants.

-la création au sein de l'EPFL, d'une entité publique dédiée à des solutions de logements au cas par cas, avec les propriétaires : problèmes d'indivision, bail à réhabilitation, … Il est inacceptable de constater la pénurie de logements dans un territoire où les logements vides ou semi-vides sont nombreux.



EAJ-PNB rend hommage à Antton Lafont

Antton Lafont, militant et personnalité abertzale est décédé ce mardi, à l'âge de 89 ans.

Multifacettes, formé à l'économie, il s'intéressa à la physique, à la philosophie ou à l'aménagement du territoire. En Pays Basque nord, Il fut directeur de la CCI Bayonne Pays Basque, dans les années 80. Il fut l'un des premiers abertzale à occuper un pouvoir influent, à une époque où l'abertzalisme était ostracisé et assimilé à une forme d'extrémisme. Il était un promoteur d'une économie productive et qualitative. D'où son implication dans la création de l'école d'ingénieurs Estia qui forme nombre de futurs cadres et d'entrepreneurs du territoire.

Il fut également l'un des instigateurs de l'incorporation de la Soule au sein d'une Chambre de Commerce devenue depuis CCI Bayonne Pays Basque. Né en Labourd et vivant à Donostia, pour lui, le Pays Basque des 7 territoires devait se vivre au quotidien. Il participa à la création de Gaindegia, l'observatoire économique sur l'ensemble du Pays Basque. Devenu président du Conseil économique et social de la Communauté autonome basque, de 2005 à 2008, il militait pour un Conseil de ce type, à l'échelle nationale basque.

EAJ-PNB salue le courage, l'ambition et la vision économique et territoriale de ce responsable public.

EAJ-PNB adresse ses condoléances à la famille et aux proches d'Antton Lafont.

L'Etat français doit supporter toutes les langues de ses territoires

Ces dernières semaines, les langues dites régionales ont été attaquées à tous les niveaux de l'Etat.



A la mi-novembre, à l'occasion de la remise de la dernière édition du dictionnaire de l'Académie française, le président de la République en personne a déclaré que « les langues régionales étaient un instrument de division de la nation ». Ces langues qui étaient pour lui « un trésor national » en 2021 se sont transformées en « un instrument de division de la nation » en 2024. Irrémédiablement, depuis, la situation des langues dites régionales a empiré. Le 26 novembre 2024, la cour administrative d'appel de Marseille a confirmé que l'usage du corse dans les débats à l'assemblée de Corse est bel et bien contraire à la Constitution. L'appel de la Collectivité de Corse contre le jugement du tribunal administratif de Bastia du 9 mars 2023 qui avait annulé les délibérations de l'assemblée de Corse et son conseil exécutif a confirmé l'interdiction de l'usage d'une autre langue que le français dans les institutions de la République en Corse. Les entraves à l'usage des langues dites régionales dans les conseils municipaux de Corse, de Catalogne et du Pays basque illustrent parfaitement cet état de fait. Il y a 10 ans, une décision du Tribunal administratif de Pau du 6 août 2014, annulait la délibération votée par le conseil municipal d'Ustaritz visant à faire de l'euskara une langue co-officielle. Le sous-préfet de Bayonne, avait commenté son caractère anticonstitutionnel s'appuyant sur l'article 2 de la Constitution qui stipule que « la langue de la République est le français ».

A Rennes, depuis 2022, le conseil régional de Bretagne a contourné cette interdiction en permettant que les propos en breton et gallo soient traduits en français en direct, lors des sessions plénières. De la même manière, l'usage de l'euskara au sein de l'agglomération basque ne peut se faire qu'à travers la traduction de propos tenus en français. En juin 2018, elle a officiellement reconnu le basque et le gascon comme langues de notre territoire. Il faut poursuivre cet effort et faire évoluer les cadres législatifs et règlementaires pour assurer la revitalisation des langues régionales. Leur co-officialisation serait un acte fondateur qui permettrait de sauvegarder nos spécificités linguistiques et territoriales.

EAJ-PNB demande à l'Etat français de réviser l'article 2 de la Constitution

Il y a près de 20 ans, la langue basque était entendue pour la première fois de manière officielle dans une institution européenne. Jose Mari Muñoa, chargé des relations extérieures du Lehendakari Ibarretxe s'était adressé en euskara à tous les députés européens. C'était il y a 20 ans au Parlement européen et ce ne serait pas possible en France aujourd'hui. En France, le président préfère célébrer une ordonnance générale signée au château royal de Villers-Cotterêts en 1539. Emmanuel Macron préfère rappeler l'imposition de l'usage du français dans l'administration et de la justice du royaume du XVIè siècle plutôt que d'entendre la demande de la société du XXIè siècle. EAJ-PNB demande la même chose depuis 30 ans pour Iparralde : faire une place officielle à la langue basque. Il faut promouvoir tous les outils disponibles pour agir en faveur des langues de l'agglomération Pays basque. Il faut travailler à des accords cadre qui puissent protéger juridiquement l'usage de l'euskara. Non seulement la société est prête mais elle le demande : 41% des adultes sont favorables à un enseignement bilingue euskara-français…

C'est pourquoi EAJ-PNB continue de demander à l'Etat français de réviser l'article 2 de la Constitution. EAJ-PNB rappelle que le multilinguisme est une richesse culturelle et intellectuelle pour toutes les nations et tous les États. La co-officialité des langues, en vigueur dans de nombreux pays d'Europe, ne met pas en cause leur intégrité ni l'acceptation juridique des lois et des décisions qui y sont adoptées.



Fin du Gouvernement Barnier : EAJ-PNB défend une alternative pour une nécessaire stabilité

EAJ-PNB est préoccupé par les conséquences économiques, sociales et financières d'une instabilité politique, aggravée encore depuis la chute du Gouvernement Barnier. Le Pays Basque nord en subit également les effets. Cette instabilité est le résultat d'un manque d'esprit de responsabilité généralisé. EAJ-PNB demande la constitution d'une majorité centrale, seule alternative durable au chaos actuel. EAJ-PNB appelle les députés du Pays basque à la responsabilité qu'exige l'instant.

La chute du Gouvernement Barnier, suite à une censure votée par les partis d'opposition ne fait qu'aggraver l'instabilité politique actuelle. Depuis la dissolution de l'Assemblée Nationale, en juin dernier, l'incertitude politique a aggravé la réduction des investissements étrangers en France et le report voire la suppression des investissements d'entreprises françaises. Dans un contexte international trouble (Guerre en Ukraine, conflit Israélo-palestinien…) et dans un contexte économique déjà difficile, une dégradation sociale avec une hausse du nombre de chômeurs et une précarisation des travailleurs est inéluctable. L'inconséquence des derniers gouvernements vis-à-vis de la dette d'Etat et la crise politique actuelle exigent une réaction digne et responsable de tous les élus de l'Assemblée nationale.

EAJ-PNB appelle les élus basques à leur responsabilité

La dissolution irresponsable de l'Assemblée nationale le 30 Juin dernier par le chef de l'Etat n'a fait qu'entériner la situation de crise que les difficultés à composer un nouveau gouvernement ont illustré. Ces dernières semaines, les différents partis politiques représentés à l'Assemblée Nationale n'ont pas montré plus de sens des responsabilités en particulier, ceux de l'opposition. Ils semblent plus se préoccuper de la chute d'un adversaire que de résoudre l'instabilité politique, avec responsabilité et gravité.

EAJ-PNB soutient la constitution d'une majorité centrale, allant des LRs au PS. Depuis le début de la mandature, c'est la seule alternative réalisable susceptible de répondre à la confusion actuelle. EAJ-PNB demande aux 3 députés du Pays Basque, inscrits au groupe PS de prendre la mesure de la gravité de la situation actuelle et d'avoir le courage d'œuvrer en ce sens.

Enfin, veillons à ne pas affaiblir les valeurs démocratiques. Les périodes de chaos peuvent inciter à croire qu'un besoin d'ordre est nécessaire face à la confusion parlementaire. Par le passé, c'est ce qui a conduit à des dérives autoritaires. Lors de la campagne des législatives, tous les candidats EAJ-PNB ont souligné l'importance de faire barrage aux extrêmes : les 3 députés du Pays basque doivent prendre leur distance avec LFI, s'opposer au RN, à leurs méthodes et leurs idées. Le contexte actuel exige de la responsabilité, de la solidarité et de l'ambition collective. Il est impératif d'éviter le pire dans un nouvel ordre démocratique de stabilité.

EAJ-PNB milite pour un modèle étatique véritablement décentralisé, avec un Etat central minimal, concentré sur ses missions essentielles, pour en finir avec l'usine à gaz de la machine bureaucratique actuelle et agir efficacement sur le terrain. EAJ-PNB milite pour des avancées législatives courageuses, concernant les questions qui affectent en priorité, les habitants du Pays Basque nord : logement, mobilité, foncier agricole, développement économique durable ou culture et langue basques.

Reconnaissance de la littérature en langue régionale : et si l'exception

L'homme de lettres et le plus haut gradé des académiciens français, M. Amin Maalouf apporte son soutien public, au "Collectif pour les littératures en langue régionale, à l'école".



Crédit photo : felco-creo

Ce collectif promeut l'enseignement d'œuvres littéraires en langues dites régionales, dans les programmes de l'Education Nationale.

Deux mondes que l'amour des Lettres et de la tolérance devraient unir. Celui des défenseurs des langues dites régionales et celui de l'Académie française. La majorité des académiciens, dans une vision élitiste française, méprisent des langues symboles de passéisme. Une mentalité discriminatoire qui s'ignore, tant elle semble une norme établie. Pourtant, chacune de ces langues est le véhicule d'une création littéraire riche des spécificités que chacune d'entre elles offrent.

Au-delà des considérations littéraires, cette rencontre scelle une union entre militants du bilinguisme. Dans la préface d'un livre, le franco-libanais, Amin Maalouf a écrit : " le bilinguisme est une école de tolérance et une voie de survie". Une école à la fois, de l'appartenance et de l'acculturation culturelles, pour créer des ponts et non ériger des murs. Cette rencontre devrait être le début d'une voie intégratrice de langues trop souvent exclus.

EAJ PNB salue la sagesse de M.Maalouf, secrétaire perpétuel de l'Académie Française, et son courage à répondre au président de la République qui déclarait le 14 novembre dans son malheureux discours que « les langues régionales étaient un instrument de division de la nation ».



Oihane Agirregoitia interroge la Commission européenne sur la vignette Crit'Air du Pays Basque Nord

Pour l'eurodéputée d'EAJ-PNB, l'absence d'une vignette environnementale harmonisée au sein de l'Union européenne constitue un nouvel obstacle aux activités économiques et sociales et à la mobilité des citoyens basques et du Pays basque.

L'eurodéputée d'EAJ-PNB, Oihane Agirregoitia, a soumis lundi à la Commission européenne une série de questions sur la vignette environnementale dans les zones à faibles émissions (ZBE). Ces dernières années, de nombreuses villes et municipalités européennes ont décidé de mettre en place ce dispositif pour limiter la circulation des véhicules les plus polluants et réduire la pollution. C'est le cas de Donostia, Bilbao, Paris, Amsterdam, Bruxelles et Anvers mais aussi la Côté basque, d'Hendaye à Tarnos.

L'introduction, à partir du 1er avril prochain, d'une vignette obligatoire au Pays Basque Nord (Zone à Faibles Émissions mobilité ; ZFE-m) qui ne se limitera pas au centre urbain de l'une ou l'autre ville mais à l'ensemble du littoral, a cependant suscité un malaise et une inquiétude dans tout le Pays Basque. « Nous constatons qu'il y a u,n manque d'harmonisation dans les vignettes qui doivent être utilisées dans les différents États membres pour identifier le type de véhicule en termes d'émissions » souligne Oihane Agirregoitia.

La liberté de circulation est un des piliers de la réalité européenne

L'eurodéputé basque rappelle que la liberté de circulation est l'un des piliers à préserver et que l'utilisation de vignettes différentes « est préjudiciable », en particulier dans les zones transfrontalières où l'échange d'activités économiques est vital, comme c'est le cas entre le Pays basque nord et le Pays basque sud.

Agirregoitia rappelle que « compte tenu du fait que la catégorisation des zones environnementales relève souvent d'un arrêté municipal ou communal et que l'absence de vignette environnementale harmonisée restreint la circulation des véhicules, la Commission européenne envisage-t-elle la possibilité d'élaborer une vignette européenne unique et harmonisée qui pourrait être utilisée pour catégoriser un véhicule dans les différents États membres " et, si c'est bien le cas, " quelles sont les mesures à prendre ?"

L'Union européenne ne dispose pas d'une réglementation uniforme sur les zones environnementales. En d'autres termes, une vignette achetée pour une ville ne permet pas automatiquement de rouler dans une autre. « L'amélioration de la qualité de l'air dans nos municipalités est une obligation, mais nous avons besoin de décisions qui n'ajoutent pas de complications supplémentaires à la vie de nos citoyens, mais qui leur facilitent la vie, car c'est ce type d'obstacles et de barrières qui génère le mécontentement de la population."

EAJ-PNB revendique la proportionnelle aux élections législatives

EAJ-PNB soutient la résolution votée hier par le Sénat pour introduire la proportionnelle aux élections législatives. La proportionnelle est une revendication démocratique fondamentale pour EAJ-PNB car ce mode de scrutin permet de respecter notre diversité et de travailler à vrais compromis politiques.

Jeudi 30 janvier 2025, le groupe écologiste au Sénat a fait adopter une résolution afin de changer le mode de scrutin pour les élections législatives. Cette résolution, non contraignante, appelle à l'introduction de la proportionnelle. Même si elle est adoptée de justesse, 162 voix contre 152, le soutien des centristes a prévalu sur l'opposition des députés LR. Lors de sa déclaration de politique générale, François Bayrou avait lui aussi souligné sa volonté de réformer le mode de scrutin législatif. Une réforme du mode de scrutin serait désormais envisageable sans avoir à modifier la Constitution.



Sénat : palais du Luxembourg
crédit photo : Wikipedia

Vers une nouvelle culture politique : représentation plus fine, compromis,

Depuis 1958, le mode de scrutin majoritaire à deux tours se fonde sur la croyance en un modèle politique stable constitué autour d'une majorité vainqueur, forte et omnisciente, face à une opposition cantonnée au rôle de perdant qui n'aurait plus son mot à dire. Ce modèle binaire, vainqueur contre perdant, conditionne les activités des parlements et surtout constitue une source de frustrations pour les électeurs qui ne sentent plus « représentés » convenablement.
Ces derniers mois, nous voyons la limite de ce modèle avec un Parlement sans majorité. C'est le signe d'une usure de ce système. C'est le moment de faire place à plus de représentativité. Le système majoritaire est non seulement usé mais surtout il alimente la crise politique actuelle car les électeurs et les citoyens, dans leur diversité, n'y trouvent plus leur place.
Le passage à un mode propositionnel permettrait de changer en profondeur la culture politique en France en introduisant la culture du compromis, en faisant une place aux petites formations et à tous les territoires aux aspirations spécifiques qui ne sont ni représentées ni respectées à aucun niveau politique. L'introduction de la proportionnelle dans les élections est une revendication constante d'EAJ-PNB car ce mode de scrutin permet de faire une place à chacun et de travailler ensemble, dans notre diversité, sur un modèle commun issu d'un vrai compromis démocratique.

L'Organisation d'Ipar Euskadi d'EAJ-PNB a voté pour Aitor Esteban et contribue avec 68 amendements aux 5 documents de réflexions stratégiques.

L'Assemblée Territoriale d'Ipar Euskadi s'est réunie ce soir, au Batzoki de St Jean de Luz, dans le cadre du processus de renouvellement interne 2024-2028.



Photo : de gauche à droite, devant : Oihane Agirregoitia, eurodéputée d'EAJ-PNB et représentante de l'équipe dirigeante d'un des documents de réflexion stratégique, Dani Camblong et Jon Gonzalez Epherre, président et secrétaire du bureau de l'Assemblée Territoriale d'Ipar Euskadi.

Les représentants des Herri Biltzar (organisations locales d'EAJ-PNB) ont voté pour Aitor Esteban, candidat à la présidence de l'Euzkadi Buru Batzar, notre direction nationale. Ils ont également élu les autres burukide ou membres de l'EBB, ce soir.

Les Herri Biltzars d'Ipar Euskadi ont également pris part au débat sur les 5 documents de réflexions stratégiques. A l'issue du vote de leurs délégués, l'Organisation d'Ipar Euskadi apporte une contribution de 68 amendements au débat en cours.

Les 5 délégués nationaux de l'Organisation d'Ipar Euskadi porteront par mandat impératif, les votes de notre Organisation, lors de l'Assemblée Générale (Congrès) d'EAJ-PNB, à Donostia-Saint Sébastien, les 29 et 30 mars prochains.

Déclaration de la direction nationale d'EAJ-PNB, à l'occasion de la Journée internationale des droits de la femme

2025 est une année cruciale pour la cause mondiale de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes et des jeunes filles : c'est le 30e anniversaire de la déclaration et de la plate-forme d'action de Pékin.



À l'époque, dans cette lointaine année 1995, des femmes d'EAJ-PNB ont participé au débat et à la mise en œuvre de cette initiative dans le cadre de la quatrième conférence mondiale sur les femmes qui s'est tenue dans la capitale chinoise. Le document produit à cette occasion reste, 30 ans plus tard, le plan d'action le plus progressiste et le plus partagé pour progresser dans la conquête, la reconnaissance et la consolidation des droits des femmes et des jeunes filles dans le monde entier. Pour EAJ-PNB, la déclaration de Pékin est une référence essentielle pour la conception de politiques, de programmes et d'investissements dont les effets se mesurent sur tous les domaines de notre vie : l'éducation, la santé, la paix, la participation politique, l'autonomisation, c'est-à-dire l'émancipation économique et l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles sont parmi les domaines les plus importants.

Alors que la déclaration et la plate-forme d'action de Pékin fêtent aujourd'hui leurs 30 ans, l'ordre mondial est plongé dans un paysage d'insécurité croissante et de crises s'enchaînant les unes après les autres. Ce contexte génère une méfiance de plus en plus grande envers la démocratie et réduit la participation civique. Les dernières données fournies par l'Observatoire basque de la jeunesse indiquent que le pourcentage de jeunes qui se considèrent comme féministes a diminué entre 2022 et 2024. La baisse la plus importante est enregistrée dans le groupe des hommes âgés de 15 à 19 ans !

C'est pourquoi EAJ-PNB considère qu'il est urgent et nécessaire d'exiger, une fois de plus, que les politiques féministes axées sur la solidarité intergénérationnelle soient renforcées et que nous continuions à progresser dans quatre domaines clés :

1. La promotion des droits des femmes et des filles : il est urgent de lutter sans relâche pour la promotion de l'ensemble des droits humains des femmes et des filles contre toutes les formes de violence, de discrimination et d'exploitation.
2. La promotion de l'égalité des sexes : nous devons surmonter les obstacles systémiques, démanteler l'androcentrisme, transformer les inégalités profondément ancrées et faire entendre la voix des femmes et des filles les plus vulnérables, en mettant particulièrement l'accent sur les jeunes femmes, afin de garantir l'inclusion et l'autonomisation.
3. La volonté d'autonomisation : assurons aux femmes et aux filles un accès inclusif à l'éducation, à l'emploi, aux espaces de direction et de prise de décision afin de redéfinir les structures de pouvoir, en accordant la priorité à l'égalité d'accès à tous les types d'opportunités. Dirigeons et innovons en tenant compte de la dimension de genre et d'une approche intergénérationnelle.
4. La promotion et la mise en œuvre de politiques publiques qui encouragent la construction de masculinités positives.

20

EAJ-PNB s'engage à continuer à renforcer l'esprit de la Déclaration de Pékin, de concert avec les médias, le gouvernement basque et les gouvernements municipaux et provinciaux, le tissu socio-économique, la société civile, les jeunes et toute autre personne, entité ou collectif ayant la capacité d'exercer une influence et d'adopter des mesures dans nos communautés.

Il incombe à chacun d'entre nous de ne pas reculer dans l'élaboration des politiques et des mesures de promotion des droits des femmes, afin de ne pas renoncer à devenir la génération qui comblera le fossé des inégalités de genre et parviendra à l'égalité effective entre les hommes et les femmes.

La déclaration et la plate-forme d'action de Pékin ont transformé l'agenda des droits de la femme il y a 30 ans. Malgré les progrès considérables accomplis depuis lors en matière de droits des femmes, le chemin à parcourir est encore long et semé d'embûches. Et ce, d'autant plus que le monde d'aujourd'hui est confronté à de nouvelles crises qui s'accumulent et se superposent à l'érosion des droits. C'est pourquoi, ce 8 mars 2025, nous appelons toutes les Basques et tous les Basques à avancer sur le chemin des droits des femmes, en participant aux manifestations, aux rassemblements ou aux initiatives organisés dans le cadre de la Journée internationale de la femme, mais aussi à toutes les actions de prévention, de sensibilisation et de mise en œuvre des politiques publiques pour l'égalité qui sont organisées pendant les 364 jours du reste de l'année.



Maite Lafourcade, lors de la réception du prix Eusko Ikaskuntza-Ville de Bayonne.
Source : Eusko Ikaskuntza

Maite Lafourcade : une vie consacrée au droit basque

L'ancienne professeure de droit basque Maité Lafourcade est décédée ce dimanche 16 Mars, à l'âge de 91 ans.

Elle était née à Bayonne en 1934. Elle fut membre d'EAJ-PNB. Professeure émérite de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, elle a enseigné à la Faculté Pluridisciplinaire de Bayonne-Anglet-Biarritz depuis sa création et était devenue directrice du Centre de Recherche en Études Basques de cette même université. Diplômée de Droit de l'Université de Bordeaux, elle était également titulaire des Diplômes Supérieurs de Droit Privé et d'Histoire du Droit de l'Université de Paris, avec une thèse de doctorat d´État sur « Les contrats de mariage du pays de Labourd sous le règne de Louis XVI. Étude juridique et sociologique », sous la direction d'Etienne Dravasa.

Elle découvrit un Droit basque inconnu des universitaires, fort différent de celui qui lui avait été enseigné. Ce droit la passionna, à tel point que sa thèse terminée, elle consacra sa carrière, lorsque ses obligations statutaires lui en laissaient la possibilité, à ce droit si injustement méconnu. Elle a fait toute sa carrière en collaboration avec Goyo Monreal qui fut le premier recteur de l'Université du Pays basque/Euskal Herriko Unibertsitatea, à sa création le 25 février 1980.

Elle fut officier des Palmes Académiques et titulaire de la Croix d'Or du Mérite et du Dévouement Français. Elle a reçu le Prix Eusko Ikaskuntza/Caja Laboral Popular d'Humanités, Culture, Arts, et de Sciences Sociales (2006), et le Prix de la Fondation Sabino Arana (2011).

Femme drôle, pleine d'humour et de vie, elle disait avoir deux amours dans sa vie : l'Ikurriña et le bon vin rouge, de Bordeaux de préférence. Lors d'une interview, elle se confia à Nora Arbelbide dans Euskonews & Media. Elle dit entre autres de ce droit spécifique : « c'était un modèle de société. Le pouvoir appartenait aux maisons, aussi bien au Pays basque Sud qu'au Nord … Il révèle un état d'esprit différent de celui qui existe ailleurs. Le droit n'était pas individualiste. Le droit de propriété au Pays basque était collectif, ce qui explique le succès des coopératives … L'héritier est, en vérité, seulement le gestionnaire des biens, il ne pouvait pas vendre. En basque on le nommait etxerakoa, soit, celui qui est pour la maison … Il existait une égalité totale entre la femme et l'homme dans le droit basque. Il n'y avait aucune différence entre les deux sexes du point de vue juridique. C'était l'aîné qui héritait de la maison, femme ou homme. En Labourd, l'héritière avait le pouvoir de décision. Lorsqu'elle était en désaccord avec son mari, c'était sa voix qui l'emportait.
Maité Lafourcade aura contribué par son travail de recherches et d'enseignement, à vulgariserla spécificité du droit basque et à faire prendre conscience d'un « esprit des lois basques ». Goian bego Maite !

Préservons le foncier agricole, pour que les paysans nous préservent

La préservation du foncier agricole est une urgence absolue, en Pays Basque nord. Tout paysan a besoin d'une terre pour son activité. Qu'ils s'agissent d'éleveurs, de maraichers ou de céréaliers, toutes et tous ont besoin de prairies, de champs cultivés ou de surfaces pour leurs bâtiments et leurs matériels. La concurrence foncière avec le logement, créé une dynamique généralisée de montée des prix. Elle met en péril la capacité d'achat de ces terrains par les paysans. La pérennité du monde agricole est directement menacée.



Un engagement d'EAJ-PNB

EAJ-PNB considère le foncier agricole, comme une priorité d'action sur le terrain institutionnel.
EAJ-PNB et ses représentants se sont engagés, en faveur de la préservation du foncier agricole, dans des cas tendus, à Arbonne, à St Pée sur Nivelle ou à Kanbo.
EAJ-PNB avait interrogé les candidats sénatrices et sénateurs sur nos propositions, en Septembre 2023.
Les candidates et candidats d'EAJ-PNB, aux dernières élections législatives, en Juin 2024, avaient porté nos propositions, durant le laps de temps très court de la campagne électorale.
EAJ-PNB poursuivra sa ligne de conduite institutionnelle : propositions, sensibilisation, partenariat avec les élus engagés et influents.

Une proposition qui va dans le bon sens. Des mesures plus ambitieuses nécessaires

EAJ-PNB considère que la proposition de loi en cours de discussion parlementaire, sur la préservation des terres agricoles apporte des solutions techniques qui vont dans le bon sens.
EAJ-PNB considère comme prioritaire, la reconnaissance dans la Constitution française, de l'agriculture, comme un secteur d' « intérêt général ». Cela donnera une force légale maximale, pour des mesures volontaristes, en matière de foncier, par exemple.
EAJ-PNB défend également la capacité de préemption accrue de la SAFER. Elle doit concerner tous les cas qui tentent de limiter ce pouvoir de préemption, en particulier, le problème des ventes en nue-propriété.

Les paysans, des acteurs majeurs à venir

EAJ-PNB affirme la nécessité de traiter la pérennité du monde agricole, en prenant du recul. Sans conditions de travail et de rémunération décentes, cette profession demeurera dans la précarité, en bas de l'échelle sociale et donc menacée.
Les paysans ont dans le même temps un rôle central à jouer dans le monde actuel et à venir : ils deviennent des acteurs majeurs de lutte contre le changement climatique, en particulier, dans la captation du carbone, l'utilisation d'énergies renouvelables ou dans la réduction de la pollution par le transport, via une autonomie alimentaire accrue et le développement de circuits courts. Ils sont aussi les garants de produits de qualité, sur les plans gustatif et sanitaire.

EAJ-PNB réaffirme la nécessité d'aborder la question foncière agricole, en l'intégrant dans un engagement résolu en faveur des paysans du XXIe siècle.

Zaindu ditzagun laborantzako lur funtsak, laborariek zaindu gaitzaten.

Laborarien lur funtsen zainketa ezinbestekoa da Ipar Euskadin. Laborari bakotxak lurra beharrekoa du bere lanerako. Abere hazkuntzaile, baratzezain edo lur-lantzaile izan, denek behar dituzte pentzeak, landareak edo eremu aski, beren egoitz eta materialentzat. Bizitegiekin dagoen lur lehiak prezioen igoera dinamika orokorra sortzen du. Laborarien lur horien erosteko gaitasuna arriskuan jartzen da. Laborantza munduaren iraunkortasuna zuzenean zalantzan jarria da.



EAJ-PNBren engaiamendua

EAJ-PNBk laborantza lurrak lehentasun bezala begiratzen ditu erakunde mailan jarduteko.
EAJ-PNB eta bere ordezkariek, Arbona, Senpere edo Kanboko laborantza lurrak zaintzeko konpromisoa hartu dute, kasu minberatsu batzuetan.
EAJ-PNBk senatari hautagaiei bere proposamenei buruzko galderak egin zizkien 2023ko Irailean.
EAJ-PNBko hautagaiek, azken legebiltzarretako hauteskundeetan, 2024ko Ekainean, beren proposamenak plazaratu zituzten, hauteskunde kanpainaren denbora oso laburrean.
EAJ-PNBk bere jokabide instituzionalaren ildoan jarraituko du : proposamenak, sentsibilizazioa, hautetsi konprometitu eta eragingarriekin lankidetza.

Norabide onean doan proposamena. Neurri nahikorragoak behar dira

EAJ-PNBk uste du Frantes legebiltzarrean eztabaidatzen ari den laborantza lurren zainketari buruzko lege proprosamenak, norabide onean dagoen aterabide teknikoak eskaintzen dituela.
EAJ-PNBk lehentasunezkotzat jotzen du laborantza Frantziako konstituzioan "interes orokorreko" alorra gisa aitortua izaitea. Horrek, lege mailako indar handiena emango lioke laborantzari neurri nahikorrenak hartzeko, adibidez lur funtsaren gaietan.
EAJ-PNBk SAFERen lehentasunezko erosketa gaitasuna zabaldua izatea ere defendatzen du. Lehentasunezko erospen gaitasun hori mugatzen saiatzen diren kasu guziei hedatu behar zaie, bereziki, bakarrik « abusus » jabetza parzialaren salmentetan.

Laborariak, biharko eragile nagusiak

EAJ-PNBk dio laborantza munduaren iraunkortasunari begirada bat eman behar zaiola. Lanbaldintza eta etekin duinik gabe, lanbide honek prekarioa jarraituko du, gizarte mail apalean eta, beraz, mehatxatua.
Aldi berean, laborariek funtsezko zeregina dute eta ukanen dute, gaurko munduan eta etorkizunean: klima-aldaketaren aurkako borrokan eragile garrantzitsuak bihurtzen ari dira, bereziki, karbonoa harrapatzeko, energia berriztagarrien erabileran edo garraioak eragindako kutsadura murrizteko, elikagaien autonomia handituz eta hornidura-kate laburrak garatuz. Kalitatezko produktuak bermatzen dituzte ere bai dastamenean, bai osasun mailan.

EAJ-PNBk berresten du laborantza lurren gaia aztertzearen beharra, XXI. mendeko laborarien aldeko engaiamendu finko batean sararaziz.

_prentsan agertu artkuluak»
articles parus dans la presse



01 Le 16 Février 2024 / 2024eko Otsailaren 16an

EAJ-PNB défend une agriculture pour tous

02 Le 29 Mars 2024 / 2024eko Martxoaren 29an

Les actions immédiates à mener pour faire vivre le Pays basque

03 Le 18 Avril 2024 / 2024eko Apirilaren 18an

Le lehendakari Jose Antonio Ardanza, récemment décédé, nous montre les vertus d'un abertzalisme consensuel

04 ---

L'autonomie de la Corse : la fenêtre d'opportunité pour une vraie décentralisation

05 Le 21 Février 2025 / 2025eko Otsailaren 21an

21 février, l'UNESCO fête la journée internationale de la langue maternelle : célébrons l'euskara

06 Le 07 Mars 2025 / 2025eko Martxoaren 07an

La femme, pilier des changements à venir

07 Le 20 Mars 2025 / 2025eko Martxoaren 20an

Jose Antonio Agirre, artisan méconnu de l'Union Européenne

08 Le 04 Avril 2025 / 2025eko Apirilaren 04an

La violence ne peut être la norme dans une société démocratique

09 Le 30 Mai 2025 / 2025eko Maiatzaren 30ean

Coupure générale de courant : une alerte sans frais ?

01

EAJ-PNB défend une agriculture pour tous



Dans le conflit qui s'est installé ces dernières semaines, le constat est simple : ceux qui produisent ne sont pas rémunérés à la hauteur de leur travail, les intermédiaires coutent trop chers par rapport aux services qu'ils fournissent et les consommateurs se dirigent vers les produits à meilleur marché. Pourtant si ce mouvement semble irréversible, les institutions européennes et les institutions locales ont le devoir de reconnecter les Européens à leurs terres. A EAJ-PNB, nous pensons qu'il nous revient d'agir pour défendre une agriculture pour tous.

L'ignorance semble être la première cause de la crise actuelle : la méconnaissance du fonctionnement des circuits productif et distributif, la multiplication des échanges dans la mondialisation en cours, font que l'on finit par consommer des biens dont on ne connait plus l'origine, ni le processus de fabrication. La désertification des campagnes au profit de pôles urbains, l'intensification des processus productifs dans l'agriculture et l'industrie, la tertiarisation des activités humaines, etc. entretiennent ce processus et conduisent à une méconnaissance réciproque de ces mondes qui ne se côtoient plus. L'agriculture finit par se résumer à une industrie agro-alimentaire vouée à nourrir des populations urbaines déconnectée de « la terre ». Ce monde devenu étranger n'a plus de valeur concrète aux yeux des consommateurs qui en ignorent les coûts : le coût des semences, le coût des aliments pour l'élevage… imposés par quelques multinationales ; les charges de fonctionnement avec un coût de l'énergie incontrôlable et le gasoil subventionné pour faire fonctionner des machines robotisées chaque jour plus complexes et ruineuses… Depuis bien longtemps, le modèle de la polyculture qui permettait de vivre, durement, en autosubsistance sur des parcelles plus modestes, a disparu pour laisser la place à la modernisation des campagnes à travers la monoculture intensive. C'est devenu le moyen le plus efficace de répondre à la demande croissante de nourriture dans le monde, mais cette pratique a des conséquences que l'on n'a pas forcément mesurées au départ : dégradation des sols, rendements de plus en plus faibles, dérèglement climatique (sécheresse, inondations...) et des problèmes sociaux profonds pour l'ensemble du secteur agricole. Ces dernières années, les rendements sont de plus en plus faibles. La réglementation, en particulier en Europe, cherche bien à protéger la santé des agriculteurs, celle des consommateurs et la biodiversité. Or, ces mesures manquent d'efficience car les disparités d'application des normes entre Etats membres produisent trop d'inégalités. Ailleurs, dans le monde, la production agricole est devenue un bien

commercial et parfois spéculatif, comme un autre. Les intermédiaires (agro-industrie, distributeurs…) spéculent sur la valeur de la production et donnent l'impression de beaucoup marger.

Permettre des modèles agricoles diversifiés

Sans négliger l'importance des réformes politiques qui ont amélioré les conditions de vie des paysans, il est indéniable que la stratégie de la Politique agricole commune (PAC) porte une part de responsabilité dans cette évolution. La PAC est principalement axée sur la résolution de problèmes économiques (revenus agricoles, compétitivité, pressions du marché…). L'essentiel des dépenses est alloué aux grandes exploitations, ce qui accélère indirectement les processus de concentration. Dans ce dessin, les petites exploitations ne bénéficient qu'à la marge des avantages des politiques de soutien, trop complexes et inaccessibles dans la réalité, trop insuffisantes par rapport aux besoins des filières spécifiques. Obnubilées par les aspects commerciaux du secteur, les politiques agricoles européennes ont négligé le rôle écologique de l'agriculteur dont la société a besoin mais qui ne le rémunère pas pour le faire : c'est l'agriculteur qui prend soin de la montagne (incendies, défrichement...) et permet la conservation de la biodiversité ; c'est l'agriculteur qui préserve les sols et protège de l'érosion notamment ; c'est l'agriculteur qui entretient les chemins d'accès ruraux qui bénéficient à tous (familles, forestiers, sportifs...) ; c'est l'agriculteur qui contribue à ralentir les effets de serre et les catastrophes associées grâce à la captation du carbone. Il joue aussi ce rôle de mémoire éducative auprès des habitants des métropoles en les reconnectant à la nature (Cf. Lurrama, ...). C'est pour l'ensemble de ces raisons qu'il faut modifier la perception que les Européens ont de la terre et de ce qu'elle produit. L'exemple des circuits courts (Amap, magasins de producteurs, centrales locales de distribution…) montrent une voie pour promouvoir des produits frais, locaux et de qualité dans des démarches de qualité ; ils permettent de réduire les intermédiaires, en diminuant l'impact environnemental (moins de transport…). C'est une transaction vertueuse qui permet d'entretenir une relation à la fois économique et humaine en lien avec la terre et son territoire. Seulement ces modèles sont fragiles et ils exigent un engagement fort des institutions pour contrecarrer le mouvement actuel (En Pays basque, plus de 60% des achats alimentaires se font dans la grande distribution). Ici, la Communauté Pays basque s'est engagée sur ces thèmes. Elle doit cependant disposer de davantage de compétences politiques, normatives et budgétaires pour conduire une telle orientation (encouragement à l'installation de nouveaux exploitants, contrôle du foncier agricole, etc.). C'est là que l'Europe a son rôle à jouer. Elle ne doit pas réfléchir uniquement qu'en grands ensembles, elle doit aussi promouvoir les modèles alternatifs.

Comprendre le juste prix des choses

Ce dont l'agriculture basque et européenne a besoin aujourd'hui c'est d'une politique qui encourage les nouvelles formes et les nouveaux types d'exploitation des terres, de pratiques agricoles et de relations de marché. C'est la PAC qui doit être révisée. Les accords internationaux d'échange avec l'Europe doivent aussi être reconsidérés puisque certains produits importés, par exemple d'Amérique ne respectent pas les normes, en particulier sanitaires et environnementales, imposées aux agriculteurs européens. Ce n'est pas juste. Face à un tel mouvement, d'ampleur mondiale, la solution ne pourra être que continentale et culturelle. Sans une reconnexion entre le monde agricole et ses consommateurs, dans des démarches de proximité, d'interconnaissance et de respect mutuel, il sera impossible de contrer ce long et lent processus. C'est donc bien à ce niveau que l'Europe doit agir. C'est la seule institution qui peut développer une politique d'envergure, à l'échelle de notre continent, en lien constant avec la diversité des besoins des territoires, susceptible de changer notre relation avec la terre et ses acteurs. C'est le chemin qu'il faut prendre au niveau européen et local : adopter des pratiques durables, diversifier les activités économiques, expliquer aux consommateurs les ressources de leurs territoires pour comprendre quel est le juste prix des choses. C'est à ces deux échelons qu'EAJ-PNB soutient ses agriculteurs et son territoire : ici, au Pays basque et au sein des institutions européennes.

Xabi Castanchoa
agriculteur

La Semaine du Pays Basque

Paru dans la Semaine du Pays Basque n° 1567, le 16 Février 2024

02



Les actions immédiates à mener pour faire vivre le Pays basque

Pour faire vivre le Pays basque, le programme est simple : fêtons l'Aberri eguna dimanche et participons en nombre aux élections européennes de juin. Montrons à travers ces deux événements notre attachement au Pays basque, à l'Europe et à une démocratie de proximité.

Dimanche, le 31 mars, ce sera l'Aberri eguna, le « jour de la Patrie ». Partout en Euskal herri, nous, les habitants de toutes les provinces du Pays basque et plus largement tous les Basques du monde entier, nous célébrerons la Patrie basque. C'est un moyen de manifester notre attachement au Pays basque, tous ensemble, Basques de filiation ou néo-Basques… C'est une manière de le faire vivre dans les rues, dans les foyers... A l'instar de la Korrika qui vient de terminer son périple à Bayonne dans une ferveur magnifique pour défendre la langue basque, profitons de l'Aberri eguna pour faire vivre le peuple basque, tous ensemble. L'Aberri eguna n'appartient pas à quelques-uns. Il est l'affaire de tous ceux qui aiment le Pays basque. Il appartient à tous ceux qui veulent lui permettre d'exister en le consacrant : en défendant sa langue, son identité, sa société, son économie et sa capacité à faire ses choix politiques de manière éclairée.

A EAJ-PNB nous croyons fermement en la capacité du peuple basque, dans sa diversité, à défendre nos convictions, à être solidaire, à faire corps pour qu'émerge une vision commune pour le Pays basque. Grâce à une démocratie moderne, proche des gens, capable de répondre aux enjeux politiques, économique et environnementaux… nous pourrons le réaliser. Pour cela, chaque citoyen doit pouvoir prendre la parole pour affirmer ses opinions pacifiquement. Le Pays basque a besoin de citoyens actifs et participatifs, conscients de l'espace dans lequel ils veulent vivre et partager leur quotidien. Le manifester dans les rues, c'est bien, c'est même fondamental mais le décider dans les urnes, c'est tout aussi urgent.

EAJ-PNB : pour un échelon européen protecteur et un échelon territorial de la proximité

En Iparralde, EAJ-PNB participe à la liste Ecologie positive et Territoire où nous défendons, avec Jean Tellechea, Sandy Dedet et Mathieu Membrede cette idée d'un Pays basque plus autonome, plus libre de décider ce dont nous avons besoin au sein de l'Europe. Les élections européennes de juin prochain permettront de jouer ce rôle et de dire quel type d'Europe nous voulons et quel type d'Europe nous ne voulons pas. L'Union européenne est essentielle pour nous Basques d'Iparralde ou d'Hegoalde, c'est l'institution qui nous réunit. La législation européenne, les règlements s'appliquent partout dans l'UE. Ils nous protègent mais nous devons aussi retrouver une proximité avec les institutions européennes qui semblent parfois déconnectées de notre quotidien. C'est une nécessité.

Nous avons aujourd'hui besoin de reconquérir les valeurs qui font l'identité européenne : démocratie, liberté, sécurité, justice, progrès, lutte contre les discriminations, respect de la diversité culturelle et linguistique… Le Pays basque se définit aussi par son caractère transfrontalier et à ce titre, plus que d'autres territoires en Europe, nous sommes conscients de l'importance et des avantages que nous offre l'UE. Les fermetures de postes frontières que nous avons vécues ces derniers temps nous ont rappelé son importance pour vivre dans notre bassin de vie, notre territoire, celui que l'on partage entre citoyens d'Hegoalde et d'Iparralde. A l'instar de la Korrika qui fait la démonstration que le peuple basque a la capacité d'exister

autour d'une volonté commune, les élections européennes doivent le permettre elles-aussi. Il faut le manifester pour l'Aberri eguna de dimanche mais aussi lors des prochaines élections européennes. Il faut veiller aux respects des valeurs défendues par l'Europe, ces valeurs qui nous rendent fiers d'être ce que nous sommes, basques et européens.

Le premier rendez-vous est pour l'Aberri Eguna de dimanche 31 mars à Bilbao, plaza Barria à 11h30, ou à Irun... Pour ceux qui ne feront pas le déplacement, brandissez les ikurriñas chez vous, sur les terrains de sport ou ailleurs. Le deuxième rendez-vous sera le 9 juin prochain dans toutes les mairies du Pays basque pour soutenir la liste Ecologie positive et Territoire et défendre un échelon politique de proximité fort dans une Europe protectrice.

Gracianne Mirande Bec
Membre d'EAJ-PNB
Candidate aux élections européennes,
Liste Ecologie positive et Territoire
Consultante transition écologique et décarbonation

02

La Semaine du Pays Basque

Paru dans la Semaine du Pays Basque n° 1573, le 29 Mars 2024

Le lehendakari Jose Antonio Ardanza, récemment décédé, nous montre les vertus d'un abertzalisme consensuel

Le Lehendakari Jose Antonio Ardanza est décédé ce lundi 08 Avril, à l'âge de 82 ans. Il dirigea le Gouvernement basque de 1985 à 1998. Il succéda à Carlos Garaicoetxea, à un moment extrêmement critique. Il laissa ce territoire 19 ans plus tard, dans une dynamique de prospérité qui le caractérise actuellement.

03



Du déclin vers le renouveau

Homme aussi discret que déterminé, il fit preuve d'un grand courage. Celui qui l'avait conduit dans sa jeunesse, à militer au sein d'EGI, les jeunesses d'EAJ-PNB, dans la clandestinité. Il trouva même refuge en Pays Basque nord, en particulier, à Donibane Garazi. Ce courage lui permit, en tant que maire à Arrasate-Mondragon, de supporter les insultes, les menaces et des Conseils municipaux souvent houleux. Issu de la Mondragon Corporacion Cooperativa, premier groupe coopératif mondial, il prit la tête du Gouvernement basque, en 1985, au moment de fortes dissensions internes. Les problèmes qu'il affronta étaient immenses : fermeture d'usines, mobilisations massives, chômage de masse, augmentation effrénée du trafic et de la consommation de drogues, attentats d'ETA et terrorisme d'Etat, conséquences des grandes inondations de 1983, ... Ce territoire semblait sombrer dans le chaos.

En 1998, il laissa un pays doté d'une économie en plein renouveau et de politiques sociales ambitieuses. Dans les années 80, son gouvernement développa un plan intégral de relance dont les premiers clusters européens, en lien direct, avec Michael Porter, professeur à Harvard. Ils furent les premiers à utiliser l'énorme potentiel de la coopération entre entreprises concurrentes d'un même secteur d'activités. Moins connu, la promotion des filières agricoles de qualité, sous la marque Euskolabel et la montée en gamme de produits phares comme les vins de la Rioja, en Araba. Tout aussi intéressant, un ambitieux programme social, dont le RGI, le RSA basque avant l'heure. A cette époque, Bilbao est devenu un modèle mondial de renouveau urbain. Actuellement, moins de 10% des déplacements s'y réalisent en voiture, contre plus de 70% sur notre côte basque ! Vitoria-Gasteiz devint de son côté une ville verte.

Il a également impulsé le pacte d'Ajuria Enea, pour

03

contrer ETA. Il réussit à regrouper toutes les forces politiques, excepté Herri Batasuna. Un principe fondamental de ce pacte fut ultérieurement accepté, par la Gauche abertzale : laisser exclusivement aux forces politiques, le fait de traiter des questions politiques, sans l'emprise d'ETA.

Un véritable leader, loin de la politique spectacle

Le Lehendakari Jose Antonio Ardanza est demeuré aux antipodes de la politique spectacle actuelle. Sa passion pour Euskadi s'est traduite par une grande ambition pour celle-ci. Il avait aussi le caractère et le talent pour réunir des responsables de différentes idéologies. Les réalisations évoquées viennent de cette capacité fédératrice. Loin d'être un chemin pavé de roses, le consensus à bâtir suppose des réponses aux critiques et aux remarques d'adversaires à convertir en partenaires. Cet exercice oblige à une vision partagée, à approfondir au maximum les dossiers. Au final, lorsque ce processus aboutit, les projets sont solides et durables. Loin des phrases chocs et des critiques caricaturales, il construisait discrètement du consensus, pour des politiques novatrices et efficaces. Il s'inspira par exemple d'expériences étrangères, avant de mettre en place la RGI. Il n'a évidemment pas tout réussi, comme « le plan Ardanza » qui en Février 1998, tentait entre autres, d'impulser un nouveau cadre juridique du Pays Basque, via « un dialogue sans limites ».

Au-delà d'une autonomie

Ce fidèle abertzale jeltzale comprit son époque. Celle de la consolidation et la gestion d'institutions autonomes, fruits du meilleur consensus possible, dans les années 70. L'autonomie suppose une maitrise partielle de notre destin. Sa contribution à la construction nationale : des institutions basques performantes, préfiguratrices d'un futur Etat et une économie prospère sans laquelle la liberté politique n'existe pas. Au-delà de l'autonomisme, Il resta fidèle toute sa vie à l'abertzalisme d'EAJ-PNB, celui d'un peuple basque libre. Libre de décider de son destin, dans le plus grand consensus possible. Qu'il s'agisse d'indépendance ou d'union volontaire avec d'autres peuples.

Goian bego Ardanza Lehendakaria.

Milesker handi bat zure ekarpenarentzat, herriaren eraikuntzan.

Gora Euskadi askatuta !

Pako Arizmendi
Président d'EAJ-PNB (2016-2020)

mediabask. Paru dans Mediabask n° 468, le 18 Avril 2024

04

L'autonomie de la Corse : la fenêtre d'opportunité pour une vraie décentralisation

Depuis son arrivée au pouvoir, Emmanuel Macron a répété tout le mal qu'il pense de la décentralisation actuelle. A l'occasion de sa dernière visite à Ajaccio, il a passé un cap en appelant un nouveau modèle d'autonomie pour la collectivité corse. Sans attendre, Loïg Chesnais-Girard, le président de la Région Bretagne a demandé d'élargir le débat aux autres collectivités. L'occasion est venue de réviser le modèle institutionnel de la décentralisation à la française et d'offrir plus d'autonomie aux territoires qui le souhaitent.

Lors de sa dernière visite en Corse, le Président de la République a publiquement annoncé qu'il était favorable à ce qu'une « nouvelle étape soit franchie » dans le projet d'une autonomie de la Corse. Ce seront aux élus corses et au gouvernement d'en définir les termes. Rappelons qu'il y a 10 ans, la lutte armée disparaissait officiellement en Corse et en 2015, la Corse est devenue une collectivité territoriale à statut particulier. Depuis, elle présente des spécificités institutionnelles et dispose de compétences supplémentaires par rapport aux régions continentales. Adossée à un Conseil économique, environnemental, social et culturel, elle s'appuie sur une Assemblée représentative et un Conseil exécutif dirigé par un président, Gilles Simeoni. Depuis dix-huit mois, des discussions sont ouvertes pour étudier l'avenir institutionnel de l'île car, en dépit de sa spécificité juridique actuelle, des questions restent encore en suspens dans la constitution française : la reconnaissance du peuple corse, la co-officialité de la langue corse, le statut de l'île et la place de l'autonomie. Aujourd'hui, les Corses avancent sur la question de l'autonomie. Les Journées de internationales de Corte d'août dernier ont permis aux formations indépendantistes corses de marquer leur différence avec les autonomistes au pouvoir. Pour les Corses, c'est aussi le modèle autonomique, plus ou moins émancipé de Paris qui est en jeu. Les débats sont en cours et les Corses ont une partie de la solution entre leurs mains. Au-delà de la question proprement corse, le contexte actuel est une opportunité unique pour que d'autres régions à forte identité puissent avancer sur une véritable reconnaissance institutionnelle et politique.

« Une nouvelle étape de la décentralisation » : une opportunité pour les régions

Le président de la Région Bretagne l'a résumé en évoquant le principe d'égalité dans la République : « On ne peut avoir des élus avec plus d'autonomie d'action en Corse, et maintenir les autres dans un centralisme inefficace et d'un autre âge. » C'est le moment. Le 4 octobre dernier, Emmanuel Macron a annoncé l'ouverture d'une nouvelle étape de décentralisation rappelant les scories du mille-feuilles français, déjà présentée dans le rapport public annuel 2023 de la Cour des Comptes : « des priorités fluctuantes et, sur certains points, contradictoires », un « mouvement législatif abondant et quasiment continu dépourvu de réelle ligne directrice et donc de cohérence d'ensemble ». Le modèle de décentralisation à la française ne satisfait personne.

Que ce soit en Outremer ou en Métropole, de nombreux territoires appellent à une plus forte autonomie de décision pour administrer au plus près les questions politiques. En avril 2022, le Conseil régional de Bretagne avait demandé l'ouverture de discussions en vue d'une autonomie législative et fiscale. Lors du Congrès des régions, à Saint-Malo, le président de la Région a remis un rapport réclamant davantage d'autonomie, au nom de « la spécificité régionale bretonne, à la première ministre. En Alsace, certains élus revendiquent non pas une autonomie mais un statut alsacien propre. En 2021, les deux départements alsaciens ont constitué une collectivité locale pour défendre leurs spécificités culturelles communes. En Iparralde, depuis 2017, nous disposons d'une Communauté d'agglomération Pays basque qui reconnait une existence juridique au sein de l'Etat français. Les choses évoluent mais le modèle décentralisé est largement à parfaire. L'Etat continue d'administrer de manière très centraliste nos territoires. Rien n'est gagné et il faut revendiquer plus d'autonomie pour répondre aux mieux aux besoins de notre territoire et de ses habitants. Le Sénat devra valider la révision de la Constitution mais les lignes semblent bouger pour faire évoluer un système institutionnel que l'on sait dysfonctionnel.

Jean Tellechea
secrétaire d'EAJ-PNB, en Pays Basque nord
Jean Luc Davezac
Président de Fédération des Pays Unis et de Bastir Occitanie

21 février, l'UNESCO fête la journée internationale de la fête maternelle : célébrons l'Euskara !

05

La Journée internationale de la langue maternelle nous rappelle que cette langue maternelle est un élément fondamental de notre vie. Vecteur de transmission des valeurs culturelles de notre communauté, elle construit nos relations sociales. Elle joue même un rôle clé dans l'apprentissage d'autres langues. A EAJ-PNB, nous n'insisterons jamais assez sur l'importance de valoriser notre diversité culturelle et celle de faire de l'Euskara la mère des batailles.

La diversité linguistique est menacée. En Iparralde, le nombre de bascophones se stabilise autour de 51 000 locuteurs et environ 21 000 bilingues réceptifs, alors même que nous vivons une évolution démographique importante : notre communauté compte 320 000 habitants dont 30 000 nouveaux habitants arrivés entre 2001 et 2021. C'est pourquoi il est fondamental que les institutions soutiennent l'apprentissage et la pratique de l'Euskara dans tous les pans de la vie quotidienne pour tous les Basques comme les néo-Basques.

Des modes de transmission à développer

Au Pays basque, l'Euskara a du mal à faire sa place et il est difficile de le transmettre quand on ne l'a pas appris dans la sphère familiale. En effet, quand les deux parents sont bascophones, la transmission de l'Euskara se fait très efficacement : dans 4 familles sur 5. Dans les couples linguistiquement mixtes, la transmission de l'Euskara chute : dans 1 famille sur 4.

Personnellement, nous ne pratiquons pas l'Euskara à la maison. Pourtant, ma fille qui a été à l'école en Ikas-bi puis à l'Ikastola, parle maintenant l'Euskara. Ce changement de parcours, est pour nous une très bonne décision que nous avons prise.

Ces deux systèmes pédagogiques existent, et il est important qu'ils coexistent pour répondre aux demandes de chacun. D'après l'enquête de l'OPLB de 2021, 16,5% des personnes d'Iparralde souhaiteraient que leur enfant soit scolarisé dans le modèle bascophone tandis que 37,5% sont favorables à un modèle bilingue (type Ikas-bi). Globalement, c'est une demande qui est forte puisque plus de la moitié de la société exprime un intérêt fort ou très fort pour l'Euskara. Il est impératif de répondre à cette demande.

Normaliser l'usage du basque partout dans la société

Aujourd'hui, il y a de plus en plus de personnes qui viennent s'installer au Pays basque. Il est essentiel de pouvoir permettre à ces potentiels nouveaux locuteurs d'apprendre le basque pour comprendre la culture où ils sont et la faire évoluer. Or, c'est une évidence, apprendre l'Euskara en tant qu'adulte est plus dur. Entre le temps de travail et les impératifs familiaux, c'est forcément plus compliqué. A titre personnel, je me forme pour réapprendre l'Euskara . J'entends que certaines entreprises font ces efforts pour faire une place à l'Euskara au travail. C'est fantastique ! Il faut encourager le plurilinguisme dès l'école, puis l'encourager dans la sphère sociale, professionnelle, quotidienne. Sans ce volontarisme, ce sont notre culture et notre identité qui sont fragilisées. A EAJ-PNB c'est le modèle de société que nous défendons : une société inclusive, plurilingue et bascophone tournée vers l'avenir.



Alors le 21 février, célébrons l'Euskara ; Euskaraz bizi gaitezen !

Mathieu Membrede
Artisan engagé.
Président du biltzar
Lapurdi Barnekalde de EAJ

La Semaine du Pays Basque

Paru dans la Semaine du Pays Basque n° 1618, le vendredi 21 Février 2025

06

La femme, pilier des changements à venir

Si nous devons nous attribuer une qualité, c'est bien celle de prendre nos responsabilités. Que ce soit au sein de la famille, dans la capacité à maintenir le lien social ou dans l'activité professionnelle, les femmes s'affirment. En cette période de transition sociétale majeure, nous aurons besoin de chacun et surtout de chacune pour construire ce nouveau modèle de société.

Pour une vraie égalité homme-femme dans les parcours de vie

La participation équilibrée des femmes et des hommes à la prise de décision est une condition préalable à toute société démocratique. C'est pourquoi la Charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale incite à ce que soient prises toutes les mesures pour promouvoir une représentation et une participation équilibrées des femmes et des hommes dans tous les domaines de la prise de décision, de la gestion et de la représentation. Il est essentiel que la femme ne soit plus exclue des lieux de décision.

Les femmes démontrent chaque jour des compétences solides, tant dans leur vie sociale que professionnelle. Cependant, des obstacles culturels persistent, freinant leur pleine reconnaissance et épanouissement. Michelle Bachelet, ancienne présidente du Chili et Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, affirmait que « l'égalité des sexes est une question de pouvoir, et il est temps de redistribuer ce pouvoir ». Il est crucial de continuer à lutter contre ces barrières pour permettre à toutes de s'épanouir pleinement.

La femme doit aussi être actrice dans les grandes transitions

À titre personnel, j'ai repris les études à 30 ans. J'avais un CDI et deux enfants en bas âge. Mon travail ne faisait plus sens et j'ai souhaité « réapprendre ». J'ai fait le choix de me consacrer au développement durable, guidée par ma conscience écologique et mon désir d'offrir un avenir meilleur à mes enfants. Ce choix est aussi politique, car il reflète mon engagement de citoyenne. Il traduit un souci de cohérence avec la place que je dois jouer dans l'environnement actuel.

Par conviction, et parce que je crois profondément que la société civile et les mouvements citoyens peuvent faire avancer les choses, je me suis engagée auprès des Shifters (l'association des bénévoles de THE SHIFT PROJECT), où nous travaillons sur les moyens de promouvoir une transition bas carbone. J'agis aussi au sein de Bestearekin, qui vient en aide aux migrants déboutés du droit d'asile, en tant que référente sociale d'une famille que j'accompagne dans ses démarches d'intégration et de régularisation.

Dans le cadre professionnel, je travaille aujourd'hui dans un environnement industriel, majoritairement masculin. C'est un milieu où la présence des femmes reste rare, et pourtant elle est essentielle. Son impact environnemental est fort, et il est crucial que des femmes y prennent part.

Si j'ai fait ces choix difficiles, c'est aussi parce que j'ai pu les faire. J'ai reçu le soutien de mes proches et j'ai rencontré des personnes partageant ma volonté. Il reste beaucoup à faire en matière de droits sociaux.

Même si les situations évoluent – en termes de niveau de diplôme, d'accès à l'emploi et aux postes de cadres, de salaires et de retraites, ou encore du partage des tâches domestiques et parentales –, la présence des femmes dans la vie politique reste encore marginale. C'est pour changer cela que je me suis aussi engagée à EAJ-PNB : pour être entendue en tant que femme et défendre ces questions dans les espaces où se prennent les décisions politiques.

Qu'il s'agisse de la violence de genre, de la place des femmes dans les institutions ou plus largement dans la société, EAJ-PNB s'est toujours montré ferme sur les questions d'égalité entre les hommes et les femmes. Nous avons conscience qu'une société moderne ne peut pas se faire en excluant une partie d'entre elle. **La femme doit être pleinement actrice des grandes transitions – climatiques, écologiques, sociales – pour continuer à construire une société plus juste et plus durable.**



Gracianne Bec Mirande
Présidente du Biltzar
Bidasoa EAJ PNB
EAJ PNBko Bidasoa
Biltzarraren burua

La Semaine du Pays Basque asteakarian agertu artikulua, Martxoaren 7ko Ostiralan – 1620 zkia.
Article paru dans la Semaine du Pays Basque, le vendredi 7 mars – n°1620.

07

Jose Antonio Agirre, artisan méconnu de l'Union Européenne

Les dirigeants actuels de l'Union Européenne commencent à organiser une Défense commune. A l'occasion du 65e anniversaire du décès de Jose Antonio Agirre, retour sur le parcours exemplaire du premier président du Gouvernement basque.

En 1931, la proclamation de la Seconde République en Espagne permet la légalisation d'EAJ-PNB, avec la génération de José Antonio Agirre, footballeur de l'Athletic Bilbao, entrepreneur et avocat, élu député à l'âge de 26 ans. Dans les années 1930, José Antonio Agirre Lekube incarne la voie démocratique qui constitue le socle idéologique de l'Union européenne. Il adhère au personnalisme chrétien, en vogue à cette période, inspiré de Charles Péguy et de la doctrine sociale de l'Église.

Il souhaite ouvrir une voie humaniste face au fascisme, au socialisme soviétique et au capitalisme libéral. Selon lui, l'opposition fondamentale entre ces systèmes et l'humanisme réside dans l'acceptation ou le refus de la liberté et la dignité de la personne. Il oppose une "vieille conception capitaliste, accrochée à l'abus et au privilège" à "un sentiment profond de justice sociale, latent dans les foules qui souffrent et travaillent". Le mouvement coopérativiste incarne le relais de la pensée sociale-chrétienne dans le monde de l'entreprise, que José Antonio Agirre met en pratique dans sa chocolaterie.

En 1936, EAJ-PNB prend la tête du gouvernement basque et négocie un statut d'autonomie qui, pour José Antonio Agirre, est une étape vers la souveraineté. Après le coup d'État de Franco, il s'allie aux forces de gauche qui résistent également à la rébellion fasciste. Élu par les mairies, José Antonio Agirre prête serment à Gernika. Il devient le premier lehendakari de l'histoire. À partir du 5 mai 1936, il assume le commandement suprême de l'Armée basque, alliée à la République.

À l'issue de la défaite républicaine, il est condamné à mort par le régime franquiste, et contraint à l'exil. Pris dans la tourmente de la Seconde Guerre mondiale, il est évacué par un diplomate panaméen qui l'amène à se cacher à… Berlin, avant de réapparaître publiquement avec un accueil triomphal, en Amérique latine. Il s'installe alors aux États-Unis, enseigne à l'Université Columbia, puis bénéficie ensuite du statut de réfugié politique, en France. Il se lie d'amitié avec des intellectuels de toute l'Europe qui sont sensibles à la cause basque. François Mauriac affirme même qu'il a "marqué le tournant de la démocratie-chrétienne, en Europe".

Membre fondateur du projet européen

En juin 1947, les Nouvelles Équipes internationales (NEI) se constituent à Chaudfontaine, en Belgique, et deviendront en 1965 l'Union européenne des démocrates-chrétiens (UEDC). José Antonio Agirre en est président d'honneur sous le titre de Presidente de la República Vasca. Paul Van Zeeland, Konrad Adenauer, Robert Schuman, Georges Bidault et Alcide de Gasperi participent aux NEI en vue de structurer la défense des intérêts européens face aux deux grands blocs et de défendre l'aspect social de l'intégration européenne. EAJ-PNB est le seul parti républicain en exil à y participer.

José Antonio Agirre préside le gouvernement basque en exil et défend la légitimité démocratique de l'opposition républicaine face au franquisme. Ses espoirs sont mis en péril par les trahisons des États-Unis, du Vatican et de la France qui l'expulse en 1951 de son domicile rue Marceau, à Paris, pour y installer l'ambassade espagnole. Ces États reconnaissent tour à tour le régime franquiste.

Un fédéralisme basque et européen

EAJ-PNB devient un mouvement fédéraliste basque et européen sous son égide. Dans son livre La Cause du peuple basque, écrit en 1956, l'intellectuel jeltzale Javier de Landaburu souligne que "cette doctrine semble avoir été créée et pratiquée par les Basques et pour les Basques". Face au retour en force d'une souveraineté des États, vécue comme une unité indivisible indépassable, EAJ-PNB prône un fédéralisme européen, dans une souveraineté, une capacité publique à agir, multiniveaux, partant de la base

jusqu'au sommet, selon le critère de l'efficacité dans les politiques à mener. Une Europe des peuples et des citoyens, face à l'Europe des États actuels. Une réelle Europe de la défense et non une simple coordination entre ministères de la Défense de chaque État. En 1960, ses obsèques à Saint-Jean-de-Luz sont suivies par des milliers de personnes. Elles impressionnent certains jeunes Basques du Nord et influent leur décision de créer le premier mouvement abertzale au Pays Basque Nord.

Même devenu aconfessionnel, EAJ-PNB s'inscrit dans la lignée de ce grand dirigeant fédérateur, pour construire un Pays Basque libre, démocrate et européen.

Rémi Bernis
Doctorant en sciences politiques
A l'EHU/UPV à Bilbao

07



mediabask.

Paru dans Mediabask n° 516 le jeudi 20 Mars – Mediabask Zkian agertua Martxoa-ren 20aren Ostegunean

08

La violence ne peut être la norme dans une société démocratique

La société telle qu'elle est relayée dans les médias donne l'impression d'être de plus en plus violente. Les propos de certains chefs d'Etat débordent de brutalité, d'intransigeance et entretiennent des rapports de force qui n'ont d'autres buts que d'imposer une vision du monde aux autres. Cette normalisation de la violence parmi les « Grands de ce monde » doit nous alerter sur l'urgence de protéger nos sociétés démocratiques.

Le spectacle affligeant du 28 février dernier à la Maison blanche entre le président des Etats-Unis Donald Trump et le président ukrainien Volodymyr Zelensky doit nous alerter sur le passage d'un cap inadmissible. Eriger la violence comme norme dans les espaces politiques et médiatique serait une manière de condamner la politique c'est-à-dire notre capacité à vivre ensemble. L'autoritarisme, la radicalité, l'intolérance ne doivent pas se normaliser dans les sphères médiatiques et politiques. Or, ces derniers mois, l'essor des mouvements d'extrême droite et d'extrême gauche y trouvent un certain écho. Des violences perpétrées par des individus isolés, parfois inspirés par des idéologies radicales diffusées sur internet, entretiennent une autre forme de menace latente dont nous sommes tous potentiellement les victimes. Nos rapports interpersonnels en sont directement influencés, notre aspiration à vivre ensemble en souffre directement, les incivilités semblent se généraliser et la fragilité de nos institutions réapparait au grand jour.

Depuis 2005, le 11 mars est devenu la Journée européenne de commémoration des victimes du terrorisme en hommage aux victimes des attaques djihadistes du 11 mars 2004 à la gare de Madrid-Atocha. Depuis 2020, c'est aussi la journée nationale d'hommage aux victimes de l'ensemble des attentats ayant touché la France, en particulier en 2015. Ces choix symboliques visent à rappeler aux citoyens la fragilité des équilibres démocratiques qui sont les nôtres. Ici, au Pays basque, nous portons encore les stigmates de la violence terroriste qui a marqué notre société. En octobre 2011, l'ETA avait renoncé à la lutte armée. Après l'annonce attendue de sa dissolution en avril 2018, l'ETA avait rendu à la justice française ses dernières armes. C'était un soulagement. Ici, nous avions l'espoir que le terrorisme appartenait au passé. Or, d'autres formes de menaces persistent. Jusqu'aux années 2000, les actions terroristes étaient en lien avec des organisations structurées, elles ne se nourrissaient pas d'une propagande disponible sur internet. Aujourd'hui, elle se répand de manière confuse, entretenue par une atmosphère délétère. Pour éviter de nouvelles victimes, les autorités doivent s'adapter continuellement aux nouvelles formes de menaces contre la démocratie, en mettant l'accent sur la prévention, la coopération internationale et l'adaptation des dispositifs judiciaires et sécuritaires, en particulier en Europe.

Bien que les États aient renforcé leurs dispositifs de surveillance et de lutte contre la radicalisation, les dynamiques géopolitiques et sociopolitiques actuelles alimentent de nouvelles formes de violence. Une réponse efficace repose sur un équilibre entre sécurité, prévention et dialogue politique, à tous les niveaux.

C'est ce qu'EAJ-PNB défend : au niveau européen, nous devons nous préparer à investir davantage et de façon plus coordonnée dans la sécurité mais aussi jouer notre rôle dans le quotidien. Il n'y a pas d'alternative à adopter des stratégies de prévention et de lutte contre le terrorisme, en tenant compte des nouvelles formes de radicalisation et des modes opératoires émergents. Mais nous devons aussi dénoncer toutes entreprises d'intimidation que nous observons dans les médias et les espaces publics. La violence sous quelque forme que ce soit ne doit pas se banaliser.

Hori da EAJ-PNBk defendatzen duena: maila europarrean, segurtasunean gehiago eta modu koordinatuagoan inbertitzeko prestatu behar dugu, baina egunerokoan ere gure papera bete behar dugu. Ez da alternatibarik terrorismoaren prebentzio eta borrokaren estrategiak hartzeko, erradikalizazioaren forma berriak eta eragiketa-modu berriak kontuan hartuta. Baina, era berean, komunikabideetan eta espazio publikoetan ikusten ditugun mehatxu eta beldurtze saiakera guztiak salatu behar ditugu. Indarkeria, edozein modutan agertu ere, ezin da normalizatu.



Jean Tellechea
Membre de
l'IBB (exécutif Eai)

La Semaine du Pays Basque

Article paru dans La Semaine du Pays Basque asteakarian agertu artikulua, Apirilaren 4eko Ostiralan – 1624 zkia.
Article paru dans la Semaine du Pays Basque, le vendredi 4 Avril – n°1624

09

Coupure générale de courant : une alerte sans frais ?

Il y a un mois, le 28 avril dernier, l'Espagne et le Portugal, ainsi qu'une partie du Pays basque français ont subi une coupure d'électricité générale qui a laissé les populations absolument démunies. Transports en commun à l'arrêt, activité économique en berne, services de santé suspendus... Cet avant-goût d'apocalypse nous oblige à nous interroger sur un modèle énergétique alternatif, de proximité susceptible de répondre à nos besoins immédiats.

Le premier ministre espagnol, Pedro Sanchez tout comme son homologue portugais Luis Montenegro n'ont pu que constater la situation sans que les causes ne soient éclaircies à ce jour. L'enquête sur l'incident pourrait prendre jusqu'à six mois. L'opérateur de réseau espagnol a écarté la possibilité d'une cyberattaque. Pour les spécialistes, la cause est entendue. Les gestionnaires de réseaux électriques savent que de tels événements peuvent se produire. Une part de leur travail est justement d'anticiper les potentiels black-out et ils conçoivent les réseaux pour que le risque soit le plus faible possible. En France et ailleurs, de telles ruptures énergétiques ont existé : le 19 décembre 1978, dans une période de froid ajouté à une forte activité économiques, commerciales et industrielles, c'est-à-dire une demande exceptionnelle d'électricité. Le réseau étant à son comble, un défaut technique sur une ligne a fait exploser le réseau en entier. Ces dernières années, rien qu'en Europe, l'Italie en 2003, la Scandinavie en 2003, l'Allemagne en 2006, la Turquie en 2015, les Balkans en 2024… ont tous connu des black-out.

Un enjeu stratégique européen

En Europe, les réseaux électriques sont maillés et interconnectés pour s'échanger de l'énergie : un point de livraison est desservi par plusieurs lignes, ce qui permet à l'électricité d'être dirigée vers des destinations différentes si une ligne pose problème. S'il y a une faille dans un réseau national, elle pourrait se répandre sur les autres réseaux nationaux. Le 28 avril, le problème aurait pu s'étendre aux autres réseaux européens. Pour s'en protéger, l'interconnexion entre l'Espagne et la France a été coupée pour éviter aux centrales françaises de subir une surcharge et concrètement, le Pays basque français n'a connu qu'une panne d'une vingtaine de minutes. Cet exemple illustre à quel point la gestion au niveau européen de l'énergie est un enjeu absolument stratégique. Pour créer une véritable « Europe de l'électricité », en 2009 les gestionnaires de réseaux de transport d'électricité européens (GRT) se sont constitués en association (ENTSO-E) en particulier pour assurer la sécurité de l'approvisionnement. C'est pourquoi l'enquête sur l'incident a été diligentée à l'ENTSO-E.

L'urgence de réfléchir à des solutions en Pays basque

Un tel événement démontre l'importance de sensibiliser sur la place et la nature de l'électricité dans notre quotidien social, économique, territoriale, etc. En termes de gestion de crise, en France, en formation en secourisme (PSC), on apprend à faire front à de telles situations (kit d'urgence, biscuits, radio à piles, lampe de poche, eau…). En Allemagne ou en Autriche, la sécurité civile travaille elle aussi sur les bons réflexes à avoir face à de tels événements. Outre les pertes de l'électricité acheminée (pertes de réseau ou de lignes, 2 à 3% de l'énergie produite), la centralisation autour de grandes centrales, en particulier nucléaires, montre sa vulnérabilité. Rappelons qu'en janvier 2009, au moment de la tempête Klaus, EDF avait demandé aux centrales hydroélectriques du département de produire de l'énergie pour pallier la défaillance du réseau.

A EAJ-PNB nous défendons ce recours à des sources d'énergie décentralisées, locales : mini-centrales hydroélectriques, panneaux solaires… Le Plan Climat Pays Basque de 2021 ne peut pas répondre à nos enjeux car les institutions locales n'ont pas le pouvoir de conduire de politiques énergétiques face aux services déconcentrés de l'Etat. La coupure générale du 28 avril dernier exige de nous positionner sur plus d'énergies renouvelables locales. Il est vital de réfléchir en termes de réseau énergétique pour le Pays Basque. Maintenant !



Mathieu Kayser,
Membre d'EAJ-PNB
Maire Adjoint à l'Environnement et à l'Economie Sociale & Solidaires,à Biarritz

La Semaine du Pays Basque

Article paru dans la Semaine du Pays Basque, n°1632, le vendredi 30 Mai
La Semaine du Pays Basque, 1632 zkian,